

Le Régime féodal

en Franche-Comté

au XVIII^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 mars 1937, à 14 heures

PAR

Jean MILLOT

JURY DE LA THÈSE

Président : M. R. PICARD, Professeur

Suffragants { M. PETOT, Professeur
M. LE BRAS, —

IMPRIMERIE MILLOT FRÈRES

20, rue Gambetta, BESANÇON

1937

THESE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

Le Régime féodal en Franche-Comté au XVIII^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 mars 1937, à 14 heures

PAR

Jean MILLOT

JURY DE LA THÈSE

Président : M. R. PICARD, Professeur

Suffragants { M. PETOT, Professeur
M. LE BRAS, —

IMPRIMERIE MILLOT FRÈRES
20, rue Gambetta, BESANÇON
1937

ERRATA

Page 48. — 2^e ligne, lire *...avant d'en avoir été investi* ⁽¹⁾.

Page 117. — Lire à la 23^e ligne : *Mais les affranchissements des fonds et héritages sont plus difficiles à obtenir.*

Page 141. — Remplacer la note ⁽¹⁾ par la suivante : *Archives du Doubs. Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la Franche-Comté. Note page 155.*

Page 157. — Remplacer le paragraphe commençant par les mots « L'on rencontre même un affranchissement gratuit... » par le suivant :

Nous avons même rencontré un affranchissement purement gratuit de la mainmorte personnelle et réelle, avec réserve, il est vrai, de tous les autres droits seigneuriaux : c'est celui concédé par M. Gravier, avocat au Parlement, en exécution du testament de son épouse, à quatre communautés de sa directe. Laissons la parole aux habitants de Quers.



ARCHIVES ET BIBLIOGRAPHIE

1° ARCHIVES

A. ARCHIVES MANUSCRITES

I. ARCHIVES NATIONALES

Il existe aux Archives nationales, outre des documents et dossiers isolés que nous n'avons pas eu le loisir d'examiner, un fonds d'étendue restreinte sur la matière de la suppression des droits féodaux ; l'étude de cet objet nous a permis, occasionnellement, de relever diverses particularités du régime féodal dans la province de Franche-Comté.

Le fonds en question constitue la sous-série D XIV. Formé de ce qui nous est parvenu des archives des Comités des droits féodaux de la Constituante et de la Législative, il comporte 13 cartons et 3 registres, groupant, par ordre alphabétique des départements, les pétitions, les mémoires adressés par les administrations locales et régionales aux assemblées révolutionnaires.

Par ailleurs, les documents et dossiers isolés mentionnés au début ont été minutieusement inventoriés par M. Pierre Caron, dans une note annexée au recueil intitulé « Les droits féodaux », publié par la « Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution ».

II. ARCHIVES DEPARTEMENTALES

L'étude complète du régime féodal en Franche-Comté nécessiterait le dépouillement méthodique des archives conservées aux chefs-lieux de nos trois départements (Doubs, Jura,

Haute-Saône). Etant donné l'ampleur de ce travail, nous avons limité nos recherches au dépouillement d'une partie des Archives du Doubs, et, accessoirement, à quelques incursions dans les Archives de la Haute-Saône. Nous n'avons pu aborder de front les Archives du Jura, mais les nombreux documents retrouvés à Besançon concernant les communautés du Jura nous ont permis de comprendre ce département dans notre étude.

A. ARCHIVES DU DOUBS

Nous avons puisé dans les séries suivantes :

1° Série B. Cours et juridictions de l'Ancien Régime.

a) Seul le fonds de la Chambre des Comptes a fait l'objet d'un classement méthodique par M. Jules Gauthier. Malheureusement, les documents qu'il renferme n'ont apporté aucune contribution à notre étude : la plupart de ces documents sont sans rapport immédiat avec notre sujet ; les titres locaux eux-mêmes, inventoriés dans la partie V du répertoire, sont relatifs à une époque trop éloignée du xviii^e siècle pour être utilisés.

b) Les archives du Parlement de Franche-Comté ne sont que partiellement inventoriées ; nous savons toute l'importance de ce fonds : le Parlement connaissait en appel des procès jugés par les tribunaux de bailliages ; parfois même, les seigneurs lui déféraient directement leurs causes en vertu de *lettres de committimus*. En conséquence, le fonds contentieux nous fournit d'utiles indications sur les rapports des seigneurs avec les communautés de leur directe, et leurs sujets en particulier, jusqu'à la fin de l'année 1790.

c) Les fonds des tribunaux de bailliages et des justices seigneuriales, partiellement inventoriés, nous renseignent plus spécialement sur les variantes locales du régime féodal dans notre province. Signalons, entre autres, les registres des justices seigneuriales de Rougemontot, de Cendrey et de Rougemont.

2° Série C. Fonds de l'Intendance.

Aucun document n'a retenu notre attention.

3° Série E. Seigneuries laïques.

Cette série est entièrement dépouillée et analysée. Elle comprend 4 sous-séries :

a) E I. Le Comté de Montbéliard, titres généraux et locaux (1 à 1173).

Bien que le Comté de Montbéliard formât, sous l'Ancien Régime, une principauté distincte de la Franche-Comté, sous la domination du prince de Wurtemberg, nous l'avons cependant comprise dans notre étude du régime féodal en Franche-Comté, qu'elle enrichit d'un appoint particulièrement pittoresque vu l'empreinte germanique de ses usages et de ses institutions locales.

b) É II. Titres de familles.

L'inventaire sommaire dressé par M. Babey, en 1870, ne comprenait que 342 articles. Cette sous-série a été depuis méthodiquement complétée par M. Dornier, archiviste, qui fit paraître en 1918 et 1931 deux suppléments (1^{er} supplément : n^{os} 2446 à 3666 ; 2^e supplément : n^{os} 3666 à 4062). Nous avons largement puisé dans ces documents qui, en nous permettant d'exhumer les noms des vieilles familles comtoises dans leur splendeur nobiliaire, ajoutent au caractère spécifiquement régional de notre travail.

c) E III. Notaires et tabellions.

Sous-série reclassée par M. Pigallet en 1931.

d) E IV. Communautés et confréries.

Cette sous-série constitue peut-être la plus importante de nos sources ; elle est formée de documents provenant soit de l'administration provinciale, soit des dons ou acquisitions des particuliers, par conséquent d'éléments empruntés à la série C et à la sous-série E II. Tous ces documents sont classés par ordre alphabétique des communes des trois départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône ; 1.500 liasses ou registres sont dépouillés et analysés.

4° Séries G et H. Archives ecclésiastiques.

La série G renferme les documents relatifs au clergé séculier : fonds de l'archevêché, du Chapitre métropolitain, des églises paroissiales et fabriques, etc. Signalons, en particulier, le précieux appoint des registres des délibérations capitulaires.

La série H est représentée par les fonds monastiques (documents concernant les ordres religieux divers, les abbayes, prieurés, etc.). Sommairement dépouillée en 1928 par M. Dornier, cette série est en voie de reclassement méthodique par M. Duhem, archiviste du Doubs, lequel a bien voulu nous communiquer, à

l'occasion, les documents les plus significatifs. Seuls les documents relatifs à l'abbaye de Saint-Vincent ont fait l'objet d'un classement particulier par M. Pigallet en 1923.

5° Série L. Période révolutionnaire.

Cette série comprend tous les documents de la période révolutionnaire dans le Doubs, de 1789 à 1800, sauf les documents relatifs aux domaines nationaux. Les documents concernant l'administration des districts (délibérations et arrêtés des directoires des districts, pétitions des communautés, correspondance des districts avec le département) d'une part, les jugements des tribunaux de districts sur la matière des droits féodaux, d'autre part, jettent parfois une vive lumière sur les caractères de la féodalité dans notre province, et plus particulièrement sur les exactions commises par les ci-devant seigneurs dont les victimes demandent réparations aux représentants de la légalité dans l'ordre nouveau.

6° Série Q. Période révolutionnaire (suite).

Dans la série Q sont classés tous les documents relatifs à l'administration des domaines nationaux, après confiscation des biens du Clergé et des Emigrés. De même que la série L, la série Q renferme d'inappréciables documents sur la disparition progressive du régime féodal. Signalons également les documents versés par l'administration de l'Enregistrement, et une liasse particulièrement abondante (Q 31) dont le dépouillement nous a permis de préciser la véritable nature de certains droits féodaux perçus sous une désignation équivoque ainsi que les caractères de l'administration seigneuriale dans plusieurs localités de notre province.

Non cotés : Les cahiers de doléances.

Les cahiers de 1789 sont la vivante expression de l'appréciation du régime seigneurial par la masse de la population des campagnes. Nous avons entièrement dépouillé les cahiers des bailliages de Baume, de Pontarlier et de Quingey. Ceux des bailliages de Besançon et d'Ornans n'ont pas été retrouvés. Les cahiers du bailliage d'Amont ont été publiés par MM. Godard et Abensour ; ils constituent, en cette matière, l'unique publication pour la Franche-Comté.

B. ARCHIVES DE LA HAUTE-SAÔNE

Série C. Nos investigations personnelles dans le fonds de l'Intendance nous ont permis de compléter et de préciser sur

de nombreux points les savantes recherches de M. Jules Finot, archiviste de la Haute-Saône. L'Intendant était, en effet, chargé d'approuver, voire même d'homologuer les contrats d'affranchissements passés entre les seigneurs et les communautés ; la correspondance de l'Intendant de Franche-Comté avec ses subdélégués d'une part, celle du pouvoir central avec l'Intendant d'autre part, nous fournissent d'assez surprenantes révélations sur les vicissitudes du mouvement suscité par l'Edit du 8 août 1779.

Signalons aussi quelques emprunts à la série E (titres de familles).

III. ARCHIVES COMMUNALES

Souvent inconnues, les archives des communes de Franche-Comté n'en sont pas moins d'une richesse remarquable. A cet effet, le répertoire de la série E (IV), dressé par M. Pigallet en 1928, renferme une énumération des communes du département possédant un fonds particulier d'archives, ce qui peut aiguiller utilement le chercheur désireux d'approfondir, le cas échéant, un point d'histoire locale. Signalons entre autres les archives conservées à la mairie de Trepot, dont nous avons à maintes reprises utilisé les documents.

IV. ARCHIVES DES HOSPICES CIVILS

L'Hôpital général Saint-Jacques, à Besançon, possède un fonds très important. L'Hôpital, en effet, possédait au XVIII^e siècle une directe très étendue sur de nombreuses localités du département ; il conservait encore des mainmortables à la veille de la Révolution. Nous avons consulté les séries suivantes :

Série EE. Documents relatifs à l'administration et à la comptabilité de l'Hôpital général.

Série GG. Etablissements réunis à l'Hôpital (tels que la maladrerie de Quingey, le prieuré de Mouthier-Hautepierre, le prieuré de Rosey, etc.).

V. ARCHIVES NOTARIALES

Nous avons consulté les minutes de Verpy, notaire à Ray-sur-Saône en 1789 ; ces minutes sont conservées par M^e Robert, notaire à Lavoncourt (Haute-Saône). Elles sont du plus grand intérêt : délibérations des communautés portant refus de payer les droits féodaux ; excès commis par les habitants des campagnes à l'égard du seigneur ou de ses agents.

VI. ARCHIVES PRIVÉES

Des papiers de famille, concernant les anciens habitants de communautés du Haut-Jura, nous ont été aimablement communiqués par MM. Félix Pécelet et Berthet, des Rousses (Jura). Une partie de ces documents a été publiée par les soins de M. Pécelet en un recueil intitulé « Les Rousses, Historique et descriptif », dont un exemplaire se trouve aux Archives du Jura.

B. IMPRIMÉS

Les Coutumes générales du Comté de Bourgogne (Bibl. Besançon, 226670).

ISAMBERT : *Recueil des anciennes lois françaises*.

Les droits féodaux. Instruction, recueil de textes, et notes. Publié par la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Paris. E. Leroux, éd., 1924.

SAGNAC ET CARON : *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial* (1789-an II). Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution.

Félix PÉCELET : *Les Rousses. Historique et descriptif*. Années 1904 et suiv.

GODARD ET ABENSOUR : *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*. Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution. 2 vol. : t. I, Besançon, 1918 ; t. II, Auxerre, 1927.

2° TRAVAUX HISTORIQUES

A. TRAITÉS D'HISTOIRE GÉNÉRALE

CHÉNON : *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*. 1926 et 1929, Recueil Sirey, 2 vol. in-8°.

ESMEIN : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. Paris, Sirey, 1930, in-8°.

LAVISSE : *Histoire de France contemporaine*, t. I et II.

AULARD : *La Révolution française et le régime féodal*. Félix Alcan, 1919.

B. OUVRAGES DIDACTIQUES SUR LES INSTITUTIONS DE L'ANCIEN RÉGIME

DUNOD : *Traité de la Mainmorte et des Retraits*. Paris. Veuve Dupuis, 1760.

— *Traité des prescriptions*. Dijon. Antoine de Fay, 1730.

DOM GRAPPIN : *Dissertation sur l'origine de la mainmorte dans les provinces qui ont composé le premier royaume de Bourgogne*. Besançon. J.-M. Couché, 1779.

PERRECIOT : *De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans les Gaules*. En Suisse, aux dépens de la société. 2 vol. (1784 et 1786).

A. ESTIGNARD : *Le Parlement de Franche-Comté*. Besançon, 1892. 2 vol. in-8°.

Ch.-L. CHASSIN : *L'Eglise et les derniers serfs*. Paris. E. Dentu, 1880, in-8°.

LÉON GIRARD : *La Coutume de Franche-Comté et la condition des mainmortables*. Thèse pour le doctorat. Paris, Pédone, 1895.

ALLARD : *Esclaves, Serfs et Mainmortables*. Thèse pour le doctorat.

SUCHAUX : *Dictionnaire des communes du département de la Haute-Saône*. Vesoul, 1866.

C. PUBLICATIONS DIVERSES, BROCHURES, PAMPHLETS

Opuscules sur la mainmorte en Franche-Comté. Lausanne, 1784 (Bibliothèque de Besançon, n° 241029), savoir :

Un poème satirique : *Voltaire et le serf du Mont-Jura*, par Florian.

Un *Examen critique d'un ouvrage sur la servitude* (non signé).

Un *Essai sur la mainmorte par un citoyen désintéressé*.

Signalons en outre, aux Archives du Doubs, deux brochures intitulées :

Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la Franche-Comté, principalement en matière d'administration et d'impôts, 1789 (non signé).

Protestations des officiers du Parlement de Besançon (non signé, non daté).

Abbé CLERGET : *Cri de la raison, ou examen approfondi des lois et des coutumes qui tiennent dans la servitude mainmorte quinze cent mille sujets du roi*. Besançon. Impr. de Simard, 1789, in-8°. Bibl. Nat. Lb. 39, 1423.

D. MONOGRAPHIES LOCALES

Dom BENOIT : *Histoire de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude*. Montreuil-sur-Mer, 1892.

Charles MATHIOT : *Un village mainmorte : Villars-les-Blamont* (Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard. 50° vol. Montbéliard, 1929).

Jules FINOT : *La mainmorte dans la terre de l'abbaye de Luxeuil*. Paris, 1880, in-8°.

— *Affranchissements inédits de la mainmorte dans le bailliage d'Amont en Franche-Comté*. Bull. Soc. d'agr. de la Haute-Saône. Vesoul, 1880.

Abbé RICHARD : *Monographie du bourg et de la terre de Maiche*. Besançon. Turbergue, 1862.

INTRODUCTION

Si l'on parcourt les cahiers rédigés en 1789 par les communautés des différents bailliages de notre province, on ne laisse pas d'être un peu surpris par les plaintes et revendications sans nombre formulées par les habitants des campagnes. Opprimés par les seigneurs, écrasés d'impôts, réduits à la dernière indigence, ils crient miséricorde.

Ces doléances sont-elles entièrement fondées ? Autrement dit, quelle était exactement la situation des campagnes de Franche-Comté au déclin du xvm^e siècle, la condition des personnes et celle des héritages, le degré de leur sujétion ? Avait-on, lorsqu'on rédigea les cahiers, d'autres raisons de se plaindre que par le passé ? Le fardeau de la féodalité s'était-il alourdi au cours des derniers siècles ? Autant de questions qu'il est indispensable d'élucider, si l'on veut pénétrer l'œuvre de la Révolution et les changements qu'elle apporta dans l'ordre politique et social de notre province.

Elles feront l'objet de cette étude. Nous aurons ainsi frayé la voie à des recherches ultérieures que nous espérons entreprendre sur l'abolition progressive des institutions féodales sous l'influence des lois révolutionnaires, sur les incertitudes et les difficultés innombrables que souleva leur application en Franche-Comté, jusqu'à l'anéantissement des derniers vestiges de la féodalité par la Convention Nationale.

Notre étude s'appuie tout entière sur des documents inédits : ceux-ci forment la base pragmatique, partant indiscutable, de toutes nos affirmations. Par ailleurs, nous avons emprunté le cadre théorique de nos anciennes institutions aux auteurs les plus autorisés de notre province, savoir Dunod et Perreciot ; nous nous sommes efforcé de vérifier leurs assertions à la lumière des documents, afin de présenter, dans des conditions plus vivantes, le tableau d'une époque encore ensevelie dans les ténèbres. Les documents ont souvent corroboré les affirmations de ces auteurs mais nous ont, parfois, autorisé à les contredire. (Voir chapitre III, section III, restrictions à la liberté contractuelle des mainmortables.)

APERÇU GÉNÉRAL

La Franche-Comté formait, à l'Est de la France, un vaste territoire que la féodalité régissait de ses lois. La maxime : « Nulle terre sans seigneur », de règle en pays de coutume, exprimait la condition quasi générale de notre province : tout meix, tout héritage relevait d'un seigneur. L'allodialité, c'est-à-dire la franchise de toute mouvance, condition exceptionnelle, avait besoin d'être prouvée. Les alleux n'étaient cependant pas rares ; bien que les seigneurs eussent intégré dans leur directe la presque totalité des terres, l'allodialité, si l'on en croit Perreciot, était plus répandue à notre époque qu'elle ne l'était aux siècles antérieurs.

« Aujourd'hui pourtant, je la vois couvrir de ses rameaux des districts de quatre à cinq lieues ; je la vois former, dans une seule contrée, l'unique condition de dix-sept villages contigus ; je la trouve fréquemment établie dans les grandes seigneuries, dans celles du roi principalement, et surtout dans celle dont une ville bailliagère est le chef-lieu. » ⁽¹⁾ Ces indications manquent de précision, mais non de vraisemblance.

Les fonds rattachés à des seigneuries ne partageaient pas tous la même condition ; de même, leurs tenanciers n'échangeaient pas les mêmes rapports de subordination avec leur seigneur.

(1) PERRECIOT. *De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans les Gaules*, t. I, p. 517.

Les uns avaient l'entière liberté de leur personne et transmettaient librement leurs héritages à leurs successeurs, moyennant le paiement du cens réognitif de la directe et autres prestations féodales.

D'autres, au contraire, étaient étroitement attachés à la seigneurie, et ne disposaient pas à leur gré de leurs fonds, même au profit de leurs héritiers. On les appelait mainmortables.

Les effets de la mainmorte étaient personnels et réels ; personnels, le mainmortable ne pouvait quitter la seigneurie et ne transmettait ses biens par aucun acte de dernière volonté, si ce n'est au profit de ses héritiers légitimes, restés en communion avec lui ; réels, l'héritage mainmortable ne pouvait être aliéné ou hypothéqué sans le consentement du seigneur, à peine de confiscation.

La mainmorte mixte était celle qui produisait à la fois des effets personnels et réels, cas ordinaire en Franche-Comté.

Quelle est l'origine de cette condition ? Elle n'est pas exactement connue ; les auteurs émettent diverses hypothèses. Nous retiendrons celles de Dunod, Dom Grappin et Perreciot que nous allons successivement examiner.

CHAPITRE I

Origine de la Mainmorte et circonstances de son expansion

1° THÉORIE DE DUNOD

D'après Dunod, les mainmortables « sont les descendants et les successeurs des serfs, si communs dans l'Empire Romain » ⁽¹⁾. La mainmorte n'est autre « qu'un esclavage modifié ». « Les raisons principales sur lesquelles je me suis fondé, dit-il, sont :

» 1° Qu'on a vu naître la mainmorte dans le temps qu'on a vu disparaître l'esclavage ; 2° que la mainmorte a été aussi commune que l'esclavage ; 3° que les mainmortables sont occupés à la campagne au même travail dont on chargeait les esclaves ; 4° que les droits que les seigneurs ont sur leurs hommes de mainmorte sont les mêmes ou à peu près semblables à ceux que les maîtres ou les patrons avaient sur leurs serfs et sur leurs affranchis. »

Après avoir développé la condition juridique des esclaves, attachés à la glèbe ainsi que les affranchis dans l'Empire romain, à l'époque des invasions barbares, l'auteur indique, trop simplement peut-être, comment s'est opérée la transition :

(1) DUNOD. *Traité de la mainmorte et des retrails*, p. 11. Cf. aussi, du même auteur, le *Traité des prescriptions*, p. 383 et s.

« On a pris une partie de ce que les lois romaines avaient réglé sur ces cultivateurs et affranchis pour en composer une condition particulière qui est la mainmorte, que Grotius appelle une servitude imparfaite. ⁽¹⁾ »

Sur un point toutefois, la condition du mainmortable des temps modernes diffère profondément de celle de l'esclave romain travaillant la terre : ce dernier n'avait rien en propre ; il n'a jamais fait siens les produits de son travail ; or, un mainmortable peut acquérir et posséder. Cette différence constitue, croyons-nous, une objection irréfutable à l'hypothèse de Dunod.

2° THÉORIE DE DOM GRAPPIN

L'esclavage romain, dont Dunod fait descendre la mainmorte, avait reçu déjà l'empreinte de la servitude germanique. Il en était cependant resté nettement distinct. Aussi Dom Grappin semble-t-il plus près de la vérité historique lorsqu'il attribue à la servitude germanique, de préférence à toute autre, l'origine de nos mainmortes actuelles.

Dom Grappin étudie l'origine de la mainmorte, spécialement « dans les provinces qui ont composé le premier royaume de Bourgogne » ⁽²⁾.

D'après lui, la mainmorte dérive à la fois de l'esclavage romain et de l'esclavage germanique, « mais beaucoup moins de l'esclavage romain que de la servitude germanique ». Alors que l'esclave romain, devenu adscriptice, restait un simple domestique attaché au fonds qu'il devait cultiver et n'acquerrait que pour le compte de son maître, en Germanie, au contraire, les serfs étaient des colons,

(1) DUNOD. *Op. cit.*, p. 14.

(2) DOM GRAPPIN. *Dissertation sur l'origine de la mainmorte dans les provinces qui ont composé le premier royaume de Bourgogne.*

qui « partageaient avec leurs maîtres, la gloire des armes » et jouissaient des produits de leur travail, moyennant une redevance convenue. C'était, on le voit, un esclavage purement nominal, beaucoup plus voisin de nos mainmortes que l'esclavage romain.

Quand la mainmorte est-elle apparue dans nos régions ? Après l'établissement des Bourguignons dans les Gaules, au v^e siècle, lorsque les grands barons « forcés par les dépopulations et les ravages continuels » accensèrent les terres nouvellement occupées « soit en y attirant des colons étrangers, soit en les donnant à ceux dont ils avaient fait l'acquisition ou la conquête » en stipulant une condition voisine de celle des colons cultivateurs de la Germanie, leur pays d'origine, condition qui, dans la suite des temps et sous la volonté du seigneur, revêtit, sous le nom de mainmorte, cette variété de nuances consacrée par la diversité des coutumes.

3° THÉORIE DE PERRECIOT

Plus savante est l'explication de Perreciot. Pour lui, la mainmorte n'a point sa source dans l'esclavage, elle puise sa véritable origine dans la condition létique ⁽¹⁾.

Peuple d'origine gauloise, les Lètes, au début de l'ère chrétienne, firent souche dans les terres vacantes comprises entre le Haut-Rhin, le Danube et le Neckar, où ils se plièrent à la domination romaine. Mais, vers la fin du III^e siècle, les Germains leur firent repasser le Rhin et les refoulèrent dans les Gaules ; là, Maximien les reçut et leur concéda des terres en friches, moyennant une redevance et l'obligation de contribuer à la défense de l'Empire. Ces concessions furent extrêmement nombreuses aux IV^e et

(1) PERRECIOT, *De l'état civil*, t. I, livre cinquième, p. 271 et s.

v^e siècles. Ainsi cantonnés dans différentes parties des Gaules, les Lètes en vinrent à former de grandes peuplades distinctes, ajoutant à leur nom ancien celui des peuples qui leur avaient donné asile.

L'auteur s'appuie sur l'analogie frappante de la condition létique et de la condition mainmortable. A l'instar du mainmortable, le Lète était homme de poëte, payait le cens et ne pouvait quitter la terre. Nos coutumes mainmortables énoncent des prescriptions autrefois en vigueur chez les Lètes (prohibition de se marier hors de la terre ou en dehors de sa condition). Par ailleurs, on remarque d'autres affinités touchant les effets du mariage et la transmission de la condition. De tels rapports conduisent l'auteur à penser que les mainmortables sont les successeurs des Lètes.

Or, ces Lètes n'ont jamais été des esclaves. L'auteur établit même de façon irréfutable que la liberté est à l'origine de la condition létique.

Cependant, la condition mainmortable ne laisse pas d'être, sur plusieurs points, plus rigoureuse que la condition létique. Ainsi, en matière contractuelle et en matière successorale : à la différence du mainmortable, le Lète disposait librement de ses biens et n'avait pas besoin, pour succéder à son auteur, d'avoir été son communier. Ces incapacités inhérentes à la mainmorte ont pu donner l'illusion que les mainmortables descendaient des anciens esclaves. Selon Perreciot, elles sont simplement l'effet de l'avidité et de l'oppression féodales : « Si, dans la succession des temps, ceux-là (les mainmortables) ont participé plus ou moins de la condition des esclaves, c'est qu'ils furent les victimes de l'autorité despotique sous laquelle les seigneurs les forcèrent de plier. Il suffit de considérer le degré où fut porté l'abus du pouvoir pour n'être pas surpris que les Lètes, qui, dans l'origine, n'étaient que

des feudataires roturiers, soient devenus, sous le nom de mainmortables, des espèces de serfs dont la condition afflige l'humanité.

» Tel est même l'excès de leur dégradation qu'on n'a pas craint de les faire descendre de ces malheureux esclaves que Rome et la Germanie ne distinguaient presque pas des bêtes de service. » ⁽¹⁾

Comment ces descendants d'esclaves, selon les uns, ces Lètes d'origine, selon d'autres, ont-ils reçu le nom de mainmortables ?

Quelques auteurs attribuent le terme « mainmorte » à un usage ancien reçu dans plusieurs seigneuries. « On suppose qu'à la mort d'un sujet taillable la main droite était coupée et présentée au seigneur lorsque le défunt ne laissait aucun effet qui pût lui être offert. » Dom Grappin tient pour véridique un tel usage, qui aurait subsisté jusqu'au xii^e siècle. Perreciot en est moins convaincu : « Si cet hommage dégoûtant et bizarre a jamais eu lieu, jamais du moins, il n'a été bien commun. » Voici, d'après lui, la véritable origine du vocable : « Son étymologie doit se chercher dans la chose même ; ainsi le pensent MM. Ducange, Dunod, Bouhier. Je le crois avec eux. Je crois que les tenanciers mainmortables n'ayant pas la libre disposition de leurs biens, on regarda leur main comme sans vie, pour transférer. Je crois, comme je l'ai dit ailleurs, que la main étant l'instrument de la tradition des choses, et leur main ne pouvant rien transmettre ou livrer, cette raison leur fit donner la qualification de gens de main-morte, gens de morte-main ou main-mortables. ⁽²⁾ »

La plus ancienne mention de mainmorte retrouvée par Perreciot ne remonte pas au delà du xi^e siècle.

(1) PERRECIOT. *Op. cit.*, t. I, p. 306.

(2) PERRECIOT. *Op. cit.*, t. I, p. 309.

Le jeu même des institutions et le malheur des temps contribuèrent largement à propager la mainmorte dans nos régions.

A l'origine de la féodalité, se répandit l'usage des commendises ou recommandations, par lesquelles les faibles se plaçaient sous la protection des puissants ; un grand nombre d'alleux perdirent ainsi leur indépendance.

Par ailleurs, l'exigence et le despotisme féodal contraignirent un grand nombre d'hommes libres à faire l'abandon de leurs personnes et de leurs biens : c'est sous le règne d'Othon IV, au début du ^{xiii}^e siècle, que la mainmorte fit les plus grands progrès.

L'hospitalité de nos ancêtres fit encore des mainmortables. Le Comté de Bourgogne était sorti ruiné et considérablement dépeuplé de la guerre soutenue contre Louis XI à la mort de Charles le Téméraire. La province se rétablissait insensiblement, lorsque, sous François I^{er} et Henri II, selon Dumoulin, dix mille Français, qui avaient quitté leur pays, vinrent s'établir dans le Comté, où ils contribuèrent à relever les villages et à ressusciter l'agriculture. Or, les terres concédées aux nouveaux venus le furent sous condition de mainmorte, comme autrefois aux anciens habitants, et conformément à la Coutume de la province ⁽¹⁾.

Mais il faut faire état, par ailleurs, des différents modes d'acquisition de la servitude, réglementés par la Coutume en vue d'assurer aux campagnes une population perpétuellement attachée à la glèbe, travaillant sans relâche au développement de l'agriculture, et contribuant sans retour, dans des conditions particulièrement ingrates, à la prospérité de la province.

(1) Cf. DUNOD. *Traité de la Mainmorte*, p. 17.

CHAPITRE II

Modes d'acquisition de la servitude

Les procédés d'acquisition de la servitude sont : la naissance, la prise de meix, le mariage, la prescription et la convention expresse. Etudions-les successivement.

1° LA NAISSANCE ⁽¹⁾

Le mode normal d'acquisition de la servitude est la naissance. L'enfant, en l'occurrence, suit la condition de son père.

Art. X de la Coutume du Comté au titre « de la Mainmorte » (titre XV) : « En lieu et condition de mainmorte, l'enfant ensuit la condition du père », et ce, quelle que soit la condition de sa mère et celle du lieu de la naissance, suivant l'interprétation communément reçue dans le Comté.

A cet égard, notre coutume était moins rigoureuse que d'autres, qui décidaient que l'enfant suivait l'état de celui de ses père et mère qui était de condition serve, lorsque les deux n'en étaient pas. Par contre, la jurisprudence décidait, avec Dunod, que le lieu de la naissance n'influait pas sur la condition de l'enfant.

Une interprétation plus libérale de notre coutume pouvait

(1) DUNOD. *Op. cit.*, ch. II, sect. prem. *De la mainmorte qui se contracte par la naissance.*

conduire à exiger, à l'imitation de celle du Duché de Bourgogne, la condition mainmorteable à la fois du père et du lieu de naissance, et à proclamer l'enfant libre lorsqu'il serait né en lieu franc, quoique d'un père mainmorteable.

2° LA PRISE DE MEIX ⁽¹⁾

Une autre façon de contracter la macule était de s'établir en lieu de mainmorte.

Art. II de la Coutume du Comté : « L'homme franc qui va demeurer en lieu de mainmorte, s'il y prend meix... demeure homme mainmorteable pour lui et sa postérité à naître. »

Ce mode original d'acquisition de la mainmorte était, nous dit Henrion de Pansey, particulier à la Coutume des deux Bourgognes.

Précisons : un homme franc vient s'établir dans une terre de mainmorte, et reçoit du seigneur ou d'une autre personne un meix mainmorteable « quand ce ne serait que la maison ou la place pour bâtir ». Cet homme contracte, par ce fait même, la servitude personnelle et la transmet aux siens, mais seulement à sa postérité à naître, décide la Coutume, par égard aux enfants déjà nés qui conservent la franchise.

La Coutume était même entendue largement ; faisant prévaloir l'esprit sur la lettre, l'on estimait qu'il n'était pas nécessaire de « prendre meix », c'est-à-dire de recevoir une concession d'héritage, il suffisait que l'on vînt « demeurer en lieu de mainmorte », qu'on y fixât son domicile, ne serait-ce que dans une maison louée.

(1) DUNOD, *Op. cit.*, ch. II, sect. III. *De la mainmorte par convention tacite*. Distinction première : *De l'homme franc, qui prend un meix de mainmorte*.

Toutefois, le nouveau venu ne devenait pas sur le champ mainmortable. La Coutume du Comté ne fixait, au cas particulier, aucun délai, mais on convenait, par imitation de la Coutume du Duché, « d'un an et jour » délai nécessaire et suffisant pour présumer l'intention de l'arrivant de fixer définitivement son domicile en l'endroit choisi, et s'assujettir à la condition des habitants du lieu.

Cet élément intentionnel jouait un rôle si prépondérant dans l'acquisition de la servitude, que la mainmorte contractée par prise de meix était dite acquise « par convention tacite ». Aussi était-il juste que les gens d'affaires, les tabellions, les fermiers, les domestiques, et, d'une façon générale, tous ceux que le hasard de leur profession appelait à résider temporairement en territoire de mainmorte, sans esprit de s'y établir, conservassent, le cas échéant, leur franchise originaire.

La nécessité de cet élément intentionnel servait parfois l'individu et tournait en sa faveur, ainsi dans l'espèce suivante, qui fut jugée sous la Révolution :

En 1688, un homme franc, Humbert Bourdon était venu s'établir en territoire du Deffoy — (environs d'Arc-et-Senans) — où il avait accensé du seigneur de Château-Rouillaux, sous condition de mainmorte, 40 journaux de terre qui, auparavant, étaient de condition franche. L'acte portait que le seigneur « outre tous les droits seigneuriaux réservés, affectait encore les terres accensées de mainmorte, le cas arrivant, et qu'en cas qu'il (le censitaire) bâtit une baraque ou maison sur partie desdits 40 journaux accensés, il paierait une mesure de froment pour le droit de four ».

En 1785, décès de Pierre-Antoine Bourdon, descendant du précédent, lequel laissait deux filles, dont l'une avait gardé la communion, et les héritiers d'une fille prédécédée.

La fille communière, Marguerite Bourdon, prétendait

recueillir la totalité de la succession, attendu que son père était mainmortable de corps et de biens et que ses deux sœurs l'avaient quitté sans faire le reprêt exigé par la Coutume. Mais le tribunal de famille, le 9 mars 1791, condamnait Marguerite Bourdon à partager la succession. Elle en appela au tribunal du district de Quingey.

La question était de savoir si l'ancêtre de la famille, Humbert Bourdon, avait contracté, pour lui et sa postérité, la mainmorte personnelle, en recevant sous condition de mainmorte un terrain franc avant qu'il vînt s'y établir.

Le 18 mai suivant, le tribunal de Quingey, par une analyse subtile de l'élément intentionnel à l'origine de l'opération, se prononça pour la négative :

« Lorsqu'Humbert Bourdon a accensé, les 40 journaux étaient francs, puisque c'est par cet acte qu'on les affectait de la macule de mainmorte ; donc, il suit que, lorsque le seigneur a permis aux accensitaires de bâtir une baraque à l'instant même de l'accensement, il lui (*sic*) permettait de le faire sur un terrain franc et qui venait, par le même acte, d'être affecté de la mainmorte. H. Bourdon, qui était de Savoie, ainsi qu'il est porté dans l'acte, était originairement franc ; pour qu'il contractât à l'instant la mainmorte, il eût fallu qu'il se déclarât mainmortable dans l'acte même, ce qui n'est pas ; pour qu'il la contractât par la bâtisse de cette baraque permise, il eût fallu qu'il fût dit dans l'acte que du moment qu'il aurait bâti et habiterait cette maison, il contracterait cette tache ; toutes ces clauses n'étant pas mises dans l'acte, il n'a donc pas contracté la mainmorte personnelle, ni ses descendants ⁽¹⁾. »

Ainsi donc, on ne devait pas présumer, en l'absence de stipulation contraire, qu'en acquérant, sous condition de

(1) Arch. Doubs. L. 2511. Tribunal du district de Quingey. Minutes de jugements rendus à l'audience.

mainmorte, une terre qui était franche auparavant, un homme franc eût entendu devenir mainmortable à la fois de corps et de biens.

Il n'en est pas moins curieux de constater qu'une famille soit ainsi demeurée, pendant cent ans, dans l'incertitude sur sa véritable condition.

3° LE MARIAGE ⁽¹⁾

Il faut envisager l'effet du mariage sur la condition de la femme franche qui épouse un mainmortable, et sur la condition du mari franc qui épouse une femme mainmortable.

Envisageons le premier cas :

L'article IX de la Coutume du Comté est ainsi conçu :
« Si une femme franche se marie à un homme de mainmorte, vivant son mari, elle est tenue et réputée de mainmorte ; et après le décès de sondit mari, elle se peut départir du lieu de mainmorte et aller demeurer en lieu franc, si elle veut : et demeure franche, comme elle était auparavant ce qu'elle vînt demeurer audit lieu de mainmorte... »

Ainsi, pendant son mariage, la femme, franche auparavant, partage la condition serve de son mari ; mais a-t-elle perdu sa liberté par le fait même de son mariage, ou pour avoir suivi son mari sur le meix de mainmortable de ce dernier ?

L'attraction de la mainmorte réelle sur la condition personnelle était si forte aux yeux de la jurisprudence, qu'elle estimait, à l'encontre de la doctrine, que la femme devait à sa résidence en terre de mainmorte le changement

(1) DUNOD. *Traité de la mainmorte*, ch. II, sect. III, dist. III. *De la femme de condition franche qui épouse un mainmortable*.

de sa condition ; que, par suite, elle ne devenait mainmorte qu'au bout d'un an et jour, faisant ainsi une concession, bien mince et contestable en droit, à la cause de la liberté.

Après la mort de son mari, la femme peut recouvrer la franchise ; elle n'est plus mainmorte que sous une condition résolutoire dont l'avènement dépend de sa propre volonté, mais la Coutume ne lui signifie pas un congé pur et simple ; la femme ne reprend sa liberté « qu'en délaissant, dans l'an et jour après le trépas de sondit mari, ledit lieu de mainmorte, le meix, et tous les héritages d'icelui son mari, étant audit lieu de mainmorte ». La femme ne reprend donc que ses apports, et, si le mari fait échute au seigneur, elle lui abandonne son douaire et même sa part des acquêts.

Il en est fréquemment ainsi dans le domaine de la mainmorte ; il est aisé de l'acquérir, mais il en coûte souvent fort cher pour s'en débarrasser.

Voyons maintenant le cas inverse, celui où un homme franc épouse une femme mainmorte et va demeurer sur le meix de mainmorte de celle-ci ⁽¹⁾. C'est, à peu de chose près, la réciproque du cas précédent.

Art. III de la Coutume : « L'homme franc qui se marie à femme de mainmorte, et va demeurer sur le meix de sa femme, de ladite condition de mainmorte, s'en peut aller et partir quand bon lui semble, vivant sa femme, ou après le trépas d'icelle dedans l'an et jour, en délaissant au seigneur de la mainmorte les meix, héritages et biens, étant en ladite mainmorte, et demeure franc ; et, s'il meurt demeurant en ladite mainmorte, il est réputé homme mainmorte et sa postérité. »

(1) DUNOD. *Op. cit.*, ch. II, sect. III, dist. II. *De l'homme franc qui va demeurer dans le meix de mainmorte de sa femme.*

Le mari franc, qui va demeurer dans le meix de mainmorte de sa femme est, lui aussi, réputé mainmortable. S'il y meurt, sa succession est dévolue selon les règles applicables aux personnes de mainmorte. Là encore, ce n'est pas par l'effet de son mariage avec une femme serve, mais par le choix de son domicile en lieu de mainmorte, que le mari devient mainmortable.

Mais la Coutume lui accorde la faculté de quitter le meix de mainmorte « quand bon lui semble » du vivant de sa femme et dans l'année qui suit son décès. Il abandonnera donc le meix et les biens qui appartenaient à sa femme ; ce faisant, il restera franc.

Concluons : le mariage par lui-même, ne rend pas mainmortable, mais crée, dans les deux cas ci-dessus étudiés, une situation précaire, durant laquelle la mainmorte reste en suspens ; à sa dissolution, l'époux qu'elle a menacé choisit librement entre la servitude et la liberté.

Nous croyons donc que le mariage n'est pas en lui-même un procédé distinct d'acquérir la mainmorte, mais seulement une occasion de la contracter.

4° LA PRESCRIPTION ⁽¹⁾

La mainmorte pouvait s'acquérir par prescription tant sur les héritages que sur les personnes :

a) Mainmorte réelle.

Il faut supposer qu'un seigneur revendique un héritage comme faisant partie de sa directe mainmortable. La question ne peut se présenter qu'en territoire de franchise, car, dans une seigneurie de généralité de mainmorte, toutes

(1) DUNOD. *Traité des prescriptions*, p. 389 et s.

les terres sont présumées de cette condition, et c'est au tenancier de prouver que son héritage échappe à la règle commune.

Le seigneur prouvera que, pendant quarante ans, l'héritage a été tenu de lui en mainmorte, que le tenancier s'est acquitté des charges et des services dont sont affectés les fonds de cette nature et auxquels leurs possesseurs sont tenus.

b) Mainmorte personnelle.

L'on pouvait devenir mainmortable par prescription. Par contre, le mainmortable ne prescrivait jamais sa liberté.

Si tel sujet avait, pendant trente ans, servi ou payé les redevances attachées à la servitude personnelle, il avait créé à son encontre une présomption qu'il lui était presque impossible de détruire.

5° LA CONVENTION EXPRESSE ⁽¹⁾

La façon la plus curieuse et la plus rare de contracter la servitude personnelle était la convention expresse : l'article II de la Coutume du Comté précisait que l'on devenait mainmortable « par convenance ». Chénon affirme que ce procédé a subsisté en Franche-Comté et en Bourgogne, jusqu'à la Révolution ⁽²⁾.

Nous en connaissons deux modalités : l'une relève du domaine confessionnel ; l'autre consiste en une stipulation de mainmorte personnelle concomitante à la prise d'un meix.

a) Le plus souvent, l'aliénation volontaire de liberté

(1) DUNOD. *Traité de la mainmorte*, ch. II, sect. II, *De la mainmorte par convention expresse*.

(2) E. CHÉNON. *Histoire générale du droit français*, t. II, prem. fasc., p. 66.

sert la cause d'un idéal mystique ; le sujet offre sa liberté et ses biens en échange de la protection divine. Les moines sont les intermédiaires obligés de la cérémonie :

« Certains paysans, rapporte Boncerf, faisaient, entre les mains des moines et des ecclésiastiques, l'abdication de leurs propriétés et de leurs droits civils ; ils suppliaient un saint dont ils briguaient l'appui de vouloir bien agréer, en échange de ses faveurs, le sacrifice de leur liberté. Les moines, qui exerçaient les droits du saint, recevaient l'offrande en cérémonie et en consignaient l'histoire dans un acte qui se conservait à jamais dans leurs archives. ⁽¹⁾ »

Glagny a raconté la cérémonie. Elle avait lieu à l'église même : « La tête cachée entre ses mains, et parfois la tête supportant quelques pièces de monnaie, pour bien marquer qu'il payait le libre abandon qu'il allait faire, l'homme qui se vouait déclarait offrir à Dieu ses biens, sa personne, ses descendants. Souvent, pour figurer la pleine et entière servitude qu'il acceptait, il se mettait au cou une corde, la corde de la cloche qui appelait les fidèles au service divin. ⁽²⁾ »

b) En dehors de ce cas, la seule manifestation d'aliénation volontaire de la liberté relevait, selon Dunod, de l'hypothèse suivante :

Un seigneur concédait à un homme franc un meix mainmortable, « à charge de le tenir en mainmorte et que le preneur serait homme mainmortable du bailleur pour lui et sa postérité ».

M. Mathiot en a, semble-t-il, trouvé un exemple ⁽³⁾ :

Un habitant de Damvans, nommé Beucler, de franche

(1) BONCERF. *Les inconvénients des droits féodaux*. Cité par CHASSIN, *L'Eglise et les derniers serfs*, p. 52.

(2) GLAGNY, *Dissertation sur la servitude et son abolition en France*, rapporté par CHASSIN, *op. cit.*, p. 52.

(3) CHARLES MATHIOT, *Un village mainmortable : Villars-les-Blamont*. Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1929, p. 96.

condition, avait vendu sa maison de Damvans, pour en acheter une autre à Villars, de condition mainmorteable, de la directe du prince de Montbéliard. S'il était venu l'habiter incontinent, il serait devenu dans l'an et jour personnellement mainmorteable du prince, mais non ses enfants déjà nés, au nombre de deux, lesquels seraient demeurés francs. D'autre part, il a besoin d'argent ; sous l'empire de ces considérations, il fait au prince une proposition plutôt machiavélique :

Il lui demande de déclarer « que la demeure que luy et les siens pourront faire en lad. maison, ne rendra aucunement leurs personnes de sujétion mainmorteable. Lad. maison pourtant demeurant en la condition qu'elle est, si mieux V. A. S. n'aime luy donner quelque somme en argent pour se rendre de condition mainmorteable personnelle, pour luy et ses enfants aux conditions dont on pourra convenir. »

Autrement dit, il propose au prince de lui asservir, dès à présent, sa personne et celles de ses enfants déjà nés, moyennant finances.

Le Conseil du prince, désireux d'avoir immédiatement trois mainmorteables de plus, souscrit à cette demande moyennant 300 francs « monnaie de Montbéliard », et le 3 mai 1713, Beucier, en la Chambre du Conseil, déclare que « tant pour lui et pour sa postérité née et à naître, ayant pour le présent seulement deux fils, l'un nommé Jean, aagé de quatre ans, et l'autre Jean-Jacques, aagé de trois ans, il renonce dès à présent à toutes les franchises et immunités qu'il pourrait avoir et se constitue pour luy et les siens sujet mainmorteable de lad. A. S. de la même manière que le sont les autres sujets de cette condition, aud. Villers, promettant de faire tous les devoirs et prestations, et affectant tous les biens fonds qu'il peut tenir et posséder tant de son état que de celui de Henriette

Vannier Ruyer, sa femme ainsy que lesd. biens sont désignés et spécifiés dans les dénombrements aud. Villers, à lad. qualité et condition de mainmorte et les assujettissant aux droits de lods, commise, consentement et escheutte, arrivant ».

Tels sont les différents procédés d'acquisition de la servitude ; étudions à présent les entraves et les restrictions au libre exercice de l'activité dont souffraient les mainmortables.

CHAPITRE III

Restrictions à la liberté et à la capacité des mainmortables

La servitude apportait des entraves et des restrictions nombreuses au libre exercice de l'activité, et ce dans deux ordres d'idées : le mainmortable était attaché à la seigneurie; de plus, il ne pouvait accomplir librement tous les actes de la vie juridique. Il s'ensuivait des atteintes à la liberté individuelle et matrimoniale, d'une part ; à la capacité contractuelle et successorale, d'autre part.

SECTION I

RESTRICTIONS A LA LIBERTE INDIVIDUELLE

La liberté d'aller et venir du mainmortable n'est pas entière. Etant homme du seigneur, il doit demeurer dans la seigneurie. Il n'est pas précisément attaché à la glèbe, c'est-à-dire au lopin de terre qu'il cultive, comme on se plaît à le représenter ; au contraire, il évolue à sa guise à l'intérieur de la seigneurie, mais il ne peut, en principe, la quitter.

L'obligation de résidence, au XVIII^e siècle, ne présentait plus le caractère rigoureux qu'elle avait aux bas siècles. Voyons-en l'évolution :

Dans le Haut Moyen-Age, les mainmortables étaient « serfs de corps et de poursuite », en ce sens que, s'ils quittaient la seigneurie, le seigneur pouvait les « poursuivre », en quelque endroit qu'ils se fussent échappés, au besoin les revendiquer auprès du seigneur qui les avait accueillis et leur faire réintégrer de force la seigneurie.

Ce droit disparut peu à peu « parce que, nous dit Perreciot ⁽¹⁾, la commendise du souverain (entendez des ducs de Bourgogne) en mettait à l'abri. Le seigneur fut forcé de laisser échapper la personne pour ne plus recueillir que le meix délaissé, et les deux-tiers des meubles », lorsque le mainmortable voulait recouvrer sa liberté ; et l'usage subsista, même après la disparition des commendes, parce que les servitudes purement personnelles disparurent aussi de notre droit. Si, au ^{xviii}^e siècle, remarque Dunod, « nos mainmortables et autres en supportent, ce n'est qu'à raison de leur résidence ou de leurs biens », donc « il leur est permis de quitter le lieu et de s'affranchir de la mainmorte, en délaissant les biens par rapport auxquels ils y étaient tenus ».

Ainsi donc, au ^{xviii}^e siècle, en Franche-Comté, le seigneur ne pouvait plus, depuis longtemps, contraindre les sujets mainmortables à rester dans la seigneurie.

Mais, en dehors du cas, prévu par la Coutume, où le mainmortable quittait la seigneurie, au vu et au su du seigneur, dans l'intention de s'affranchir et moyennant l'abandon préalable de son meix et d'une partie de ses meubles, l'homme du seigneur ne quittait pas impunément le lieu de la servitude.

D'abord, le serf ne prescrivait jamais sa liberté : « laps de temps ne lui peut profiter quelque part qu'il voise demeurer » (Coutume du Comté, art. 1^{er}). Ensuite, la

(1) PERRECIOT. *Op. cit.*, t. I, p. 501.

Coutume du Comté (art. 11, titre XV) autorisait le seigneur à s'entremettre dans la possession des héritages délaissés, à les faire cultiver, à en percevoir les fruits, sauf à les restituer au mainmortable à son retour, mais, si dix ans s'étaient écoulés avant le retour du serf, les héritages étaient définitivement acquis au seigneur.

Mais surtout le seigneur conservait son droit d'échute sur tous les biens acquis par le serf, en dehors de la seigneurie, fût-ce en lieu franc. C'était le droit de suite.

Ce droit de suite, quoiqu'en pensent les auteurs, subsista dans notre province jusqu'à la Révolution. Sans doute, le seigneur perdait quelquefois la trace de son mainmortable, mais, s'il le retrouvait, il ne renonçait pas souvent à ses droits. Nous allons en donner la preuve.

Voici une curieuse application du droit de suite, en 1745, par les Bénédictins de l'abbaye de Saint-Vincent ⁽¹⁾ :

Un de leurs mainmortables, Philippe Jannet, de leur seigneurie de Pérouse, avait quitté celle-ci à leur insu pour venir s'établir à Besançon, où il était entré au service de M. le duc de Randans, en son hôtel de la Grande-Rue. Or, la Coutume de Besançon ne souffrait pas que les seigneurs prissent les échutes mainmortables sur son territoire ⁽²⁾. Les Bénédictins craignent que la succession de leur sujet ne leur échappe, s'il meurt sans communier dans ladite ville. Ils recourent au procédé suivant :

Ils font signifier à Jannet « qu'étant leur sujet mainmortable de la seigneurie de Pérouse, il est certain, suivant les coutumes de la province de Franche-Comté, qu'ils ont droit de le suivre et de le rappeler ; qu'ils viennent cependant d'apprendre qu'il a tout récemment établi son domicile à Besançon, ville libre, et qu'il s'y est même ma-

(1) Arch. Doubs. H. 347. *Abbaye de Saint-Vincent*.

(2) Ainsi qu'un petit nombre d'autres villes, telles que Toulouse, Bourges et Lyon. DUNOD, *Traité de la mainmorte*, p. 178.

rié, le tout à leur insu, dans l'idée sans doute de faire fraude à leurs droits et de se soustraire, s'il était possible à ladite macule par rapport aux privilèges des citoyens de ladite ville. Pour y parer, ils prennent donc le parti de réclamer en sommant et requérant, comme ils font par les présentes, ledit Philippe Jannet d'avoir à retourner dans l'ancienne résidence de ses père et mère et d'y faire son domicile, sinon et faute d'y satisfaire au plus tôt, ils protestent qu'aucun privilège ni exemption ne pourra leur être opposé à la suite des temps, qu'ils feront au contraire valoir leurs droits comme si led. Philippe Jannet demeurait partout ailleurs... » (entendez ailleurs qu'à Besançon).

Ainsi, le pouvoir des Pères sur la personne de leur mainmorteable s'arrête aux effets d'une simple sommation ; moyennant quoi ils prétendent conserver leurs droits sur ses biens.

La menace produisit son effet : Jannet recourut à des moyens légaux ; il sollicita son affranchissement par désaveu, moyennant l'abandon de tous ses fonds mainmortables mouvant de la seigneurie de Pérouse et des deux-tiers de ses meubles fixés à la somme de 96 livres ; ce qui fut accepté et consacré par sentence du bailliage de Besançon.

Voici un autre exemple plus récent ⁽¹⁾ :

Jeanne Claude Grut, de Gonsans, originairement mainmorteable de M. Jouffroy, seigneur de Gonsans, avait épousé un nommé Chapuis et était venue demeurer chez ses beaux-parents à Valdahon en territoire franc.

Dans son testament, Jeanne Claude Grut avait institué son mari son héritier universel.

Elle mourut en 1784 sans postérité. Le seigneur exerça

(1) Arch. Doubs. L 2476. Tribunal du district d'Ornans. Jugements d'audience, f° 144.

son droit de suite sur les biens qu'elle possédait en territoire de Valdahon, lesquels lui avaient fait échute. Le mari survivant ne put s'y opposer, mais il racheta l'échute au seigneur, moyennant 2.000 livres.

Ainsi donc, à l'extrême fin du ^{xviii}^e siècle, les seigneurs, dans notre province, usaient encore de leur droit de suite. Exercice d'autant plus vexatoire, au cas particulier, que le roi l'avait aboli par l'édit du 8 août 1779, mais notre Parlement n'enregistra l'édit qu'en 1788.

Le droit de suite, sanction de l'obligation de résidence, subsista donc, en fait, jusqu'à la Révolution.

SECTION II

RESTRICTIONS A LA LIBERTE MATRIMONIALE

Originellement, le mainmortable ne pouvait contracter mariage hors de la seigneurie ou en dehors de sa condition. L'amende de formariage était la sanction de cette interdiction. En trouvons-nous encore trace dans notre province, au ^{xviii}^e siècle ?

Nous n'avons rencontré aucun document à cet égard. Les assertions des auteurs sont notre unique source de renseignements ; elles sont cependant assez vagues.

Dunod déclare que « quoique la peine du formariage ne soit pas de coutume générale dans le Comté de Bourgogne, elle ne laisse pas d'y avoir lieu dans quelques seigneuries » ⁽¹⁾.

Perreciot en parle comme d'un usage ancien :

« La prohibition du fors mariage a eu lieu autrefois en Franche-Comté, spécialement dans la terre de Belvoir ; il

(1) DUNOD, *Traité de la mainmorte*, p. 11.

en est même resté des vestiges considérables dans plusieurs seigneuries. ⁽¹⁾ » Quelles seigneuries ?

Plus précises sont les révélations de Dom Grappin : « La peine du formariage, dit-il, ne subsiste plus à la vérité pour le Comté de Bourgogne que dans les terres de Luxeuil, Fontaines, et quelques autres. ⁽²⁾ »

Mais il semble que les seigneurs n'usaient plus guère de ces droits. Ainsi, dans le cas précédemment étudié de Philippe Jannet, mainmortable des Bénédictins de l'abbaye de Saint-Vincent, lequel était venu demeurer à Besançon, où il avait contracté mariage, les Révérends Pères, dans la sommation qu'ils adressent à leur sujet, relèvent le fait qu'il s'est marié en dehors de la seigneurie, à leur insu, mais n'y voient autre chose qu'une inconvenance sans portée juridique.

On peut en conclure que la prohibition du formariage était devenue exceptionnelle en Franche-Comté, au dernier siècle de l'Ancien Régime.

SECTION III

RESTRICTION A LA CAPACITE CONTRACTUELLE

Elle réside dans l'impossibilité d'aliéner ou d'hypothéquer l'héritage de mainmorte sans le consentement du seigneur :

Art. 13, Titre XV de la Coutume du Comté : « L'homme de mainmorte ne peut vendre, aliéner, ni hypothéquer l'héritage de mainmorte sans le consentement du seigneur,

(1) PERREGIOT. *De l'état civil*, t. I, p. 296, note 1.

(2) DOM GRAPPIN. *Dissertation sur l'origine de la mainmorte*, p. 20.

et, s'il est aliéné, et la possession réelle prise sans led. consentement, il est commis audit seigneur. »

Cette incapacité est d'ordre réel ; elle tient à la condition mainmorteable de la tenure, indépendamment de la condition du tenancier ; la mainmorte personnelle, par elle-même, n'impose aucune restriction à la faculté d'aliéner : le serf en usait librement à l'égard de ses biens francs.

La prohibition édictée par la Coutume n'a pas toujours été entendue avec la même rigueur ; elle n'a même pas toujours existé.

Au xvi^e siècle encore, la prohibition faite à l'homme de mainmorte d'aliéner le fonds mainmorteable recevait par *a contrario* une interprétation assez libérale, en ce sens que l'on permettait à l'homme franc d'aliéner et d'hypothéquer ses fonds mainmortables sans le consentement du seigneur ; mais, par la suite, une grande partie des biens autrefois tenus par les mainmortables étant passée aux personnes de franchise, et les sujets de mainmorte étant devenus plus rares par les affranchissements « en sorte que les mainmortes couraient le risque de s'anéantir », une ordonnance de 1606 stipula : « que l'héritage de mainmorte, soit qu'il appartienne à l'homme franc ou de mainmorte, ne peut être vendu, aliéné, ni hypothéqué, sans le consentement du seigneur ».

Bien plus, avant même la rédaction de la Coutume, le mainmorteable pouvait aliéner ses héritages sans le consentement exprès du seigneur, pourvu que l'acquéreur fût de la même seigneurie et de la même condition. Ce fut la Coutume elle-même qui, dans sa brutale concision, lui retira cette faculté ; la Coutume du Duché est moins sévère : le consentement du seigneur n'est pas nécessaire, « pourvu que l'acquéreur ne soit point un étranger ».

Selon Perreciot, c'est par inadvertance que les rédacteurs

de la Coutume de Franche-Comté ont omis de réserver le cas des aliénations entre gens de la même seigneurie. Quoiqu'il en soit, cette omission faisait, le cas échéant, le malheur des mainmortables : sur leurs vieux jours, incapables de cultiver la terre, ils ne peuvent plus se procurer aucun crédit pour subsister ; le seigneur, intéressé par une échute imminente, leur refuse obstinément son consentement, soit pour vendre, soit pour emprunter sur hypothèque.

Mais surtout, la nécessité du consentement à l'aliénation introduite par la Coutume (en 1459) entraîna de graves conséquences : elle donna naissance, au profit du seigneur, à une série de droits tous très préjudiciables aux mainmortables, tels que le droit de lods, le droit de retrait, le droit de retenue. En outre, le défaut de consentement était sanctionné par la confiscation ou commise de l'héritage. Envisageons ces prérogatives du seigneur sous autant de paragraphes distincts.

§ I. *Le droit de lods.*

Jusqu'alors, les seigneurs s'étaient contentés d'un droit léger, dit droit de scel, en rémunération de la formalité du sceau par laquelle ils conféraient leur authenticité aux contrats. Dès que leur consentement fut devenu obligatoire, ils exigèrent, sous le nom de lods, une somme proportionnelle au prix de la vente, en échange de cette autorisation qu'ils étaient désormais libres de refuser. Ce n'était qu'un droit de scel majoré, mais à tel point que le droit de lods absorba le droit primitif de scel. Il était généralement de 4 blancs par franc, soit le douzième du prix, mais il présentait suivant les seigneuries des écarts prodigieux variant du vingt-quatrième à la moitié du juste prix de la transaction.

A raison même de son origine, le droit de lods participa

toujours du droit primitif de scel, en ce sens, qu'étant inhérent à la juridiction, il devint impossible aux communautés de s'en libérer même en s'affranchissant de la mainmorte et de tous les droits féodaux.

Ainsi, les habitants de la Chapelle-Mijoux, que leur charte de franchise déclarait « francs et quittes de la mainmorte, de toutes tailles, prises, charrois, charruages, corvées, avoineries, gélines de Carmentrant (ent. : de Carême entrant)... et de tous autres debtz, reals et personals, quelconque ils soient apellés... sauf toutefois... la justice haute et basse, grante et petite... et deux deniers par chascune toise de largeur de leurs maisons »⁽¹⁾, avaient de légitimes raisons de se croire affranchis du droit de lods, que leur charte n'avait pas expressément réservé, mais que l'on continuait à exiger d'eux au xviii^e siècle, à raison de 4 blancs par franc ; seule, « la possession prouvée depuis plus de deux siècles et affermie par les énonciations des ventes qu'avaient faites les habitants eux mêmes, s'élevait contre leurs prétentions ». Quoiqu'il en fût, les habitants refusèrent d'acquitter les lods ; mais, le 14 août 1745, la Cour des Aides de Dôle les condamna à payer le droit en question comme par le passé, au taux ordinaire de 4 blancs par franc.

Ainsi, les lods, en dépit des contrats d'affranchissement dans lesquels ils n'auraient pas été réservés, pouvaient néanmoins être exigés au titre de l'ancien droit de scel, auquel ils demeuraient foncièrement apparentés par l'origine, mais ressemblaient si peu par la quotité.

§ II. *Le droit de retrait.*

Devenu libre de consentir ou de refuser, le seigneur put se substituer à l'acquéreur. Qu'importe-t-il au vendeur,

(1) PERRECIOT. *De l'état civil*, t. I, p. 553.

pressé par le besoin d'argent, de vendre au seigneur plutôt qu'à un tiers ? Le seigneur offre au vendeur le prix convenu avec l'acheteur éventuel, et rentre en possession du fonds. Tel était le droit de retrait.

Parfois, il n'y avait aucun délai à l'exercice de ce droit ; ainsi, dans la terre de Vaudrey ⁽¹⁾, le seigneur, le marquis de Monciel, avait le droit « de pouvoir perpétuellement et nonobstant le consentement et laps de temps quelconque », racheter les héritages aliénés en remboursant le prix d'acquisition. Une menace d'éviction perpétuelle planait sur l'acquéreur.

§ III. *Le droit de retenue.*

On alla plus loin ; si le seigneur pouvait, en définitive, se substituer à l'acquéreur, il fallut admettre qu'il pouvait lui substituer un autre acquéreur de son choix. Au moment où un acheteur avait convenu un prix avec son vendeur, l'avait même payé et qu'il ne manquait plus que le consentement du seigneur, celui-ci ouvrait une espèce d'enchère autour du fonds qui faisait l'objet de la transaction, et, si quelqu'un en donnait un prix plus élevé, le seigneur remboursait à l'acheteur le prix de son acquisition, gardait pour lui la différence, et le fonds devenait la propriété du dernier enchérisseur, au grand préjudice de l'acquéreur originaire qui se trouvait évincé.

Tel était le droit de retenue, corollaire immédiat du précédent.

Ces droits étaient une source de revenus : les seigneurs n'hésitaient pas à les affermer, ce qui nous paraît indécent, car ils dérivait d'une prérogative purement personnelle, celle de consentir les aliénations. Eussent-ils affermé leur droit de haute justice ?

(1) Arch. Doubs. E. 4010. Titres de familles, deuxième suppl.

Certaines communautés ont préféré racheter ces droits plutôt que de subir les exactions d'un fermier ; ainsi, en 1720, le duc de Randans vendit son droit de retenue aux habitants d'Epenoy, à charge de lui payer « tous les vingt ans, dès la date de lad. acquisition, les lods du prix d'icelle, étant led. prix de 2.000 francs comtois faisant monnoie de France 1333 livres, 6 sols, 8 deniers, et le montant desd. lods au feur du 6^e denier revenant à 222 livres, 4 sols, 6 deniers, et ce à augmenter ou diminuer suivant la valeur desd. biens au temps à venir »⁽¹⁾.

§ IV. *La commise.*

Enfin la commise sanctionnait l'aliénation consommée sans l'assentiment du seigneur.

D'après l'usage et l'opinion communément admise dans notre Comté, le contrat devait être présenté au seigneur, avec les lods dans les quarante jours de sa conclusion, sous peine d'une amende de soixante sols. Si, dans les quarante jours suivants, le seigneur n'avait pas fait connaître sa volonté, son consentement était considéré comme acquis, et l'acheteur définitivement investi de la possession. Mais, si ce dernier s'était entremis prématurément dans cette possession, sans avoir présenté son contrat ou avant l'expiration du délai requis après cette présentation, il encourait la commise : elle était accordée au seigneur par une décision de justice, sur sa demande ; elle se prescrivait par cinq ans⁽²⁾.

Ces principes posés, passons à leur application pratique.

Suivant un registre des « actes importants » de la seigneurie de Rougemont, de 1763 à 1786, l'on observe que le consentement seigneurial est donné régulièrement dans les quarante jours de la conclusion du contrat ;

(1) Arch. Doubs. E. 3932. Titres de familles, deuxième suppl.

(2) DUNOD. *Traité des prescriptions*, p. 162.

d'autre part, l'acheteur ne prend jamais possession du fonds avant d'en avoir investi ⁽¹⁾.

Mais, dans l'intervalle, quels sont les rapports de droit entre le vendeur et l'acquéreur ?

Le 9 Mars 1761, Claude-Louis Iteney, demeurant à Tressandans, vend à François Thomas, de Bouhans, une vigne de 3 ouvrées sise au vignoble de Rougemont, de la directe mainmortable des religieux de la Grâce-Dieu « affectée envers lesd. seigneurs de leurs charges anciennes, foncières, deües et accoutumées, portant lods, justice, seigneurie, retenue, consentement, amende, commise et la mainmorte le cas arrivant » ; le prix de la vente, soit 312 livres, est versé sur-le-champ au vendeur « moyennant quoi led. vendeur s'est divestü désisté et départi de lad. vigne » pour en mettre l'acheteur « en la réelle et actuel possession qu'il pourat prendre quand bon luy semblerat, le consentement néanmoins desd. seigneurs préalablement obtenu déclarant led. vendeur ne la posséder jusqu'alors que sous les clauses de constitut et précaire ».

Le 20 Avril 1761, intervient le consentement à la vente :

« Ce vingt avril mil sept cent soixante un, nous soussigné Abbé régulier de l'Abbaye royale de la Grâce-Dieu avons consenti et consentons ...aux présentes à charge par l'acquéreur qui nous a payé les lods de nous passer nouvelle reconnaissance et à ses frais quand il en sera par nous requis ; en lad. abbaye les an, jour et mois susdits.

Signé : Fr. MAMIEL, abbé de la Grâce-Dieu. »

L'acheteur ne prend la possession réelle du fonds que le 25 Mai suivant ⁽²⁾.

Ainsi la tradition réelle est précédée d'une tradition

(1) Arch. Doubs. B. 195. Registre de la justice seigneuriale de Rougemont.

(2) Arch. Doubs. *Ibid.*

fictive, réalisée par un constitut qui permet à l'acquéreur de posséder par l'intermédiaire du vendeur, avant de posséder par lui-même.

Les sujets s'acquittaient-ils ponctuellement des formalités qui entouraient leurs transactions ? De leur côté, les seigneurs usaient-ils avec rigueur de leurs prérogatives ?

Il ressort des documents que les redevables cherchaient fréquemment à se dérober à leurs obligations.

Un état des lods reçus par la comtesse de Brun, à l'occasion des ventes faites sur le territoire d'Amange, du 1^{er} janvier 1774 au 1^{er} septembre 1785, atteste, dans ce laps de temps, soit près de 12 ans, 82 mutations d'héritage. Sur 25 de ces mutations, soit presque le tiers, les lods n'avaient pas été acquittés ; leur total s'élevait à 787 livres ⁽¹⁾.

Les seigneurs patientaient des années avant de poursuivre le redevable ; ainsi, M. Boudret, seigneur de Chambornay-les-Bellevaux, chanoine du Chapitre métropolitain, assigne, en 1786, devant le Parlement, Jean-Claude Boivin, de Venise (Doubs), pour rentrer dans les lods d'une vente passée en 1781 ⁽²⁾. Jean-Joseph Brody, seigneur de Charchilla (Jura), attendit jusqu'en 1787, soit 19 années, avant de réclamer à Claude-Antoine Berthet, laboureur aud. Charchilla, 5 livres pour les lods d'une acquisition remontant à 1768 ⁽³⁾.

Parfois, la fraude était plus caractérisée ; l'on négligeait de présenter au seigneur le contrat d'acquisition ; l'acquéreur prenait possession, sans autre formalité, et l'on ne craignait pas de récidiver, ce qui finissait par attirer l'attention du seigneur :

(1) Arch. Doubs. E. 2709. Titres de familles, Premier suppl.

(2) Arch. Doubs. B. 1634, Chambre des Requêtes. Audience du 27 janvier 1787.

(3) Arch. Doubs. *Ibid.* Audience du 22 décembre 1787.

Ainsi, un jugement du 22 décembre 1787, sur assignation du 28 avril précédent, condamne Pierre Baston, laboureur à Charchilla, à présenter au seigneur les lettres et lods de *trois* contrats de ventes à lui faites en 1776 et en 1779 « pour être par led. demandeur usé de ses droits comme il trouvera convenir ». En outre, « déclare ouverte au profit dud. demandeur la commise des prels et champs compris dans lesdites ventes », pour « par le défendeur, avoir pris possession, s'être entremis et avoir joui desd. fonds sans en avoir obtenu le consentement dud. demandeur », lui réserve ses droits et actions contre les parties, « soit en payement de cens, redevances et corvées arriérées, soit pour tous autres contrats d'acquisition que led. défendeur pourrait avoir passé en fraude et négligé de présenter au consentement, soit pour demander les lods, soit pour la commise »⁽¹⁾.

D'autres seigneurs patientaient moins longtemps : M. le Bas, Marquis de Bouclans (Doubs), assigne, le 23 juin 1784, un particulier de Bouclans, dont l'acquisition remontait au mois d'août de l'année précédente, et le fait condamner à lui présenter les lettres et lods de son contrat ; il ne fait pas prononcer la commise, mais l'amende de 60 sols « prononcée par la coutume pour défaut de présentation », car de toute façon le délai de quarante jours imparti pour ce faire était largement dépassé ⁽²⁾.

Il ressort de ce qui précède que les seigneurs usaient de leurs prérogatives avec tous les ménagements et la modération compatibles avec la conservation de leurs droits.

La prohibition d'aliéner sans consentement était-elle générale à toute la Comté ? N'existait-il pas à la fin du

(1) Arch. Doubs. B. 1634. Chambre des Requêtes. Audience du 22 décembre 1787.

(2). Arch. Doubs. *Ibid.* Audience du 18 mars 1786.

xviii^e siècle des seigneuries où la coutume locale avait conservé aux mainmortables la faculté de vendre entre eux ?

Perreciot, qui écrit en 1784, nous affirme qu'il en était ainsi dans la baronnie de Belvoir : le taillable d'un village vendait ses possessions au taillable d'un autre village « en quelque lieu de la même terre qu'elles soient situées, sans être obligé d'obtenir le consentement du seigneur ». Les mêmes usages, prétend-il, s'étaient conservés dans les seigneuries [de Châtillon-sous-Maîche et de Saint-Julien, anciens démembrements de la terre de Belvoir ⁽¹⁾].

Ce n'est vrai qu'à demi : les ressortissants de la terre de Belvoir ne nous paraissent pas jouir, dans leurs transactions, de cette entière liberté que leur suppose l'auteur. Leur cahier, rédigé en 1789, porte en effet que « les bourgeois de Belvoir jouissaient de temps immémorial du privilège de faire des acquisitions, sans que le seigneur ait pu exercer le droit de retenue », mais les bourgeois font remarquer « qu'on les inquiète actuellement à ce sujet » ; ils demandent « à être maintenus dans ce droit ». Si les bourgeois eux-mêmes étaient inquiétés, que devait-il en être des simples « taillables » ! ⁽²⁾

Le cahier de Châtillon-sous-Maîche n'est pas moins explicite sur les droits du seigneur : « L'acquéreur de fonds, dit-il, sera forcé d'acheter à grand prix de ce seigneur ce prétendu droit usurpé (le droit de retenue) ou à être frustré de son droit d'acquisition » ⁽³⁾.

Or, qu'est-ce que le droit de retenue, sinon un consentement à la vente, mais un dissentiment à l'achat ? Le seigneur autorise le vendeur, pressé par le besoin d'argent, à se défaire de son fonds, mais évince l'acheteur qui se voit rembourser seulement le prix de son acquisition. Ainsi

(1) PERRECOT. *De l'état civil*, t. I, p. 538.

(2 et 3) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

donc, le seigneur de Belvoir lui-même, à la fin du xviii^e siècle, avait suivi l'exemple général et n'avait pas dédaigné les prérogatives que tous les autres s'étaient arrogées.

Selon Perreciot, la liberté des aliénations aurait encore subsisté dans certaines dépendances mainmortables de l'abbaye de Saint-Claude. Les serfs du Mont-Jura auraient donc été plus favorisés que leurs congénères du Haut-Doubs ou du baillage d'Amont ; ainsi les habitants de Longchaumois et d'Orcière qui tenaient leurs fonds en condition mainmortable du Chapitre de Saint-Claude ne pouvaient, suivant un terrier de 1684, « les vendre, échanger, ni aliéner, *si ce n'est les uns aux autres*, en façon que ce soit sans l'exprès consentement du seigneur ». Les habitants de la Mouille, Morbier et Bellefontaine, suivant un terrier de 1505, étaient dans la même situation ⁽¹⁾.

Or, vérité aux xvi^e et xvii^e siècles, erreur au xviii^e !

Perreciot est encore démenti par la requête adressée au roi, en 1770, par les communes des Rousses, Bois d'Amont, Longchaumois, La Mouille, Morbier et Bellefontaine, lorsqu'elles tentèrent de secouer le joug de la mainmorte. Le droit de consentement et ses corollaires immédiats, les droits de retenue et de commise, sont vigoureusement pris à partie : « Entreprendre de se passer de ce consentement, dit la requête, est un crime irrémissible, puni de la confiscation de l'héritage. Cette manière de dépouiller un possesseur s'appelle la commise ». Et plus loin : « Lorsqu'un particulier vend son héritage et ne le vend pas autant qu'il vaut, ce qui arrive ordinairement à cause du peu de sûreté qu'on trouve à traiter avec le possesseur, les chanoines tirent de là un avantage singulier : la vente faite par le possesseur est regardée simplement comme une démission de sa part ; alors, les chanoines ouvrent une

(1) PERRECIOT. *De l'état civil*, t. I, p. 366.

enchère devant eux ; quelquefois, les acquéreurs qui se présentent portent le fonds au double de ce qui avait été stipulé par la première vente, et il ne faut pas croire que le bénéfice de cette plus-value tourne au profit du vendeur ; les chanoines s'en emparent et disent que c'est un droit de retenue ».⁽¹⁾

On ne pourrait dénoncer avec plus de précision les prérogatives seigneuriales en matière d'aliénation.

Ainsi, dans le dernier état de l'ancien droit, le mainmortable n'aliénait plus librement sa tenure, même aux autres habitants de la seigneurie. A cet égard, sa situation s'était aggravée, à l'inverse de ce que nous avons observé en matière matrimoniale et au sujet de l'obligation de résidence.

Quelle était, maintenant, la situation du mainmortable, en matière successorale ? Son aptitude à disposer et à recevoir souffrait-elle encore des restrictions ? De quelle sujétion nouvelle était-il affecté ? Donnons à ce propos quelques précisions.

SECTION IV

LIMITES A LA CAPACITE SUCCESSORALE

L'homme de mainmorte ne peut transmettre *ab intestat* ou par voie testamentaire ses biens de mainmorte, voire même ses biens francs, qu'à ses héritiers légitimes restés en sa communion jusqu'au moment de son décès.

Donc, pour succéder en mainmorte, deux conditions : d'abord être héritier du *de cujus*, au degré successible

(1) Arch. Jura. Les Rousses : Historique et descriptif, publié par M. Péclet, des Rousses, 1904, n° 28.

d'après le droit coutumier ; ensuite, avoir gardé la communion native avec le défunt. Hormis l'une de ces conditions, l'ensemble des biens, francs ou de mainmorte, meubles ou immeubles « fait échute » au seigneur.

Si la première condition s'impose d'elle-même, comme étant l'expression du droit commun, la seconde est beaucoup moins naturelle. L'obligation de la communion tient les enfants du mainmortable enchaînés pour la vie ; ils ne peuvent quitter le foyer de leur père, ou s'en absenter, même sans quitter la seigneurie, sous peine d'être déchus de leurs droits. La communion est une gêne considérable, mais c'est le fondement des successions en matière de mainmorte.

Quelle était la raison d'être de cette dure nécessité ? Comment était-elle entendue ? S'appliquait-elle aux seuls mainmortables ?

L'obligation de vivre en communion fut imposée par des raisons d'ordre économique ; en obligeant les tenanciers d'un même héritage à ne jamais se séparer, les seigneurs pensaient que leurs terres seraient mieux cultivées et que les impositions donneraient un meilleur rendement. De fait, dans notre province dévastée par la guerre à la fin du xv^e siècle, les concessions en mainmorte contribuèrent largement à relever l'agriculture : chaque famille, en s'accroissant sur le meix des ancêtres, forma par la suite une vigoureuse association, puissamment unie par les liens du sang, l'amour de la terre, l'esprit de sacrifice.

Le principe même de la communion était rigoureusement entendu ; il ne suffisait pas aux membres d'une même famille d'habiter sous un même toit, autour d'un même foyer ; notre coutume était plus exigeante : « Le feu et le pain partent l'homme de Mortemain », disait-on ; autrement dit, celui qui faisait bourse à part se mettait en dehors de la communion. A la communauté d'habitation

s'ajoutait ainsi la communauté de dépense ; les communi-
niers devaient vivre « à même pain et pot », ou encore « à
pain et à sel commun », sous la menace d'une cruelle exhé-
rédation ⁽¹⁾.

Ces conditions rigoureuses ne souffraient ni interrup-
tion, ni relâche : qu'un des communiens quittât la maison
de ses pères, ou s'en absentât pour un temps, il perdait
tous ses droits et ne pouvait rentrer en communion qu'avec
l'assentiment du seigneur et même celui des communiens.
Le cahier des serfs du Mont-Jura décrivait ainsi la situa-
tion : « Chaque maison de cette contrée ne semble être
qu'une prison où des captifs sont obligés de s'associer et
de se renfermer, sous peine de perdre leur part à quelques
arpents de terre qu'ils ont si souvent arrosés de leurs
sueurs » ⁽²⁾.

La communion n'était pas seulement requise chez les
mainmortables, mais était encore exigée des héritiers de
l'homme franc, pour succéder à ses biens de mainmorte.
Et ce depuis un édit de 1549 ⁽³⁾. Toutefois, la pratique
n'appliquait cette règle qu'en l'absence de descendants en
ligne directe, réservant aux enfants de l'homme franc
l'entière liberté de lui succéder, même s'ils n'étaient pas
restés en sa communion.

Si le serf décédait sans héritier légitime resté en sa com-
munion, le seigneur était son seul héritier et se trouvait
saisi à l'instant même du décès, de tous les biens, francs
ou mainmortables, que celui-ci avait laissés.

Sans aborder le principe même du retour des biens au
seigneur, nous nous bornerons à quelques observations
sur le caractère singulièrement vexatoire de ce droit pour

(1) DUNOD. *Traité de la mainmorte*, p. 85 et s.

(2) Doléances du Mont-Jura. Rapportées par CHASSIN : *L'Eglise et les
derniers serfs*, Pièces justificatives, p. 272.

(3) DUNOD. *Op. cit.*, p. 250.

les familles, sur le préjudice qu'il causait aux créanciers, enfin sur les contestations nombreuses dont il était l'occasion.

§ 1^{er}. *Le droit d'échute était vexatoire pour les familles.*

Ce droit n'était pas toujours exercé par le seigneur avec toute la discrétion requise en pareille circonstance ; du jour au lendemain, ses agents s'emparaient de l'échute et mettaient à la porte, sans autre formalité, la veuve ou le survivant resté jusque-là dans l'ignorance complète du sort qui l'attendait.

« Il est arrivé quelquefois, rapporte Voltaire, qu'un négociant Français, père de famille, attiré par les affaires dans ce pays barbare, y ayant pris une maison à loyer pendant une année, et étant mort ensuite dans sa patrie, dans une autre province de France, sa veuve, ses enfants, ont été tout étonnés de voir des huissiers venir s'emparer de leurs meubles, avec des pareatis, les vendre au nom de Saint-Claude et chasser une famille entière de la maison de son père »⁽¹⁾.

Parfois, même avant la mort du mainmortable, le seigneur envoyait ses agents reconnaître ses droits. « Ils font des choses odieuses, nous dit le cahier des habitants de Rignosot (Doubs), tandis que on fait les recommandations de l'âme du moribond, cela fait plutôt gémir le malade et l'empêche de penser à Dieu ; aussitôt qu'il est expiré, aussitôt (*sic*) on avertit les officiers de la justice, qui viennent avec un bâton de cire rouge et posent les scellés et s'emparent de tout et en chassent une pauvre femme et on la met à la dernière mendicité »⁽²⁾.

(1) VOLTAIRE. *Dictionnaire philosophique*, v^o Biens d'église. Cité par CHASSIN. *L'Eglise et les derniers serfs*, p. 25.

(2) GODARD ET ABENSOUR.

Il fallait bien se hâter, car les parents du mainmortable ou son conjoint s'efforçaient de distraire le plus d'effets possible, avant l'arrivée des agents du seigneur.

En février 1770, Catherine Gauthier-Manuel perd son mari, mainmortable du Chapitre de Saint-Claude; « l'individu chargé de faire l'inventaire se présente aussitôt après le décès, mais il ne trouve rien à enregistrer, on avait tout enlevé, le contrefeu de la cuisine, les chenêts, la crémaille, la porte du four; le cadavre du mari gisait sur la paille; le lit où il était mort avait été emporté; tout, jusqu'aux portes des chambres avait disparu ». Le mari était mort dans l'atmosphère peu édifiante d'un déménagement ⁽¹⁾.

§ II. *L'échute causait un grave préjudice aux créanciers du mainmortable.*

Le seigneur, en effet, n'était tenu des dettes de son sujet qu'à concurrence des meubles et biens francs de sa succession; or, ceux-ci se réduisaient ordinairement à peu de chose: lorsque les parents du défunt n'avaient pas tout enlevé, le seigneur s'emparait de ces biens et payait d'abord sur eux les frais de sépulture; il prélevait ensuite ce que lui devait le mainmortable; les créanciers chirographaires auxquels le seigneur avait refusé des garanties particulières sur les biens de son serf se partageaient le reste, parfois inexistant.

§ III. *Enfin, les successions en mainmorte étaient une source intarissable de procès.*

La mainmorte, en effet, n'était pas une qualité apparente des personnes et des héritages; les mainmortables eux-mêmes ignoraient, parfois, leur véritable condition.

(1) DOM BENOIT. *Histoire de l'Abbaye et de la terre de Saint-Claude*, t. II, p. 775.

Cette situation douteuse, on le conçoit, favorisait la cupidité des seigneurs (A). Souvent elle déchirait les familles (B).

A. Dans une terre de généralité de mainmorte, le seigneur cherchait à profiter de la présomption en sa faveur : au moment du décès d'un sujet sans communiens, il revendiquait sa succession à titre d'échute mainmorteable. Les héritiers s'y opposaient, attestant la franchise de leur auteur et de ses biens. Un procès s'ensuivait inévitablement.

A la mort de Simon Lochardet, notaire à Salins, en 1787, M. Bancenel, seigneur de By, fit apposer les scellés en la maison mortuaire, en vue de s'emparer de la succession. Mais Etienne Lochardet, père du défunt, s'y opposa, excipant de sa qualité d'héritier. Le seigneur l'assigna par devant le tribunal de bailliage de Salins.

M. Bancenel prétendait que Simon Lochardet « était mort son sujet mainmorteable, comme descendant d'Antoine Lochardet, par la médiation de Jean Renobert, Jacques et Etienne Lochardet, père dud. Simon, lequel Antoine Lochardet avait reconnu la mainmorte en 1617 avec les autres sujets mainmorteables de la même seigneurie ». En conséquence, il revendiquait son droit à l'échute, et sollicitait même une condamnation des défendeurs « à passer reconnaissance à son profit de ladite qualité de sujets mainmorteables, à cause de sa terre et seigneurie de By », pour prévenir toute difficulté à l'avenir.

Le défendeur soutenait au contraire qu'Antoine Lochardet avait été affranchi de la mainmorte en 1583, par acte en forme dont il offrait communication ; il réclamait en conséquence la levée des scellés et la délivrance de la succession.

Commencé en mai 1787, le procès ne fut définitivement clos que le 13 juillet 1791. La mauvaise foi du seigneur,

sa complaisance à soulever des incidents, à retarder la communication des pièces, donnèrent lieu à quatre jugements d'avant-dire-droit avant le jugement sur le fond ; encore celui-ci fut-il frappé d'appel.

Le 6 juin 1787, Lochardet signifie à Bancenel d'avoir à produire le terrier où étaient portées les reconnaissances dont il faisait état. Bancenel ne répond pas. Le 9, un jugement lui enjoint de déposer ce terrier au greffe du bailliage. Il n'en produit qu'un extrait collationné, prétextant que « l'importance du rentier... ne lui permettait pas de le déplacer de ses archives ». Lochardet le requiert à nouveau « de produire et joindre à son sac » ledit terrier, sous menace de s'y voir condamner à ses frais une seconde fois ; Bancenel persiste dans son refus ; un nouveau jugement, le 16 février 1788, lui ordonne « de déposer au greffe dud. siège le terrier original de la seigneurie de By, pour y rester pendant trois semaines, pour, pendant ce temps, en être pris communication par lesd. Lochardet ».

Le fameux terrier est enfin produit, le 22 février. Mais tout n'est pas fini ; ce terrier faisait mention d'un précédent, datant de 1513 ; les défendeurs, en requièrent la production « pour en tirer telle induction que l'on trouverait convenir ». Bancenel répond « qu'il ne l'avait jamais eu et ne savait pas où il pouvait être » ; le 14 avril, un jugement le somme « de prêter serment comme réellement et de fait il n'avait point en son pouvoir et n'avait nulle connaissance du terrier de la seigneurie de By de 1513 ». Entre temps, un jugement préparatoire du 16 juillet 1787 avait accordé à Lochardet, par provision et moyennant caution « la jouissance de tous les objets tant meubles qu'immeubles dépendant de la succession ».

Le tribunal n'examina pas moins de cent pièces. Chaque adversaire vida ses archives. Outre les actes d'affranchissements et de reconnaissance, l'on sortit des papiers de

famille, actes susceptibles d'établir la généalogie des Lochardet, contrats de mariage, extraits mortuaires, actes d'accensements, contrats de vente. Les Lochardet exhibèrent même une lettre de 1478 « par laquelle Hugues de Chalons vend à Guillaume de Poupet tout ce qu'il avait au lieu de By pour subvenir au paiement de sa rançon, moyennant la somme de 200 francs ».

Enfin, le 5 septembre 1789, le Tribunal de Salins déboutait le seigneur de ses conclusions et le condamnait aux dépens ; Bancenel interjeta appel devant le Parlement.

Mais le Parlement ne put connaître de la cause ; les Lochardet proposèrent à Bancenel « d'exclure » la compétence des tribunaux de districts, et, pour montrer combien ils étaient « ennemis des difficultés », citèrent Bancenel en conciliation devant le bureau de paix de Salins. Bancenel ne daigna pas répondre et en appela au district de Quingey.

Le 13 juillet 1791, ce dernier tribunal considérant que Simon Lochardet était « homme franc et exempt de la macule de mainmorte comme descendant en ligne droite de Antoine Lochardet et de Etiennette Mortet affranchis en 1583 » confirma la sentence du tribunal de bailliage et condamna en outre Bancenel à 61 livres de dépens ⁽¹⁾.

B) La mainmorte soulevait des procès non seulement entre le seigneur et les familles, mais encore entre les membres d'une même famille. Les successions en mainmorte n'étaient pas dévolues d'après les mêmes règles que les successions en franchise ; aussi, lorsqu'un doute s'élevait sur la véritable condition du défunt, des conflits d'intérêts divisaient les parents et les conduisaient fatale-

(1) Arch. Doubs. L. 2511. Tribunal du district de Quingey. Minutes de jugements rendus à l'audience.

ment devant les tribunaux ; une succession était parfois remise en question des années après le décès.

Nicolas Grammont, de la seigneurie de Montrond, avait épousé en premières noces Catherine Melot, propriétaire d'une maison à Rurey. L'épouse décéda en 1761, laissant un enfant Jean-Pierre Grammont ; ce dernier décéda deux années plus tard et transmit à son père, seul communier, les biens dont il avait hérité de sa mère.

Nicolas Grammont épousa en secondes noces Jeanne Simon ; il échangea la maison dont il avait hérité de son fils contre « un chazal ou sol de maison », sis à Rurey, d'une contenance de 30 perches carrées, moyennant la soulte de 700 livres.

Nicolas Grammont mourut en 1786, sa veuve et ses enfants communiens continuèrent à jouir des biens.

Mais, peu d'années après, ils furent troublés par les frères et sœurs de Nicolas Grammont, qui leur réclamèrent la succession de leur cousin paternel, Jean-Pierre Grammont, mort en pupillarité, « par la raison que les biens de ligne retournent aux plus proches parents ». De fait, le 5 mars 1788, ils assignent la veuve et les enfants de Nicolas Grammont devant le bailliage de Besançon, pour les entendre condamner « tant par provision que définitivement à se désister et départir au profit des demandeurs, à leur relâcher et abandonner l'ancien chazal ou sol de maison, situé aud. Rurey, tel qu'il est énoncé en l'acte d'échange » et à leur payer en outre la somme de 700 livres que Nicolas Grammont avait reçue « pour soulte et mieux-value ».

Les défendeurs font observer que la prétention des demandeurs serait juste et conforme au droit successoral « si l'enfant défunt avait été de condition franche, mais, dès qu'il est prouvé que son aïeul s'est amorté par prise de meix qu'on lui a vendu en mainmorte... les demandeurs

sont sans action, parce qu'ils n'ont jamais été communiens de cet enfant décédé dans le meix de mainmorte et n'ayant laissé d'autre héritier que son père ».

Il s'agissait donc de savoir si les Grammont étaient ou non mainmortables, par conséquent si le meix sur lequel ils avaient vécu dès l'origine était ou non de cette condition.

Les défenseurs produisirent un contrat de vente, de l'année 1700, par lequel Jean Grammont, auteur de Nicolas Grammont, avait acquis de Jean Siccoz de Rurey, un chazal (indiqué par ses tenants et aboutissants) qui lui avait été dénoncé « de condition mainmortable, tailleable et corveable envers M. le comte de Poitiers, seigneur de Montrond ». Or, c'est dans ce chazal que Jean et Nicolas Grammont avaient vécu et étaient décédés ; ils étaient donc devenus mainmortables, pour eux et leur postérité.

Les demandeurs étaient plus difficiles à convaincre : il ne suffisait pas que la mainmorte fût dénoncée dans un contrat, pour que le fonds vendu fût véritablement de cette condition, surtout à Rurey où il était notoire « qu'il n'existait que trois fonds mainmortables totalement différents de celui dont on formait aujourd'hui la revendication ». De plus, qui prouvait que les auteurs des défenseurs eussent réellement habité l'héritage mentionné au contrat, et ce, pendant l'an et jour nécessaire pour contracter la macule ? Ils avaient pu continuer à résider dans un meix franc, auquel cas ils n'étaient pas devenus mainmortables, ni leur postérité.

Un jugement du 23 janvier 1789 ordonne aux parties de « nommer et convenir d'experts judicateurs et d'un commissaire à terrier »... à l'effet de procéder, à vue des lieux et des titres qui leur seront remis, « aux reconnaissances et vérifications de l'identité de l'emplacement de la maison et du chazal dont il s'agit. »

La descente donna lieu à de nouveaux incidents peu propres à éclaircir la situation. Finalement, il apparut que l'on ne pouvait rien trancher avant d'avoir été saisi du terrier de la seigneurie de Rurey. En conséquence, le 2 juillet 1789, le tribunal appelait en cause M. Mouret de Châtillon « à l'effet de faire la production de ses titres, rentiers et terriers dépendant de la communauté de Rurey, dont il est seigneur, pour justifier si le meix habité par les défendeurs originaires est affecté de la mainmorte envers lui, et démontrer s'il est le même que celui désigné par ceux-ci, par les contrats dont ils ont fait emploi au procès... »⁽¹⁾.

Nous ne connaissons pas l'issue de ce litige. La question, pour être délicate à démêler, n'en était pas moins nettement posée. L'on pourrait multiplier les exemples, mais nous croyons avoir suffisamment montré les complications sans nombre, l'incertitude des situations acquises, les risques de troubles et d'éviction auxquels on était exposé, par le fait de la mainmorte, dans la matière déjà complexe des successions.

Telle était la condition des mainmortables dans toute la rigueur des principes de l'ancien droit de notre province.

Tant que les familles demeuraient groupées autour du même foyer, la mainmorte était peu sensible, ses effets passaient à tel point inaperçus, qu'on pouvait l'ignorer. Mais, lorsque la famille s'était dispersée, ou que le mainmortable, ayant perdu les siens, vivait seul sur sa terre, lorsque son âge avancé rendait son échute imminente, l'on conçoit aisément l'état de misère auquel il se trouvait réduit ; privé de la faculté de vendre sa terre qu'il était trop vieux pour cultiver, il ne pouvait pas davantage l'hypothéquer sans le consentement du seigneur ; et celui-

(1) Arch. Doubs. E. 3760. Titres de familles. Deuxième suppl.

ci ne répondant pas des dettes qu'il n'avait pas consenties, le serf ne pouvait solliciter aucune avance qui lui permît de subsister; « le seigneur, qui hérite du serf opulent, n'est pas obligé de nourrir le serf pauvre ».

Ces situations, fréquentes au xviii^e siècle, à une époque où l'esprit d'indépendance, où les progrès de l'individualisme dispersaient les familles et dépeuplaient les campagnes, faisaient apparaître aux mainmortables toute la rigueur de leur condition. Les habitants d'Huanne en décrivent les sombres aspects dans ce style simple mais singulièrement suggestif des Cahiers de la Révolution :

« Nous sommes tous serfs, de sorte que le fils n'hérite pas de son père, le frère du frère, le neveu de l'oncle ; lorsqu'il rompt la communion et qu'il vient à se séparer pour un moment, led. seigneur (M. de Saint-Vandelin, seigneur de Montmartin) vend les fonds à son profit ; lorsqu'il se vend des fonds quelconques de la directe dud. seigneur en mainmorte, il faut payer la moitié du juste prix de la vente, et au cas qu'un vieillard sans enfants vienne à vouloir vendre de son bien, on ne lui permet pas même à la dure condition de la moitié du prix de la vente, de manière qu'un mainmortable ayant des fonds est exposé à périr de faim avec les fonds... (1) »

En fait cependant, cette condition, pour rigoureuse qu'elle fût dans ses principes, ne laissait pas de recevoir quelques tempéraments. Il eût été par trop indécent de priver systématiquement une fille qui avait suivi son mari de tout droit à la succession paternelle, de laisser une veuve dénuée de ressources après l'exercice du droit d'échute, ou de frustrer complètement de leur dû les créanciers du mainmortable qui lui avaient fait confiance dans le besoin.

(1) GODARD ET ABENSOUR.

Nous allons voir que la Coutume, en se corrigeant elle-même, avait prévu quelques palliatifs à sa propre sévérité, que, par ailleurs, la pratique et le jeu même des institutions permettaient de se ménager d'appréciables avantages ; enfin, qu'en désespoir de cause, il restait encore la ressource de transiger avec le seigneur.

CHAPITRE IV

Tempéraments pragmatiques à la rigueur initiale de la condition mainmortable

SECTION I

VARIANTES LOCALES

A. — Il existait des seigneuries dont les ressortissants, bien que de condition mainmortable, jouissaient en fait des avantages de la franchise.

Il en était ainsi, selon Perreciot, dans la terre dépendant de la seigneurie de Belvoir où la condition létique s'était maintenue dans un état voisin de son intégrité première ; c'était du moins l'endroit où elle avait subi le moins d'altérations, où le despotisme féodal s'était fait le moins sentir. En matière successorale notamment, la liberté des habitants ne souffrait aucune restriction ; « les successions, parmi eux, comme parmi les Lètes, suivent l'ordre de la nature, sans être assujetties à cette nécessité d'une communion non interrompue qu'introduisirent les abus de la féodalité... » ⁽¹⁾.

Nous avons vu, dans la matière voisine des aliénations, combien les affirmations de Perreciot étaient sujettes à caution ; mais nous n'avons pas rencontré, sur ce

(1) PERRECOT. *De l'état civil*, t. I, p. 382.

point, de documents à lui opposer. L'on peut donc, ici, s'en tenir à ses assertions.

B. — Dans certaines seigneuries, par ailleurs, les habitants jouissaient de la franchise sous certaines modalités ; en principe de condition mainmorteable, ils étaient, ainsi que leurs fonds, réputés de condition franche, tant qu'ils demeuraient domiciliés à l'intérieur de la seigneurie ; mais, dès qu'ils en sortaient, ils retombaient dans la mainmorte avec leurs biens.

La seigneurie de Thoraise était placée sous ce régime ; en 1337, son seigneur avait imaginé ce moyen original de l'affranchir, tout en contraignant ses ressortissants à demeurer sur la terre ⁽¹⁾. D'après Dunod, « plusieurs terres » partageraient ce régime dans le Comté de Bourgogne ⁽²⁾. Perreciot cite la vaste terre de Faucogney et la terre de Lure ⁽³⁾ ; rien n'autorise à penser qu'il n'y en eût pas d'autres.

C. — En certains lieux, les mainmortables jouissaient de la faveur de mourir francs et de soustraire ainsi leurs biens à la rigueur du droit d'échute.

Le procédé consistait, à l'approche de la mort, à se faire transporter dans un lieu franc pour y rendre le dernier soupir ; ainsi purifié de la macule, l'on transmettait librement ses biens à ses enfants, même si ceux-ci avaient quitté la communion native avec leur père. L'on a retrouvé un témoignage authentique de cette coutume, dans une localité du département de la Haute-Saône.

« A la façade d'une vieille maison de Gésincourt, lit-on dans le dictionnaire de Suchaux, se trouvent les mots suivants tracés au-dessus d'une des fenêtres de l'étage :

(1) Arch. Doubs, L. 2513. Tribunal du district de Quingey. Jugement du 17 septembre 1793.

(2) DUNOD, *Traité de la mainmorte*, p. 11.

(3) PERRECOT, *De l'état civil*, t. I, p. 503, note.

« Chambre de franchise ». La date de 1628 se lit à l'intérieur de l'habitation contre une cheminée. D'après la tradition locale, la chambre de franchise avait été créée dans l'intérêt des mainmortables du village, auxquels elle donnait la faculté de soustraire leurs biens à l'échute seigneuriale. »

Suit le commentaire emprunté à Longchamp (Revue Epigraphique) : « Le mainmortable qui mourait dans la chambre de franchise où il s'était fait transporter à ses derniers moments était réputé mort franc. Dans ce cas, peu importait qu'il eût ou non des communiens, le droit d'échute était suspendu, et les biens, sans cesser d'être frappés de la mainmorte au profit du seigneur, étaient recueillis par les légataires ou les parents du défunt. » Cela dit, l'auteur se demande : « A quelles mains était confiée la clé de la chambre de mort franche ? Ce ne pouvait être à celles du seigneur, qui avait tout intérêt à ce que la porte en restât soigneusement fermée, et ne fût pas ouverte, par exemple, à un individu mort avant d'arriver dans la chambre. Il est probable que la surveillance à cet égard s'exerçait à la fois, d'un commun accord, par les agents du seigneur, d'une part, et, d'autre part, par ceux de la communauté en possession de la chambre de franchise ⁽¹⁾. »

Nous ne doutons pas que semblable procédé, si libéral au premier abord, ne fût entouré d'un contrôle intempestif et de formalités indécentes peu en harmonie avec la gravité du moment.

Cette faculté dont jouissaient les mainmortables de Gésincourt nous paraît exceptionnelle; nous n'en avons pas rencontré d'autres exemples en Franche-Comté.

(1) SUCHAUX. *Dictionnaire des communes du département de la Haute-Saône*. V^o Gésincourt.

Plus générale était la faveur analogue spécialement réservée à l'homme franc qui avait perdu sa liberté par son mariage avec une femme serve et la résidence d'un an et jour sur le meix mainmortable de celle-ci ; en effet, s'il décédait sur le meix de mainmorte « vivant sa femme, ou après le trépas d'icelle, dedans l'an et jour », il était réputé mainmortable, ainsi que sa descendance. Il était d'usage que ceux qui avaient ainsi contracté la macule se fissent transporter à leur mort, non pas dans une chambre, mais sur une terre de franchise, le plus souvent en dehors de la seigneurie. Il est vrai que le serf et ses héritiers payaient la liberté ainsi recouvrée de l'abandon des « meix, héritages et biens, étant en ladite mainmorte ». (Art. III.)

Dans un virulent opuscule contre la mainmorte, Florian nous montre un mainmortable d'origine suisse devenu serf par son mariage et sa résidence dans le Haut-Jura. Au moment d'expirer, il reçoit d'un agent du seigneur, désintéressé s'il en fut, ce conseil charitable :

*Il est un seul moyen d'échapper à nos lois ;
Allez mourir sur une terre
Où de la liberté l'on connaisse les droits.
Vous délivrez alors votre famille entière
En assurant sa pauvreté,
Et vous lui laisserez, à votre heure dernière,
L'indigence et la liberté (1).*

Cet usage était vigoureusement contesté par les auteurs les plus autorisés ; Dunod voulait que le départ fut prémédité et sincère, et « n'arrivât pas dans un temps suspect », « celui de l'homme atteint de la maladie dont il meurt,

(1) FLORIAN. *Voltaire et le serf du Mont-Jura*. (Opuscules sur la mainmorte. Lausanne, 1784. Bibl. Besançon, n° 241.029.)

qui voit son échute imminente et qui se fait simplement porter dans une maison de franchise, pour y mourir, ne me paraît qu'une mommerie » ⁽¹⁾. Mais la jurisprudence en jugeait autrement ; c'était l'essentiel.

SECTION II

TEMPERAMENTS A LA NECESSITE DE LA COMMUNION

Nous avons vu que tout héritier présomptif qui rompait la communion d'avec les siens perdait le droit de leur succéder. Ainsi, dans la rigueur des principes, une fille qui se mariait et quittait la maison de ses père et mère, pour suivre son mari, encourait l'exhérédation.

Toutefois, à cette situation, la coutume elle-même avait apporté un notable tempérament ; elle avait réservé à la fille mariée la faculté de conserver la communion avec son ancienne famille ; considérant que sa séparation n'est volontaire qu'à demi, et qu'en suivant son mari, elle fait, en somme, un acte licite, notre coutume portait (Art. VIII, titre XV) : « En lieu de mainmorte, la fille mariée en son partage peut retourner pour avoir et recouvrer son partage... pourvu qu'elle retourne gésir la première nuit de ses noces, en son meix et héritage. » D'une façon plus large, la Coutume entendait seulement que la fille manifestât d'une façon apparente son intention de conserver la communion avec ses père et mère. C'est ce qu'on appelait « faire le reprêt », usage particulier à la Coutume du Comté.

Cette formalité, si simple et si aisée, n'en soulevait pas moins d'énormes difficultés, lorsque, des années après, la

(1) DUNOD, *Traité de la mainmorte*, p. 56.

fille était tenue d'en rapporter la preuve ; et ce, pour défendre ses droits contre la prétention du seigneur, ou celles de collatéraux avides cherchant à l'évincer.

Le moyen le plus sûr était de faire dresser acte du reprêt par un notaire, en présence de deux témoins. Ainsi, le 15 février 1730, « au lieu des Landes, territoire et paroisse de Rousses, terre de Saint-Claude, environ les six à sept heures du matin », Claude Benoist Bonnefoy, notaire aux Rousses, se rend à la maison de François-Benoist Bonnefoy à la réquisition de sa fille Nicolarde, où il reconnaît, par acte en forme et en présence de témoins « que pour ce maintenir dans la communion native dud. Jean-François-Benoist Bonnefoy son père, lequel a consentis et consent, que lad. Nicolarde Bonnefoy, sad. fille, aye gisée et couchée la nuit du premier jour de ses noces solemnisés led. jour d'hyer avec led. Claude Berthet, dit à la Guillauma son marry dans lad. maison d'habitation dud. Jean-François Bonnefoy sond. père l'ayant mesme veu de mesme que les témoins sortant de son lict fait dans une chambre claire étant du côté de soleil couchant de la cuisine de lad. maison, ayant mis ses bas et ses souliers en notre présence.... » ⁽¹⁾.

Le moyen était coûteux ; aussi, comme il s'agissait de prouver un fait et qu'un acte écrit n'était pas nécessaire, l'on faisait parfois constater le reprêt par des témoins mandés à cet effet. Mais qui sait s'ils vivraient encore à l'ouverture de la succession ? Le cas échéant, qui empêcherait le seigneur de suborner d'autres témoins, pour récuser les premiers ?

« En 1771, rapporte Chassin⁽²⁾, le Chapitre de Saint-Claude obtint et fit publier un monitoire qui lançait les foudres de

(1) Arch. Jura. Les Rousses : Historique et descriptif. Acte de reprêt de Nicolarde Bonnefoy.

(2) CHASSIN. *L'Eglise et les derniers serfs*.

l'Eglise contre tous ceux qui, sachant qu'une pauvre femme avait passé la première nuit de ses noces chez son mari, ne viendraient pas le révéler. C'était pour balancer l'enquête de cette femme qui avait prouvé par six témoins irrécusables qu'elle avait fait le reprêt. »

La Coutume, on le voit, ne sauvegardait qu'imparfaitement les droits de la fille; leur conservation dépendait surtout de la prévoyance et de la sagacité des familles.

La Coutume avait-elle donné un remède semblable au fils, quand celui-ci quittait la communion ?

En aucune façon. Les fils n'avaient pas les mêmes raisons que la fille d'abandonner le toit paternel. « S'ils quittent leurs père et mère après qu'ils sont mariés, remarque Dunod, c'est quelquefois par caprice et plus ordinairement parce qu'ils veulent jouir en leur propre et faire leur profit particulier. ⁽¹⁾ » D'autre part, il ne serait pas juste, qu'après avoir abandonné leurs père et mère, ils fussent admis à partager leur succession. Donc, le fils qui rompt la communion devient étranger à sa propre famille.

Pouvait-il cependant en appeler à la bonté du seigneur, afin de conserver ses droits ?

En 1785, Gabriel Choffardet, de Cendrey, sollicite l'autorisation d'assigner son père, Mathieu Choffardet devant le juge seigneurial, concluant à ce que, dans le cas où ce dernier « viendrait à expulser son fils de sa communion, il soit dit et déclaré qu'il ne romprait point sa communion, et qu'il lui demeurerait successible à l'effet de recueillir sa part et portion des biens qui peuvent lui parvenir, tant maternels que paternels » en concurrence avec ses frères et sœurs.

Le 5 avril 1785, un jugement déclare « que led. Gabriel

(1) DUNOD, *Traité de la mainmorte*, p. 144.

Choffardet ne rompra point la communion d'avec son père et qu'il lui demeurera successible à l'effet de recueillir ce qui pourrait lui revenir dans la succession de son père » ⁽¹⁾.

Or, dans cette hypothèse, il ne s'agit pas, semble-t-il, d'un départ volontaire ; le fils s'attend à être « expulsé » de la maison paternelle. Donc, la rupture de la communion ne lui étant pas imputable, elle ne doit pas entraîner son exhérédation. C'est ce qu'il fait reconnaître par le juge.

Peut-être n'est-ce là qu'un subterfuge, un désaccord simulé entre le père et le fils, à l'instar de *l'in jure cessio* romaine, au moyen duquel le fils se décharge sur son père de la responsabilité de son départ, pour satisfaire, sans perdre ses droits, un désir d'évasion légitime à son âge. Bref, ce simple arrêt nous permet d'entrevoir de nombreuses possibilités.

SECTION III

RESSOURCES DU DROIT MATRIMONIAL ET DES DONATIONS

Envisageons successivement la pratique des contrats de mariage et le recours aux libéralités.

§ I^{er}. *La pratique des contrats de mariage.*

La situation de la veuve dont le mari décédait sans héritiers légitimes restés en sa communion était, nous l'avons vu, particulièrement critique. Comme la femme n'était pas successible à son mari d'après le droit

(1) Arch. Doubs, B. 42. Justices seigneuriales de Rougemontot et Cendrey.

coutumier, le seigneur s'emparait des biens et chassait la veuve des lieux où elle avait vécu.

Celle-ci cependant, n'était pas obligatoirement réduite au dénuement ; dans certains cas, le mariage lui avait ménagé certains avantages qui lui permettaient de subsister.

Dans quelle mesure le droit matrimonial permettait-il de pallier aux rigueurs du droit successoral, en matière de mainmorte ? Selon quelle efficacité ? Nous allons l'étudier.

D'abord, il arrivait que la coutume locale établît entre le mari et la femme une communauté de biens plus ou moins large dont la femme avait sa part au moment de la dissolution du mariage. Ainsi, selon la coutume de Ferrette, observée dans la principauté de Montbéliard, il existait, entre mari et femme, une communauté universelle d'apports et d'acquêts dont le mari, ou ses héritiers, emportaient les deux tiers, et la femme, ou ses héritiers, l'autre tiers.

Mais les seigneurs ne respectaient pas toujours les prescriptions locales, et le droit du plus fort l'emportait parfois sur les usages établis.

Ainsi, à la mort de Nicolas Choffot, de Burnevillers (Doubs), survenue en 1783, les Thuillier, seigneurs de Vaufrey, mirent la main sur tous ses biens, tant francs que mainmortables, au mépris des droits de sa femme survivante, Marie-Barbe Piquerey, et vendirent les fonds de la succession. La veuve n'obtint justice qu'en 1793, du tribunal du district de Saint-Hippolyte, qui condamna les acquéreurs à relâcher les biens ⁽¹⁾.

Par ailleurs, lorsque la communauté n'embrassait que les acquisitions réalisées au cours du mariage, la femme,

(1) Arch. Doubs. L. 2545. Tribunal du district de Saint-Hippolyte. F^o 21. Jugement du 24 janvier 1793.

qui avait reçu des biens en dot, en réclamait le remboursement à la dissolution. D'autre part, le contrat de mariage accordait divers avantages à l'époux survivant, à titre de douaire ou de gain de survie.

Dans quelle mesure ces clauses recevaient-elles exécution ?

Une hypothèque sur les biens du mari eût été, en la matière, la plus sûre garantie. Mais la nécessité du consentement seigneurial rendait cette formalité onéreuse et peu fréquente. Par suite, en cas d'échute, la dot et autres avantages stipulés au contrat n'obligeaient le seigneur qu'à concurrence des meubles et biens francs de la succession. C'était surtout, de la part du seigneur, une question de bonne foi, aussi le remboursement de la veuve n'allait pas toujours sans de graves difficultés. Donnons quelques exemples.

Voici une transaction entre une veuve et les deux seigneurs de son mari mainmortable :

Claude-Joseph Belin était décédé à Lanans, en 1774, sans héritier légitime en sa communion. Le seigneur d'origine partagea l'échute avec celui du domicile. Le premier, le seigneur de Passavant, recueillit avec les fonds mainmortables de sa directe les fonds de franchise et les créances de la succession ; l'autre, le seigneur du domicile, le mobilier mort et vif et les effets du défunt.

La liquidation fut opérée par les fermiers des deux seigneuries « sous le bon vouloir et plaisir de l'intendant de la comtesse de Marsans, baronne de Cusance » et « sous l'espoir de l'agrément et consentement du conseil de régence de S. A. S. Monseigneur le duc régnant de Wurtemberg, prince souverain de Montbéliard, seigneur dud. Passavant et autres lieux ».

Les droits de la veuve furent liquidés, par transaction du 19 mai 1775, d'après le principe suivant :

« Sa fortune (du mari) ne consistant que dans les acquisitions faites pendant son mariage avec lad. Barberet, il convient prélever les deniers dotaux et droits matrimoniaux de cette dernière, réglés dans leurs conventions matrimoniales... que les parties ont liquidés à l'amiable à la somme totale de 520 livres tant pour deniers dotaux, droits matrimoniaux ou autres énoncés aud. contrat à prélever sur la masse de lad. hérédité et communion, et le surplus à partager entre lesd. seigneuries et lad. Barberet... »

Autrement dit, l'on reconnaissait que la veuve avait droit : 1°) à la restitution de ses apports et à l'exécution des avantages stipulés dans son contrat de mariage de 1726 ; 2°) à la moitié des acquisitions opérées pendant son mariage. A cet effet, un règlement de compte fut passé avec les deux seigneurs. Sur la part de l'hérédité revenant à la seigneurie d'origine (de Passavant) la veuve préleva :

1°) la somme de 346 livres 13 sols 4 deniers, mesure dans laquelle la seigneurie d'origine devait indemniser la veuve de ses deniers dotaux et autres droits matrimoniaux ;

2°) sa part des acquisitions et des créances, savoir : outre la somme de 750 livres, qui lui fut payée comptant, la moitié de quatre fonds de franchise, la moitié d'un fonds de mainmorte et la moitié de deux autres héritages acquis par le défunt au cours du mariage.

« Et, pour lui parfaire et remplir sesd. droits matrimoniaux, deniers-dotaux et acquisitions, elle aura encore à son seul profit :

» 108 livres dues à lad. hérédité et communion par le sieur Vichot, de la Bretenière, pour prix de deux bœufs à lui vendus par le défunt.

» 42 livres par les héritiers de Pierre-François Grosjean dud. Lanans, aussi pour prix d'une vache.

» 33 livres par ceux de Claude Noch, pour prix d'un cochon.

» Au moyen de quoi elle a aussi déclaré être entièrement payée et satisfaite de tout ce qui pouvait lui revenir et qu'elle avait droit de répéter sur et contre lad. seigneurie de Passavant en vertu de sond. contrat, acquisition et autrement. »

La portion des biens dévolue à la seigneurie du domicile (la baronnie de Cusance), à savoir la totalité des meubles, donna la somme de 617 livres 8 sols 3 deniers.

La veuve préleva la somme de 173 livres 6 sols 8 deniers qui, ajoutée à celle de 346 livres 13 sols et 4 deniers prélevée sur la seigneurie de Passavant, acheva de la remplir de ses droits matrimoniaux, liquidés antérieurement à 520 livres ;

Le reste, soit 444 livres, 1 sol, 7 deniers, fut intégralement partagé entre la veuve et la seigneurie.

La veuve retira de l'opération plusieurs milliers de livres, beaucoup plus que les fermiers. Que leur restait-il ? Le sieur Pauthier, fermier de la seigneurie de Passavant, calcule, qu'après avoir acquitté les frais funéraires « il ne lui restera libres que 411 livres 13 sols », et le sieur Pinaire, fermier de la baronnie de Cusance, après avoir payé les frais médicaux, les frais de scellés, le loyer de la maison occupée par le défunt et sa veuve, voire même une partie des gages de la servante, voit son émolument réduit à 192 livres 12 sols 10 deniers. Encore, les fermiers devaient-ils partager avec leur seigneur respectif, conformément aux clauses du bail ⁽¹⁾.

Ainsi, l'honnêteté des seigneurs ou de leurs représentants assurait les veuves du recouvrement de leur dû et les mettait à l'abri du besoin.

Tel n'était pas toujours le cas.

Dans son contrat de mariage de 1779, le sieur Parrot,

(1) Arch. Doubs. E. 729. Titres féodaux. Comté de Montbéliard.

demeurant à Arcey, sujet mainmortable du prince de Montbéliard, en la baronnie de Granges, avait accordé à Françoise Cabet, sa future « en cas de survie, pendant son veuvage, pour douaire préfix, la jouissance et usufruit de sa résidence et habitation, dans sa maison aud. Arcey, place dans les écuries, grangeries, pour son bétail, foin et paille, place dans les jardins et vergers pour son usage ».

A la mort du mari, survenue en 1784, les préposés du seigneur s'emparèrent de la succession ; la maison fut mise en vente, et adjugée au dernier enchérisseur. La veuve réclama ses droits ; pendant un an elle tint tête aux agents du prince qui, par ailleurs, s'appliquèrent à l'évincer.

Saisi des réclamations de la veuve, le Conseil de Montbéliard s'enquiert auprès de M. Pioche, procureur au Parlement de Besançon, sur le point de savoir « si la femme Cabet, veuve Parrot, est fondée à prétendre les jouissance et usufruit à elle accordés par son mari défunt, malgré que le contrat de mariage n'ait point été présenté au seigneur ni consenti aucunement de sa part, ni qu'elle ait absolument accordé la moindre chose en réciprocité à son futur, et si dans le cas où, contre toute attente, elle serait fondée, si elle ne s'est pas rendue indigne par sa témérité, à avoir levé et lacéré les scelés et sa spoliation réelle ou présumée ».

La réponse est formelle :

« Le conseil¹ soussigné pense que, suivant les clauses dudit contrat qui, dans le cas de survie, assure à lad. Cabet pour douaire préfix la jouissance et usufruit de la maison de son mari, avec place dans les greniers à foin, jardin et vergers, on ne peut la priver de cette jouissance sans injustice, quoique lad. maison et autres immeubles de son mari aient fait échute au seigneur qui ne peut les avoir qu'avec cette charge énoncée aud. contrat.

» Le prétexte que les scellés apposés sur un buffet de lad. veuve se sont trouvés rompus et que lad. veuve est soupçonnée d'avoir spolié ce qui pouvait être dans ce buffet n'est pas suffisant pour la priver d'un droit à elle acquis par son contrat de mariage, sauf au seigneur ses droits et actions contre cette veuve, pour la prétendue spoliation s'il peut en conster, et on pourrait même ajouter que si ceux qui ont apposé les scellés avaient eu la sage précaution de prendre la clé du buffet sur lequel a été mis le scellé, cette veuve, quoique ce scellé se soit trouvé rompu par accident et par mégarde, serait exempte de tout soupçon qui d'ailleurs paraît levé par le serment qu'on lui a fait prêter sur cette spoliation ⁽¹⁾.

» L'acquéreur de cette maison et aisance ne peut obliger cette veuve à sortir de lad. maison sans s'exposer à un procès qu'il perdrait.

Signé : DE LA CHAPELLE. »

Quoiqu'il en soit, les administrateurs de la seigneurie ne lâchent pas prise.

Le 5 juin 1784, M. Pilon, procureur fiscal de la seigneurie, rappelle à M. Bouthenot, membre du Conseil de Montbéliard, le précédent d'une échute à Onans, qui déjà avait été résolu au désavantage de la veuve, dont le contrat de mariage n'avait pas été consenti.

« Le fermier, ajoute-t-il, n'y veut rien entendre et on ne peut déroger à la vente à moins que vous ne dissentiez. Monier, ayant eu l'adjudication comme plus offrant et dernier enchérisseur, ne mérite pas cette défaveur. » Enfin, le dernier argument, d'une faible portée juridique : « Si on accordait quelque chose à cette veuve, ce serait un mauvais exemple à l'avenir, et que craindraient les veuves

(1) Interrogée, la veuve Parrot prétendit que le bris du scellé avait été malencontreusement causé « par un rein de bois » qu'elle portait.

en cas d'échute des biens de leur mari de dissiper et lever les scellés. »

Le 27 juin 1784, il écrit cette fois au Conseil une lettre pleine de subtilité juridique :

« Si le don d'usufruit en faveur de la Parrot est causé pour douaire préfix, c'est qu'on a pris la marotte pour éviter des insinuations d'énoncer les sortes de donations d'usufruit pour douaire... le terme de douaire préfix n'étant que pour éviter l'insinuation ne me paraît pas devoir donner un autre sens que celui d'une donation entre vifs, d'autant plus que la coutume ne parle de douaire qu'en faveur de gens nobles et bourgeois; or, les mainmortables de la campagne n'étant ni nobles ni bourgeois, ni francs ne peuvent accorder vallidement de douaire préfix à leur femme. » La veuve n'a droit à rien, on l'exempte déjà de la moitié des frais de dernière maladie ; de plus « elle a eu son trousseil prouvé par l'inventaire du peu de mauvais meubles qu'elle avait laissés, ayant tout spolié et recelé le meilleur ».

Mais la veuve tenait bon ; de guerre lasse, M. Pilon, le 26 mai 1785, propose au Conseil de transiger.

« La veuve Jacques Parrot d'Arcey, écrit-il, vient journellement à la charge pour son douaire préfix..., les avocats de Son Altesse ayant décidé pour celle-ci qu'il était valide et tout le contraire il y a sept ou huit ans... Il paraît indispensable, Monsieur, de liquider ce douaire avec la veuve, dans une somme une fois payée prise sur l'échute... ; si on ne règle pas avec la veuve, il faut indemniser l'acquéreur. »

Or, la veuve réclamait 300 livres. « Je trouve ses prétentions un peu fortes, remarque M. Pilon, car 150 livres ou 200 livres, au pis-aller, devraient suffire vu que le douaire se prend sur la valeur du tiers des apports de la femme, qui n'avait sûrement pas 900 livres de biens patrimoniaux. »

Le 30 mai 1785, M. Pilon, excédé, sollicite de M. Bouthenot des ordres « pour terminer avec la veuve Parrot, insupportable. Elle a aussi le front de dire qu'elle ira chez vous, Monsieur, faire ses réclamations, jusqu'à ce qu'enfin pour s'en débarrasser vous l'exaucerez ».

Effectivement, la requérante s'en fut trouver le conseiller. Ce dernier convint avec elle que moyennant la somme de 60 écus, soit 180 livres, elle renoncerait à ses prétentions; l'accord fut agréé par le Conseil souverain le 1^{er} juin suivant ⁽¹⁾.

Quelle persévérance, quel sang-froid une faible femme ne devait-elle pas déployer, pour triompher de procureurs insensibles ou avides.

Les exemples n'étaient pas rares où la veuve n'obtenait rien. Les registres des tribunaux et des administrations de district en font foi :

Le 27 février 1793, le directoire du district de Baume est saisi d'une réclamation de Marguerite Pinaire, veuve de Thomas Anguenot, de Lasnans, tendant au recouvrement d'une somme de 391 livres 13 sols 4 deniers formant le montant de sa dot et autres droits matrimoniaux sur la succession de son mari, dont le ci-devant seigneur actuellement émigré s'était emparé comme dépendant de sa directe mainmorteable, et ce au décès dud. Anguenot survenu le 15 mai 1789.

Ce fut la Nation qui fit rentrer la veuve dans ses droits. Le 7 Germinal de l'an III, le Directoire du Département, sur l'avis conforme du district, « considérant que la pétitionnaire ne réclame que ce qu'il est justifié par titre en forme lui appartenir comme formant l'apport par elle fait à la communion qui a existé entre elle et feu Anguenot son mari, ainsi que ce qui lui est assuré par son contrat

(1) Arch. Doubs. E. 373. Communautés et confréries.

de mariage, pour droit de survie et de douaire, que les biens dud. Anguenot ayant fait échute à Lasnans, émigré, ce dernier aurait dû payer à lad. pétitionnaire les sommes qu'elle réclame,

» Arrête qu'il demeure liquidé en faveur de Marguerite Pinaire, veuve Anguenot, la créance de la somme de 381 livres 17 cent. sur les biens de Lasnans, émigré, pour le montant de sa dot, droit de survie et douaire ainsi que celle de 89 livres 84 cent, pour intérêts de lad. somme, depuis le 15 mai 1789 (V. S.) jour du décès dud. Anguenot, jusqu'au 1^{er} Germinal courant, toutes retenues déduites, ce qui fait un total de 479 livres 1 cent. pour laquelle somme lad. Pinaire sera portée sur le bordereau des créances à envoyer à la Commission des revenus nationaux, en exécution de la loi du 25 juillet 1793, moyennant qu'elle produira un certificat du receveur de l'Agence des domaines nationaux, constatant des revenus recouvrés excédant la dépense et suffisants pour acquitter sa créance sur les biens dud. Lasnans émigré » ⁽¹⁾.

§ II. *La pratique des libéralités.*

Les donations et les testaments passés entre mainmortables, dans la mesure de leur capacité, offraient encore un moyen d'atténuer l'injustice de la dévolution successorale, en matière de mainmorte.

Les mainmortables disposaient entre vifs de leurs meubles et autres biens francs. Par ailleurs, l'on dotait fréquemment une fille en fonds de mainmorte avec le consentement du seigneur ; dans ce dernier cas, afin de se prémunir contre leur échute éventuelle à la mort de la fille, l'on avait soin de donner sous la condition suspensive de survenance d'enfants ; nous retrouvons

(1) Arch. Doubs. L. 856. District de Baume-les-Dames. Arrêtés et pétitions.

fréquemment ce procédé dans les contrats de mariage et dans les testaments.

A l'occasion de son mariage, les parents de Marie-Anne Buffard Moret, mainmortable des Rousses, lui font « donation pure et simple et irrévocable, à cause de noce... de la somme de soixante-six livres treize sols et quatre deniers et une vache à lait, un lit garni de deux linceuls et une couverte, un coffre de sapin fermant à clef, et serrure, et pour son trousseil cinq autres linceuls et cinq chemises toiles de ménage... et en cas que ce soit la volonté de Dieu que lad. Anne Buffard Moret ait enfants en loyal mariage, les mêmes donateurs sesd. père et mère lui ont donné en ce cas et condition et non autrement la moitié d'une pièce de terre size et située rière le territoire des Rousses et au lieudit et appelée à la Joux (suit l'indication des tenants et aboutissants)... de laquelle pièce de terre lesd. donateurs père et mère s'en sont réservés les fruits pour le temps et terme de cinq années, et après lesd. cinq années finies, lad. future épouse pourra jouir et en percevoir les fruits jusqu'à ce qu'elle ait enfants vivants, *bien entendu que lad. pièce de terre ne lui appartiendra en toute propriété qu'après qu'elle aura lignée vivante en loyal mariage capable à lui succéder* » ⁽¹⁾.

Même précaution dans le testament d'Antoine-Gaspard Regard du même lieu. Les mainmortables, en effet, disposaient librement de leurs biens mainmortables entre leurs héritiers en communion. On lit dans ce testament :

« Nommons et instituons de nos propres bouches nos vrays héritiers universels seuls et pour le tout, scavoir Christophle et Claude-François Regard frères, nos bien aimés fils légitimes et naturels et chacun par égale part et portion, et si l'un d'iceux venait à décéder en bas-âge

(1) Arch. Jura. Les Rousses : Historique et descriptif, 1903, n° 37.

et sans avoir ligné légitimement procréé en légal mariage, nous lui substituons le survivant d'iceux. » ⁽¹⁾

Cependant, les mainmortables n'usaient pas toujours de ces moyens avec la plus parfaite loyauté. Ne pouvant obtenir du crédit sur leurs biens, voyant leur échute imminente, ils se livraient parfois, d'accord avec des tiers, à d'ingénieuses combinaisons aux dépens du seigneur ; celui-ci faisait d'abord grand tapage ; souvent, par compassion, il acceptait de transiger.

Jacques Jobard, « sujet originel (*sic*) mainmortable de la seigneurie de Montrond, résidant dans la maison de mainmorte de ses ancêtres, au lieu de Rurey » avait, le 14 janvier 1786, conjointement avec Benigne Renaud, sa seconde femme, fait donation entre vifs de tous ses biens meubles et immeubles à son neveu Claude Gormont, moyennant une pension viagère. Or, non seulement la pension excédait le revenu des biens, mais ceux-ci se trouvaient déjà grevés d'hypothèque envers un certain Rousseau, de Beure, pour une somme de 287 livres, que le donataire avait promis d'acquitter à la décharge des donateurs.

Cette donation était nulle. Le seigneur, messire Ignace Comte de Mouret, seigneur de Chatillon, Montrond et autres lieux, président honoraire au Parlement de Besançon, ne fut pas embarrassé pour le démontrer. « Jobard, disait-il, âgé de plus de 80 ans, accablé d'infirmités et retenu au lit depuis plus de six mois, n'avait pu faire une donation valable à un étranger qui ne fut jamais son communier. » Cette donation en outre n'était « qu'une vente simulée » concertée entre les parties « pour priver, s'il était possible, le seigneur en mainmorte d'une échute imminente et s'en emparer à son préjudice ».

(1) Arch. Jura. Les Rousses : Historique et descriptif, 1903, n° 40.

Contre un tel acte, M. le président de Chatillon « était prêt à se pourvoir pour en faire prononcer la nullité ».

Par ailleurs, l'exécution du contrat s'avérait malaisée; le donataire au lieu de rembourser la dette de Jobard avait emprunté au créancier la somme de 108 livres, à l'effet d'acquitter les arrérages de la pension viagère. Ledit créancier avait assigné les Jobard en remboursement de la dette et menaçait de saisir les fonds compris dans la donation « poursuites qui réduiraient infailliblement Jobard et sa femme à la plus affreuse indigence. » ⁽¹⁾

Jobard et Gormont entrèrent en pourparlers avec le seigneur ; le 28 avril 1786, une transaction intervint dont voici les clauses :

a) La donation faite à Claude Gormont était déclarée nulle et non avenue, étant faite en fraude des droits du seigneur.

b) Les époux Jobard « étant hors d'état de faire valoir leurs biens à cause de leur grand âge » et « d'acquitter les dettes et charges y afférentes », « font cession et transport au seigneur de Chatillon de tous les meix, maisons et héritages qui leur appartiennent, à l'exception de la maison mainmortable où ils résident ».

c) Le seigneur de Chatillon servira aux époux Jobard « la pension annuelle viagère et à fonds perdu » de 144 livres qu'il leur fera payer par quartiers de 3 mois en 3 mois, laquelle pension sera réduite de moitié au décès du premier mourant desd. Jobard.

d) Le seigneur de Chatillon désintéressera complètement le sieur Rousseau des sommes qui lui sont dues, tant par les Jobard que par Gormont, soit la somme principale de 395 livres, il prend en outre à sa charge les frais de la poursuite intentée par Rousseau contre ses débiteurs, soit

(1) Arch. Doubs. E. 3760. Titres de familles. Deuxième suppl.

70 livres. Enfin, il indemnise Gormont des avances qu'il a faites à Jobard, en exécution de la donation annulée.

Voilà un arrangement tout à l'honneur de la générosité de M. Mouret, dans un cas où beaucoup de ses congénères eussent usé de rigueur.

Du reste, cette affaire s'apparente étroitement à une autre, où le même seigneur témoigna envers la même famille de sentiments tout aussi bienveillants.

La première femme de Jacques Jobard, Jeanne Claude Perrot, de condition franche, avait, par son testament de 1758, « légué l'usufruit de ses biens » à Jobard son mari, et institué ses neveux au nombre de cinq, ses héritiers universels.

En 1772, Antoine Perrot, l'un des héritiers, avait acheté les prétentions de ses frères dans la succession de leur tante moyennant 564 livres.

Or, la femme Perrot avait contracté la macule en résidant avec son mari dans le meix mainmortable de ce dernier. Etant décédée sans hoirs en sa communion, ses biens avaient fait échute aux seigneurs de Montrond. Ceux-ci cependant « n'ayant point alors connaissance de l'échute de la d. Perrot », avaient consenti la transaction « sauf leurs droits et ceux d'autrui ».

En 1786, le seigneur revendiqua ses droits. Mais Antoine Perrot représenta « qu'ayant acquis de bonne foi et payé les prétentions de ses frères dans la succession de Jeanne Claude Perrot et ayant obtenu le consentement des seigneurs de Montrond sur lesd. acquisitions, il aurait lieu d'espérer que M. le président de Chatillon l'indemniserait des sommes par lui nanties à ses frères ».

Le seigneur répondit que « M. le comte de Montrond son fils et lui n'ayant pas eu connaissance de l'échute dont il s'agit lorsqu'ils ont donné leur consentement auxd. aliénations, ils n'ont pu préjudicier à leurs droits qu'ils

se sont expressément réservés », mais que « voulant éviter toutes difficultés à ce sujet et traiter favorablement le sieur Perrot », il consentait à lui accorder l'indemnité réclamée. A cet effet, il le nantit en deniers comptants d'une somme de 500 livres, « laquelle jointe à celle de 300 livres, qu'il a déjà touchée, pour prix de la vente d'une partie des fonds de lad. succession forme la totale de 800 livres, dont le sieur Perrot est content et satisfait et remercie M. de Chatillon » (1).

Ainsi, le remède le plus efficace aux rigueurs de la mainmorte résidait dans l'honnêteté et dans l'indulgence des seigneurs.

SECTION IV

TEMPERAMENT A LA NON-OBLIGATION DU SEIGNEUR AUX DETTES

Le seigneur, en principe, n'était tenu des dettes de son sujet mainmortable qu'à concurrence des biens francs recueillis dans sa succession. En renonçant à ceux-ci, le seigneur était libéré de toute obligation. Voyons l'application pratique de ce principe.

Jacques Parrot, d'Arcey, mainmortable de la baronnie de Granges, avait, pendant sa dernière maladie, reçu les soins d'un chirurgien d'Héricourt, nommé Dulocle. D'autre part, il avait fait effectuer des réparations à sa maison. A sa mort, les procureur, fermier, régisseur de la seigneurie, déjà aux prises avec la veuve au sujet de son douaire, furent harcelés incontinent par les créanciers du défunt.

Le 22 avril 1784, Dulocle, après avoir sondé les dispositions du procureur fiscal, adresse au Conseil de régence une requête en paiement de la somme de 516 livres, pour

(1) Arch. Doubs, E. 3760. Titres de familles. Deuxième suppl.

les soins donnés à Jacques Parrot, précisant que « pendant la cruelle maladie dont il était affecté, il a employé 73 journées, lui a fourni des médicaments et fait une opération à l'hypocondre droit d'un dépôt enkysté très considérable, tel que le tout est détaillé dans son livre journal duement cotté et paraffé ».

La réclamation de Dulocle était-elle fondée ?

En droit, la seigneurie, ayant renoncé à la succession mobilière du défunt, n'était aucunement tenue. Le procureur Pilon demanda l'avis d'un avocat : « Le seigneur, répondit ce dernier, ne répétant point de mobilier mais seulement les biens fonds, ne doit rien payer, et seulement par bienséance, le droit d'enterrement ».

D'autre part, les prétentions de Dulocle étaient manifestement très exagérées. « Il estime ses journées six livres, écrit M. Bouchot, régisseur pour les fermiers de la seigneurie, à M. Meiner, fermier général, alors qu'il n'exige que trois livres de plusieurs autres malades à Arcey... ; il continue de se flatter que, dès qu'il est question du prince et de M. son fermier, ils doivent beaucoup plus payer qu'aucun autre, à cause qu'ils sont fort riches ; il serait à propos de mettre à la raison de pareilles gens et il devrait être bien content de recevoir 100 livres, puisqu'en rigueur on ne lui doit rien... Si c'était mon affaire propre, je la ferais régler en justice. »

Dulocle, de son côté, s'emploie avec activité ; il va trouver M. Bouthenot, président du Conseil de Montbéliard, il consulte « plusieurs conseillers et avocats en Parlement » qui tous l'assurent « que lad. seigneurie était tenue à le payer ». Enfin, il assigne la seigneurie.

On lui offre alors 250 livres. Il écrit au Conseil de Régence qu'il veut bien se contenter de 300.

L'on songe à faire payer la veuve. L'on demande l'avis d'un certain Receveur, homme de loi à Vesoul ; ne peut-on

pas mettre à sa charge la moitié de la somme, comme dette de communauté ? Oui, si la veuve accepte la communauté, mais elle n'y a aucun intérêt, s'étant largement servie par ses détournements pendant la dernière maladie de son mari. En cas de renonciation, il faudrait alors la convaincre de détournements ou de recel ; auquel cas « elle serait tenue de rapporter ce qu'elle aurait distrait, privée de la part qu'elle y prendrait comme acquêt et en outre tenue à payer la moitié des dettes de la communauté ». Encore la condamnation serait-elle illusoire, attendu qu'elle n'a absolument rien « et que l'usufruit qui lui a été accordé dans les maisons et dépendances de feu son mari pourrait absorber et même au delà ce à quoi elle pourrait être condamnée ».

L'on presse le chirurgien de produire son livre-journal dans l'espoir de le prendre en défaut. « Quelqu'un, écrit M. Pilon, a assuré mon fils que led. livre-journal du sieur Dulocle n'est pas en règle et qu'il en est bien en peine, dès qu'on l'a menacé de le faire produire, étant certain qu'il a fait d'autres opérations à Arcey... »

Du reste, le chirurgien était déjà connu des agents du seigneur, pour ses prétentions exagérées. Le régisseur Bouchot avait eu affaire à lui quelques années auparavant, à la mort d'un mainmortable, Jacques Laude, également d'Arcey. « Il était venu deux fois voir cet homme, écrit-il en haut-lieu, qui avait une rupture et auquel il n'avait fait que de tenter à faire rentrer ce qui était tombé dans les bourses et ordonné une purge qu'on fut chercher à Montbéliard, pourquoi il me demanda 33 livres... somme de laquelle je ne pus retrancher que peu. Je finis avec lui pour que la régence ne fut pas ennuyée de cet objet qui me parut petit. » Bref, conclut le régisseur, il est à présumer que par la suite, dès qu'il aura « tâté le pouls » à un mainmortable, il lui faudra toute l'échûte.

Enfin, le fermier Meiner reçut du Conseil de Moutbéliard l'ordre de transiger pour 250 livres. Dulocle ne pouvait refuser sans risquer de tout perdre. Il accepta donc, en s'engageant de plus à « ne rien prétendre au delà de cette somme, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit à la charge de S. A. S., de son fermier ou de la veuve dud. Parrot » (1).

La créance du chirurgien liquidée, il fallut désintéresser les auteurs des réparations. Ceux-ci ne réclamaient que 15 livres. Cette fois, le procureur de la seigneurie changea de ton. Il écrivit au Conseil de Régence et appuya même la demande d'arguments juridiques.

« Son Altesse Sérénissime pourrait, par une suite de ses grâces et bontés ordinaires, ordonner le prélèvement et paiement desd. 15 livres sur l'échute, sans tirer à conséquence, d'autant mieux que, suivant la rigueur de la loi, Son Altesse... n'y est point tenue, mais il suffit que la seigneurie ait, par la vente de la maison, tiré avantage des réparations faites par les suppliants (pour que) ceux-ci se soient crus autorisés à recourir aux grâces de Son Altesse, puisque le prix de la vente des biens francs n'est pas suffisant pour payer le douzième des créances. » L'on avait retiré de cette vente la somme de 15 livres, 15 sols que l'on avait déposée au greffe de la seigneurie.

Mais le Conseil de Régence, le 17 juillet 1786, renvoya les requérants à se pourvoir en justice avec les autres créanciers « pour obtenir le paiement de la somme répétée sur le prix des biens francs dud. défunt Perrot » (2).

Ainsi donc, le principe de la non-obligation des seigneurs aux dettes de leurs mainmortables, recevait, en de rares circonstances, les faibles tempéraments que dictait l'équité.

(1 et 2) Arch. Doubs. E. 373. Communautés et confréries.

CHAPITRE V

Rapports entre la condition mainmortable et la condition de droit commun

Nous avons développé les différents aspects de la mainmorte en Franche-Comté. Pour en faire davantage ressortir les effets ainsi que pour compléter notre étude du régime féodal dans notre province, il nous paraît nécessaire d'établir quelques rapprochements entre cette condition exceptionnelle des personnes et des terres et la condition de droit commun.

En conséquence, étudions d'abord brièvement les rapports dans la condition juridique des fonds mainmortables et des fonds de franchise ; insistons ensuite davantage sur les différences et les analogies entre les effets de la mainmorte et ceux de la franchise dans le domaine fiscal ; étudions enfin les procédés divers par lesquels les mainmortables pouvaient accéder à la franchise.

SECTION I

RAPPORTS DANS LA CONDITION JURIDIQUE DES FONDS MAINMORTABLES ET DES FONDS DE FRANCHISE

Entre le fonds de mainmorte et le fonds de franchise, dépendant d'un seigneur haut-justicier, il n'existe pas, au

premier abord, de différence apparente ; en principe, le fonds de franchise, même tenu par un homme franc, ne peut être aliéné ni hypothéqué sans le consentement du seigneur ; celui-ci peut user de son droit de retenue et même, si la vente est faite à son insu, de la commise, ainsi que dans le cas d'un fonds mainmortable.

Pratiquement cependant, les effets du droit féodal sont beaucoup moins sensibles en franchise qu'en mainmorte ; lorsqu'il est question d'aliéner ou d'hypothéquer un héritage franc, le seigneur ne refuse jamais son consentement, du moins nous n'en connaissons pas d'exemple.

Pourquoi ?

Parce qu'il n'y a aucun intérêt. Nous touchons ici à la différence capitale : le fonds de franchise tenu par l'homme franc ne fait jamais échute au seigneur, même si son tenancier décède sans communiars, auquel cas ses héritiers légitimes lui succèdent d'après le droit commun ; par ailleurs, si la famille du tenancier vient à s'éteindre, celui-ci dispose librement de son bien par acte de dernière volonté. Ainsi le seigneur consent toujours aux mutations, qui sont pour lui une source de profit, à raison des lods qu'il perçoit ; on ne craint même pas de l'indisposer en tardant à lui soumettre le contrat. Le registre de la seigneurie de Rougemont est très significatif à cet égard : alors que les contrats de vente de fonds mainmortables, lorsqu'ils sont consentis, le sont dans un délai de quarante jours, il s'écoule des mois, parfois des années, entre la vente des fonds de franchise et le consentement seigneurial.

Il n'en est pas de même en matière de mainmorte. Sans doute, lorsque les membres d'une même famille, groupés sous le même toit, sont respectivement appelés à la succession les uns des autres, le seigneur n'a-t-il aucun intérêt à dissenter à la vente pour sauvegarder ses droits à une

échute qu'il n'est pas encore près de recueillir. Il accordera donc son consentement, non pas précisément pour obliger son sujet, mais pour toucher des lods particulièrement élevés. Mais, lorsque le mainmortable vit seul sur sa terre, ou avec son conjoint, qui n'est pas son successible, le seigneur, comptant sur l'échute prochaine, n'a plus le même intérêt à consentir à la vente ; il est donc fondé à refuser.

Refusera-t-il dans tous les cas ? Ne se laissera-t-il jamais attendrir en voyant son sujet abandonné, implorant sa pitié ?

Le 25 octobre 1756, Marguerite Vannier la Mouche, demeurant à Villars-les-Blamont, de la directe mainmortable du prince de Montbéliard, adresse au Souverain une très humble requête, où elle représente :

« Que son mari étant mort sans enfants et ses biens qui étaient de condition mainmortable ayant fait échute, ils furent vendus au profit de la seigneurie, et elle fut obligée de se retirer alors les mains vuides à Vilers (Villars) lieu de sa naissance, ou au reste elle n'a trouvé qu'environ treize quarts de champs de peu de valeur qu'elle possède encore de la même condition de mainmorte qui ne lui rapportent aucun avantage, attendu qu'elle ne peut les faire valoir par elle-même et qu'elle ne trouve pas à les amodier, vu que personne n'est d'humeur de les mettre en état, par crainte d'en être bientôt destitué par la mort de la suppliante qui, destituée de tous autres biens, vieille, caduque et infirme, étant sourde et à peu près aveugle, comme il en paraît du certificat joint, ne peut plus travailler, et est conséquemment hors d'état de gagner sa vie, de façon que, ne pouvant même aller mandier elle est en danger de périr de disette et de misère ; c'est donc dans cet état pitoïable qu'elle prend la liberté de recourir à la grâce de Votre Altesse Sérénissime.

» A ce qu'il vous plaise, Monseigneur, lui permettre de vendre lesd. champs, pour du prix qu'elle pourra en tirer se sustenter sur la fin de ses jours, et ce sera une grâce spéciale qu'elle attend en faisant des vœux au Ciel pour le long et heureux règne de Votre Altesse Sérénissime.

Fait à Montbéliard, le 25 Octobre 1756.

Signé : FERRAND. »

Le 12 Novembre suivant, le procureur fiscal de la seigneurie de Villars, après avoir constaté l'état de dénuelement de la suppliante, écrit au Conseil de Montbéliard « que ce serait une grande charité de Nos Seigneurs de recevoir la suppliante à l'hôpital de Montbéliard, pour y vivre le reste de ses jours, dans ce cas les fonds appartenant à cette veuve seront vendus au profit du seigneur ou de l'hôpital, comme Nos Seigneurs le décideraient, sinon on ne peut s'empescher de permettre la vente desd. champs, pour subvenir à ses nécessités. Fait à Blamont, le 12 Novembre 1756. Signé Ligier. »

Le Conseil de Montbéliard exige cependant un supplément d'information, mais accorde partiellement satisfaction à la requérante ; le 15 novembre, il arrête que les pièces seront remises au sieur Parvenez, greffier, receveur et notaire royal, pour s'informer « de la nature, qualité et quantité de fonds que la suppliante possède et de la valeur d'iceux », et en attendant permet à la suppliante « d'en vendre à concurrence d'une somme de trente livres, qui sera remise entre les mains dud. sieur Parvenez, pour lui en remettre suivant ses nécessités ».

Le 27 Janvier 1757, Parvenez remet un état des fonds possédés par la suppliante à Villars ; il estime ces fonds, soit onze pièces de mainmorte et deux petits prés de franchise, à 151 livres « sur laquelle somme défalquant celle de 30 livres pour être remise à lad. veuve conformément

à la décision de nos Seigneurs pour sa subsistance, restera net 121 livres qu'il conviendra luy relascher dans peu de mois pour que cette veuve, étant véritablement d'un haut âge, caducque, sourde et aveugle, ne pouvant aller mandier son pain à cause de cette dernière infirmité, puisse vivre ».

Voilà une première solution ; les fonds seront vendus par les agents du seigneur, et le prix remis à la veuve au fur et à mesure de ses besoins.

Quant à recueillir la veuve Vannier à l'hôpital, le receveur n'est pas favorable à cette solution : « A supposer pour un moment que S. A. S. voulût par grâce et par charité luy accorder jusqu'à sa mort l'hôpital de Montbéliard, moyennant cette somme de 121 livres du restant de tous ses biens qu'elle possède, il sera indispensablement nécessaire de luy procurer une servante pour la conduire et garder, à cause de ses infirmités, particulièrement de la vue dont elle est privée, en sorte que l'hôpital en serait évidemment lésé par cette somme modique qu'elle abandonne pour n'en avoir davantage. »

Il est cependant un moyen « plus avantageux à S. A. S. et aud. hôpital », et qui mettrait en même temps la veuve à l'abri du besoin pour le reste de ses jours : c'est « d'abandonner tous les héritages ou fonds compris dans cet état à Jean-Jacques Mathiot, de Villars-les-Blamont, neveu de cette veuve, *sous les soumissions qu'il fait aussy cy jointes de la nourrir, entretenir, loger et garder jusqu'au moment de son décès*, et d'en passer acte à son profit par devant le tabellion de la Seigneurie de Blamont, en payant les lods et scélés ordinaires ».

Cet avis l'emporta. Le 31 Janvier, le Conseil de Montbéliard approuva les soumissions de Mathiot et lui permit « d'en passer acte en conséquence devant le tabellion de la Seigneurie de Blamont, sous les réserves ordinaires, pour

la conservation des droits de lad. Seigneurie, sur la nature des fonds dont il s'agit »⁽¹⁾.

Bref, au cas ci-dessus rapporté, le consentement à l'aliénation du fonds mainmortable revêt l'aspect d'une « grâce spéciale », que le seigneur dispense à un sujet lorsque celui-ci se trouve, non pas simplement dans un état de gêne extrême et hors d'état de gagner sa vie, mais véritablement « en danger de périr de disette et de misère » et « ne pouvant même aller mendier » en raison de son grand âge et de ses infirmités ; à ce prix seulement, on espère toucher le cœur du seigneur.

Mais tous les cas ne sont pas dignes de commisération. Le cahier de la communauté du Puis, de généralité de mainmorte, rapporte le cas d'un jeune homme de 26 ans « ayant 5 ou 6 ans de mariage, sans enfants », qui, « en grande nécessité d'argent » voulut s'aviser de vendre une pièce de terre. Or, « M. de Dennes, semi-chanoine de l'Eglise de Besançon, étant informé que le jeune homme n'avait point de lignée, lui a dissenti le contrat de vente, ce qui a presque mis au désespoir le jeune homme, de se voir réduit à la misère sur son propre bien, et à être obligé à payer les intérêts de l'argent du prix de la vente jusqu'à l'entier remboursement ». Il n'est pas le seul : « beaucoup de personnes sans enfants ont été obligées d'aller mendier l'aumône sur la fin de leur âge, faute de n'avoir pas eu la liberté de vendre de leur propre bien pour s'aider dans leur besoin par refus de consentement du seigneur. »⁽²⁾

Telle est bien la dernière ressource du mainmortable : mendier l'aumône. Que faire d'autre ? Vendre ses meubles ? « Une botte de paille pourrie qui ne sera remplacée qu'à la moisson prochaine ; des haillons dégoûtants...

(1) Arch. Doubs. E. 1047. Titres féodaux. Comté de Montbéliard.

(2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

Voilà tous ses meubles ! » s'exclame l'abbé Clerget. Intenter un procès au seigneur ? Mais sera-t-il en mesure d'effectuer les démarches et d'acquitter les frais indispensables ? En outre, le seigneur peut faire traîner les choses à sa fantaisie ; après avoir retardé son homme au bailliage, il le conduira au Parlement. Clerget rapporte le cas d'une veuve qui possédait des héritages en mainmorte de différents seigneurs, et qui, hors d'état de subsister, sollicita l'autorisation de vendre ses fonds : « Tous la lui ont refusée, dans la crainte de voir diminuer une échute qu'ils regardaient comme très prochaine ; il a fallu se pourvoir en justice pour faire décider la quantité d'héritages qu'il fallait vendre, et dans quelle directe ils seraient pris ; il a fallu prouver la nécessité sous le poids de laquelle gémissait cette malheureuse... Cependant, cette infortunée a péri de misère et les seigneurs qui se sont partagés son échute se sont applaudis d'une résistance qui leur a procuré le double avantage de jouir plus tôt de cette succession odieuse et de la recueillir toute entière »⁽¹⁾.

Rien de pareil en terre de franchise ; bien au contraire l'aliénation du fonds de franchise, par un tenancier de cette condition, ne souffre pratiquement aucune entrave, et cette liberté procède de l'absence d'échute qui enlève au seigneur tout intérêt, même éventuel, à s'opposer aux transactions.

(1) ABBÉ CLERGET. *Cri de la raison, ou examen approfondi des lois et des coutumes qui tiennent dans la servitude mainmortable quinze cent mille sujets du roi.*

SECTION II

RAPPORTS DANS LA SITUATION FISCALE

Les droits féodaux pesaient-ils plus lourdement sur les épaules des mainmortables que sur celles des paysans libres ?

Envisageons d'abord les redevances indistinctement payées par les fonds francs et les fonds mainmortables, et demandons-nous si ceux-ci étaient, à ce sujet, plus durement imposés que ceux-là. Nous rechercherons ensuite si les fonds de mainmorte et leurs tenanciers étaient, en raison de leur condition, soumis à des redevances particulières, dont les cultivateurs libres étaient exempts.

1° Redevances communes aux fonds de mainmorte et aux fonds de franchise.

Nous rencontrons communément le Cens, les Lods et la Dîme.

a) Le cens.

Le cens était la redevance féodale par excellence, le plus parfait témoignage de la directe seigneuriale. Mais les redevances perçues sous ce titre étaient si variées qu'il est impossible d'établir à ce sujet une différence quelconque entre le fonds de franchise et le fonds mainmortable ; il faudrait pouvoir comparer dans une même seigneurie, deux fonds de la même étendue, et donnant la même quantité du même produit. Lorsque le cens était payable en argent, son taux était parfois insignifiant, tombait à quelques sols ; lorsqu'il était payable en nature, il consistait tantôt en une redevance forfaitaire indépendante de la récolte (tant de bichots de froment, tant de mesures d'avoine), tantôt en une quotité de celle-ci (le quart, le

tiers, parfois la moitié du produit) ⁽¹⁾. Le défaut de paiement à l'échéance emportait une amende variant de 3 à 60 sols estevenans.

b) Les lods.

A l'occasion du consentement qu'ils donnaient aux mutations, les seigneurs, nous l'avons vu, percevaient des droits de lods. Le taux moyen consacré par la coutume était le douzième du prix de la vente.

Les lods étaient-ils plus élevés en mainmorte qu'en franchise ?

Dans une même seigneurie, les fonds en mainmorte sont ordinairement plus imposés que les autres. Ainsi à Villers-Chief ⁽²⁾, les lods perçus par la Comtesse de Marsans, sur les terres de mainmorte, varient du tiers au dixième denier; sur les fonds francs, ils sont au douzième denier. Cette même dame, dans sa terre de Belvoir ⁽³⁾, perçoit les lods au tiers denier sur les fonds de mainmorte, au douzième sur les terres de franchise.

En 1787, les Bénédictins de Mont Roland, affranchissant de la mainmorte personnelle et réelle les habitants et communauté de Jalleranges, se réservent les droits de consentement, de retenue et les lods, mais ceux-ci ne seront dus qu'à raison du douzième du prix, au lieu du tiers ⁽⁴⁾.

Les habitants de Bretonvillers, ceux de Vellerot-les-Vercel, localités en partie de mainmorte, réclament dans leurs cahiers « la réduction des lods de terres de mainmorte au douzième denier suivant la coutume du pays. » ⁽⁵⁾

Donc, dans une même seigneurie, sous le rapport des

(1) Les fonds dépendant de la Chapelle Sainte-Odile, dans le bailliage d'Ornans, payaient un cens de la moitié des fruits.

(2 et 3) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(4) Arch. Doubs. 32 H. 44.

(5) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

lods l'on note une sensible différence à l'avantage de la franchise.

Si l'on compare maintenant les lods payés en généralité de mainmorte, avec ceux payés dans les seigneuries de franchise, l'on constate les plus grandes variations :

En terre de mainmorte, les lods les plus élevés atteignent la moitié du juste prix des aliénations, comme à Huanne ou à Gouhelans, où l'arbitraire du seigneur, M. de Pouthier, a imposé les habitants à ce taux « au lieu du tiers comme il est reconnu par leur terrier » ⁽¹⁾.

En terre de franchise, les lods les plus bas étaient dus à M. Vorget, Avocat au Parlement, seigneur de Rougemont, où il n'exigeait que le quarantième denier du prix des aliénations ⁽²⁾. Par ailleurs, se manifestaient les mêmes abus qu'en mainmorte : à Cusance-le-Châtel, les cahiers nous apprennent « que malgré l'énonciation de franchise dans les contrats de mutation pour lesquels il n'est dû des lods qu'au douzième denier, les seigneurs les exigent au quart du prix, qu'ils perçoivent aussi les lods sur les mutations des portions de communaux, qu'ils usent sans aucun droit sur ces portions de communaux de droits de retenue et dissentement » ⁽³⁾.

Ainsi donc, si d'une seigneurie à l'autre, les lods paraissaient, à première vue, plus élevés en terre de mainmorte qu'en terre de franchise, il n'en existait pas moins dans ce dernier cas comme dans l'autre une large place à l'arbitraire et à l'oppression.

c) *La dîme.*

La dîme était une redevance sur le produit des héritages à l'effet de subvenir aux frais du culte et à l'entretien des

(1) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II, p. 27 et 56.

(2) Arch. Doubs. L. 03. Tribunal du district de Baume.

(3) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

pasteurs. Elle n'était pas un droit spécifiquement seigneurial, mais faisait néanmoins partie de ce « *complexum feudale* » par lequel Dumoulin désignait l'ensemble des droits qui se trouvent ordinairement entre les mains des seigneurs.

Il semble, au premier abord, qu'elle devait peser également sur tous les fonds, quelle que fût leur condition :

M. Balthazar, seigneur de Saint-Combrans, percevait sur le finage de Rang-les-l'Isle une redevance sur toutes les graines qui se lient, savoir « sur les héritages de mainmorte au feu du douzième et sur ceux de franche condition de l'onzième ». Une telle redevance, à son avis, ne pouvait être une dîme. « Une redevance qui différencie ainsi ses redevables, exposait-il au Directoire du district de Baume en 1791, ne peut avoir l'Eglise pour sa source... » « Qu'est-ce qu'une dîme ? de simples dons donnés à l'Eglise par les fidèles, sur les fruits de leur culture ; ses soins égaux pour tous ne souffrent point de différence dans les récompenses qu'elle en reçoit, ses offices se célèbrent, ses sacrements s'administrent, pour tous indifféremment...; tous, en recevant les mêmes services, lui doivent les mêmes rétributions. » La redevance en question n'était autre qu'un terrage.

Toutefois, le titre produit ne prêtait à aucune équivoque. Le directoire de Baume jugea que la redevance n'était pas un terrage, mais une dîme, que le seigneur partageait avec l'abbaye des Trois-Rois et le curé du lieu ; et il ajoutait : « La disparité dans la quotité de la perception ne change rien à son essence »⁽¹⁾.

Il est curieux d'observer, au cas particulier, que les fonds de mainmorte jouissaient d'une légère remise,

(1) Arch. Doubs. Q. 31. Domaines nationaux.

puisqu'ils ne payaient la dîme qu'à la douzième gerbe au lieu de la onzième.

A Velle-sous-le-Mont, c'était l'inverse; le cahier porte qu'« outre la dîme ordinaire qui est de douze gerbes ou monceaux, l'un sur la franchise et de onze sur la mainmorte », « il y a un second dîme que le seigneur s'est approprié depuis peu sur les terres de franchise qui dépendent de la seigneurie du Châtillon... iceluy appelé terrage » ⁽¹⁾.

Par ailleurs, l'assiette de la dîme était plus large sur les fonds en mainmorte; en territoire de Valonne, les héritages mainmortables étaient assujettis « à la dîme au douzième de froment et d'avoine » et à la dîme de chanvre au onzième, au onzième et demi et au douzième; mais « les vergers clos et autres pièces franches ne dîmaient pas pour le chanvre » ⁽²⁾.

Mais ce sont là des cas d'espèce qui n'infirmement le principe de l'égalité des héritages devant la dîme. Elle pesait cependant plus lourdement sur les mainmortables, car elle venait grossir le fardeau des charges et redevances dont ils étaient par ailleurs accablés.

Précisons ce dernier point.

2° Redevances incombant spécialement aux mainmortables.

Il ressort de la lecture des cahiers que les communautés de mainmorte acquittent des redevances d'une nature particulière, dont nous ne rencontrons aucune trace en terre de franchise. Il ne peut être question de dénombrer toutes ces redevances; de leur variété infinie, nous allons extraire seulement les plus originales et les plus typiques

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(2) Arch. Doubs. L 1646, f° 25. District de Saint-Hippolyte. Pétitions et arrêtés.

Elles présentaient les caractères suivants :

a) Elles n'étaient le prix d'aucune concession primitive de fonds ou d'autres droits réels.

Ces redevances étaient dues par les mainmortables tantôt à raison de la servitude personnelle, tantôt à raison de la possession de fonds de mainmorte. Telles étaient les tailles arbitraires : ainsi à Ecurcey, dépendant de la seigneurie de Blamont et composée de 45 feux, les seuls mainmortables payaient annuellement pour tailles 32 livres, 4 sols, 6 deniers, soit 26 sols 6 deniers « pour leur corps » et 30 livres 18 sols « pour tailles seigneuriales sur les fonds de mainmorte » ⁽¹⁾. A Laissey, le comte de Lallemand exigeait « par chaque tête dès l'âge de 3 ans, un pénal de froment du poids de 25 livres » ⁽²⁾. La redevance de poules participait du même caractère : elle était due le plus souvent à raison d'une par feu et ménage; pourtant, à Grand-Charmont, dans le Comté de Montbéliard, chaque maison du village devait deux gélines, à l'exception de celles de deux particuliers qui étaient franches; celles bâties sur les communaux en devaient une troisième ⁽³⁾. Telles étaient encore les corvées de toutes espèces, de bras, de charrue, de voitures, qui astreignaient souvent les sujets à des déplacements dispendieux ; citons les habitants de Villers-Buzon (Doubs), mainmortables du Chapitre métropolitain de Besançon, obligés de rendre chaque année à MM. du Chapitre « en leur hôtel » à Besançon « une bonne voiture de bois, raisonnablement chargée, la veille de chaque jour de fête de la Nativité de Notre-Seigneur », soit d'effectuer un voyage de trente kilomètres et ce « sous peine de 60 sols d'amende » ⁽⁴⁾. Citons encore les corvées de chasse : les

(1 et 2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage d'Amont.

(3) Arch. Doubs. E. 558. Communautés et confréries.

(4) Arch. Doubs. B. 1634. Arrêts de la Chambre des Requêtes.

habitants de Longeville, Beutal, Blussangeaux dénoncent « la sujétion d'obéir aux gardes du seigneur (le prince de Montbéliard) lorsqu'il commande d'aller à la chasse aux loups, tandis que ses vues sont de tuer le gibier manducable qu'il oblige les communautés de conduire à Montbéliard à leurs frais » (1).

b) La grande majorité de ces redevances remontait à l'origine de la féodalité, époque de troubles et d'insécurité où les seigneurs assuraient la protection de leurs sujets, et leur offraient dans l'enceinte de leurs châteaux un refuge contre les incursions inopinées. En conséquence, ils exigeaient, pour être en mesure de remplir, le cas échéant, leurs obligations tutélaires, des prestations diverses : guet et garde, entretien des murailles, curages des fossés, etc... ; ces prestations furent par la suite converties en redevances pécuniaires.

Or, au XVIII^e siècle, le seigneur avait depuis longtemps abdiqué sa mission protectrice entre les mains du roi, dont la police était seule chargée de veiller à la sécurité des campagnes ; les châteaux-forts avaient presque partout disparu ; les seigneurs eux-mêmes avaient déserté leurs terres et vivaient à la ville. Les redevances ci-dessus rappelées auraient dû disparaître, étant désormais devenues sans cause. Elles continuaient cependant d'être exigées par des seigneurs avides sur de nombreuses communautés mainmortables. Ainsi, en 1789, les habitants d'Arcey avaient un procès pendant au Conseil d'Etat avec le prince de Montbéliard au sujet de la redevance de guet qu'ils payaient à raison d'une quarte de blé froment par chaque feu et ménage. Le seigneur de Chatillon avait jadis « pour entretenir ses troupes, réparti sur toute la Seigneurie, une

(1) Arch. Doubs, Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

somme de 120 livres » dont 10 livres 3 deniers pour les habitants de Fleurey (Doubs). « Or, précise le cahier, il y a plus de 150 ans qu'ils paient ce droit et que le seigneur ne fournit aucun appointement aux troupes qui ne subsistent plus. » ⁽¹⁾

A Bief, le seigneur avait récemment fait condamner les habitants à lui livrer un droit de terrage du douzième de toutes les graines, sur la généralité de leur territoire. Voici, d'après le cahier, l'origine de cette redevance : « Nos ancêtres payaient ce dîme au seigneur dans le temps que les guerres des Suèdes égorgeaient tous les habitants (*sic*) ; au réciproque de quoi, le seigneur s'obligeait de les retirer dans son château et de les garder des mains des Suèdes ; à présent que le roi Louis XVI tient bonne police, nous n'avons plus besoin de payer pour nous cacher dans ce château qui est en ruine et désert. » ⁽²⁾

Dans un ordre d'idées voisin, les mainmortables de Seloncourt et d'Ecurcey devaient chacun à leur seigneur « une quarte de grains moitié blé et moitié avoine, dit coupot de Thulay », pour la « servitude corvéable », à laquelle ils étaient assujettis autrefois « pour aller labourer les terres de la Grange de Thulay, lorsque le seigneur la faisait valoir par lui-même ». Cette servitude, remarquent-ils, « ne devrait plus subsister depuis que le seigneur a amodié ladite grange à sept particuliers qui en payent rente et composent même une communauté » ⁽³⁾. De même, la communauté d'Arcey acquittait encore 1 livre 10 sols, pour droit de paisselage « quoi qu'il n'y ait aucune vigne », et un cens annuel de 12 livres sur un moulin qui ne subsistait plus depuis « plusieurs siècles » ⁽⁴⁾.

(1, 2 et 3) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(4) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

c) D'autres prestations n'avaient jamais eu de raison d'être bien définie, du moins n'avaient jamais puisé leur justification dans un service quelconque du seigneur. Plus que jamais au XVIII^e siècle, elles insultaient à la population des campagnes ainsi que l'expression toujours vivante de la tyrannie et de l'oppression.

A l'occasion du mariage de sa fille aînée, le seigneur de Laissey exigeait encore un écu de chaque particulier ; le marquis de Grammont, seigneur d'Abbenans, 3 livres ⁽¹⁾. Le dernier seigneur de Fondremand (Haute-Saône), le baron Iselin de Lasnans, ayant rencontré certaines résistances de la part des habitants se pourvut devant l'intendant de Franche-Comté qui ordonna la répartition de la somme exigée, suivant les voies de l'imposition ordinaire. Le même seigneur percevait à Gondenans, à Montby, à Echarquenans, une quarte d'avoine, par feu et ménage, pour droit de port de lettres ⁽²⁾.

Du droit de marquette, souvenir de l'époque où les vassales venaient le soir de leurs noces faire au seigneur l'hommage de leur virginité, nous rencontrons une attestation précise dans le cahier de Senargent (Haute-Saône), village mainmortable de l'abbaye des Trois-Rois. Chaque année bissextile, chaque ménage de la localité payait 15 sols pour ce droit ⁽³⁾.

Signalons encore des redevances dérivées du droit de chasse. La communauté de la Bretenière (Doubs) représente qu'elle paie au 11 novembre de chaque année au prince de Montbéliard 48 mesures d'avoine, redevance appelée « gîte au chien », « droit abusif, injuste, insolite, odieux, monstrueux, qui n'a pris son origine que dans l'iniquité

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

(2 et 3) Arch. Doubs, *Cahiers de doléances du bailliage de Baume*.

et la vexation : le prince de Montbéliard, abusant de son autorité, prétendit avoir le droit (qui serait totalement contre le droit naturel, divin, humain, etc...) de chasser par tout le territoire de la Bretenière, les fruits pendants, ce qu'il ne pouvait faire avec une multitude de chiens et de chevaux, sans ravager les campagnes et ôter aux cultivateurs l'espérance de recueillir les fruits de leurs travaux. Ces habitants, plus timides qu'on le serait aujourd'hui, n'osèrent s'opposer à une telle atrocité et préférèrent pour se rédimier de cette usurpation de droit, de transiger avec led. prince au moyen de 48 mesures d'avoine, qu'ils s'obligèrent de lui livrer sous le principal portail de la royale abbaye de Baume » ⁽¹⁾.

En certains lieux, les habitants étaient encore tenus de nourrir la meute du seigneur : ainsi, à Droitfontaine, la communauté devait « par chaque feu et ménage, cinq mesures et demi combles d'avoine pour la nourriture des chiens du château, et 59 sous pour l'entretien des gites aux chiens » ⁽²⁾.

Par ailleurs, l'abbé Clerget rapporte qu'au cours d'un procès en Parlement entre les habitants d'une localité et leur seigneur, dont il n'ose révéler le nom, il fut donné lecture à l'audience d'un acte d'abonnement, par lequel les habitants s'étaient obligés, dans le cours de soixante ans, à des corvées et prestations diverses, « à condition que le seigneur, de son côté, renoncerait pendant le cours de cet abonnement, à son droit de les conduire à la chasse et de les faire éventrer l'hiver pour se réchauffer les pieds dans leurs entrailles fumantes » ⁽³⁾.

Citons encore une très curieuse prestation : l'offrande de glace au Chapitre de l'Eglise métropolitaine de

(1 et 2) Arch. Doubs, Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(3) CLERGET *Cri de la raison*.

Besançon. Les habitants tenementiers du meix Maillard, situé aux village et territoire de Vellerot-les-Vercel, dépendant des prébendes de Tarcenay, de la directe mainmorteable du Chapitre métropolitain, étaient chargés « outre les redevances à cause de la mainmorte pour tous les fonds qui composaient led. meix, d'offrir chaque année un morceau de glace du poids de six livres » à la grand'messe qui se célébrait en l'église métropolitaine le 3 août, jour de fête de l'Invention de Saint-Etienne. Les habitants présentèrent en 1785 une requête au Chapitre, pour le supplier de vouloir bien les « exempter, libérer et décharger » de ladite redevance de glace, « peu utile au Chapitre, devenue d'ailleurs par le préjugé, l'ignorance ou autre cause insupportable et de la plus grande conséquence pour lesd. habitants », offrant une somme en argent de 200 livres pour indemnité.

Le 5 août 1785, une délibération capitulaire les affranchit de cette prestation aux conditions proposées ⁽¹⁾.

Les prestations diverses que nous venons d'énumérer sont les attributs obligatoires de la servitude. Au sein d'une même communauté, elles établissent une inégalité choquante entre les habitants, suivant qu'ils sont francs ou affectés de la macule. A la fin du xviii^e siècle, à Villars-les-Blamont, qui était en partie mainmorteable, le procureur fiscal de la seigneurie différencie ainsi les redevables :

« Il y a quelques particuliers qui sont, ainsi que leurs maisons, de franche condition et dont l'origine de leur affranchissement se perd dans les siècles reculés ; d'autres ont été affranchis depuis quelques années, les uns et les

(1) Arch. Doubs. G. 229. Délibérations du Chapitre métropolitain de Besançon. Dél. du 5 août 1785.

autres payent seulement les quartes de fourgs, comme tous les autres habitants sans exception. Les derniers affranchis payent en outre quelques cens pour raison de leur affranchissement. *Mais les sujets mainmortables, indépendamment de quartes de fourgs, payent aussi les droits de guet, fuage, affuage, charriage, les poules, les quartes de Thulay, et sont sujets aux corvées comme tous les autres mainmortables de la seigneurie.* » ⁽¹⁾

Ces redevances n'étaient point négligeables : aussi voit-on parfois, au XVIII^e siècle, des seigneurs de communautés affranchies de longue date, tenter, non sans succès, de les asservir à nouveau, sinon à la mainmorte même, du moins aux charges qui l'accompagnaient jadis.

Les communautés de Longeville, Villedieu, Brey et Maisons du Bois (arrondissement de Pontarlier), dans une adresse à l'Assemblée Nationale, le 13 juin 1790, remontrent que, affranchis en 1340 par le seigneur de la maison de Châlons « de tout en tout, ce sont les termes de l'acte », les habitants « se sont crus exempts de corvées comme de toutes les autres attéances de la mainmorte ». « Cependant, l'abbé commendataire de Sainte-Marie voulut, en 1724, les remettre sous ce joug odieux ; il échoua, mais le dernier abbé, le sieur de Fargonel, conseiller clerc à la Grande Chambre du Parlement de Paris, est venu à bout de faire déclarer les suppliants, sinon mainmortables, au moins corvéables, et il les a fait condamner par arrêt du Parlement de Franche-Comté du 5 août 1782, à une somme de trois mille huit cents livres, pour prix de corvées qu'ils avaient refusées à la réédification de son moulin bannal de Rochejean, rétabli peu auparavant, et à la somme de douze cent quarante-quatre livres cinq sols dix deniers,

1. Charles MATHIOT. *Un village mainmortable : Villars-les-Blamont*, p. 108.

pour frais, suivant exécutoire du quatorze septembre 1782, et quoique le rentier du seigneur portât obligation de sa part de payer pour chaque corvée la somme de quatre engrognes, l'arrêt... n'a fait aucune diminution pour les engrognes non payées aux travailleurs. » Une transaction cependant intervint l'année suivante, laquelle diminua la somme de 1.200 livres « pour partie de ces engrognes et pour raison de trop haute estimation des corvées ».

Les mêmes communautés déclarent, dans leurs cahiers, payer en outre « des petites tailles », et dénoncent le « secret adroit et le moyen oblique », dont les seigneurs ont usé depuis leur affranchissement, pour « les asservir à des contributions plus onéreuses mêmes que d'autres communautés de la même terre » ⁽¹⁾.

Ainsi donc, sous l'arbitraire, les communautés affranchies n'étaient pas elles-mêmes à l'abri de tout retour offensif de leur tyran, en vue de les réassujettir aux modalités de leur première condition.

Telles sont, brièvement rappelées, les charges et redevances désuètes dont, en principe, les seuls mainmortables ont hérité de leurs ancêtres. Si nous ajoutons les impôts royaux, les diverses charges vicariales et locales, on se demande avec curiosité ce qu'il pouvait rester à chaque redevable.

Le cahier de Hyémondans, à cet égard, nous donne un tableau détaillé des charges et des revenus de la communauté :

TABLEAU DES REVENUS

Le territoire produit :

1.300 mesures de froment et autant d'avoine, dont le

(1) Arch. nat. D. XIV. 3.

seigneur emporte le sixième. Il reste donc 1.084 paires (Le paire = 2 mesures) qui donnent, à raison de 6 livres l'un, un revenu de 6.504 livres.

60 quartes de pommes de terre à 12 sols la mesure, donnant 36 livres.

100 voitures de mauvais foin servant à la nourriture du bétail.

600 livres d'œuvre du cru de leur chanvre à 10 sols la livre, donnant 300 livres.

Le revenu total des habitants s'élève à 6.840 livres.

TABLEAU DES CHARGES

Prestations exigées par le seigneur de la Communauté :

Un cens de 46 mesures et demi de froment à 6 livres le paire, soit.....	138 livres
2 quartes de four par feu, à 4 livres 10 sols l'une, soit	297 »
Un cens sur les prels et les vergers, soit..	10 »
4 sols par charrue étant au nombre de 15, soit	3 »
1 boisseau de pois encore par charrue à 2 livres l'un, soit.....	30 »
2 voitures de bois par charrue abonnée 20 sols, soit	15 »
1 poule blanche par ménage à 12 sols, soit	19,16
1 corvée de rateau par ménage, estimée 12 sols soit	19,16

Transport des dîmes au prieuré de Lanthenans, par tous ceux ayant charrue ou voiture :

8 voitures à 2 livres l'une, soit.....	16 »
Cens de 80 quartes de blé, pour accen-	

sement du moulin, à 4 livres 10 sols la mesure, soit	360	»
40 voitures de foin provenant de l'amodiation des prels du seigneur, soit.....	700	»
Une « tuilerie » avec un champ de 3 mesures amodiés 150 livres, soit.....	150	»
170 arpents de bois qui ont été vendus à raison de 40 livres l'arpent, « ce qui forme un bloc de 6.800 livres et un revenu annuel de 272 livres », soit.....	272	»

« En récapitulant, il se trouve que le seigneur perçoit sur la communauté un revenu annuel de 2.030 livres. »

Et ce « outre la dîme à la 6^e, et non compris encore ce que lui valent les lods au denier 12, les échutes, les amendes de sa justice ».

Or, si le seigneur emporte pour la dîme le sixième de 1.300 mesures de froment et d'une égale quantité d'avoine, évaluées 6 livres le paire ou 3 livres la mesure, cette dîme donne au seigneur un revenu de 1.300 livres, formant un total de 3.330 livres.

Comme la communauté de Hyémondans n'était composée que de 33 feux et ménages, il apparaît que chacun d'eux faisait, en moyenne, chaque année, un revenu d'au moins 100 livres à son seigneur.

La communauté supportait encore 1.800 livres d'impositions royales ; elle évaluait, en outre, à 200 livres ses charges locales, à 60 livres ses charges curiales. Bref, en récapitulant, même en faisant abstraction de certains articles sans répercussion immédiate sur les budgets particuliers (telle la vente des 170 arpents dont il est question plus haut), l'on peut évaluer approximativement à 5.000 livres la masse des impositions afférant à la communauté.

Si l'on considère que les revenus de la communauté

ne dépassaient guère 6.800 livres, qu'elle était en outre obligée « pour le resemage des terres de jeter en terre plus du quart de son grain », on sera convaincu « que ses charges et dépenses sont au moins égales à ses revenus », et qu'il ne reste à ses habitants « que l'unique espoir d'être toujours malheureux et esclaves » ⁽¹⁾.

Hyémondans, il est vrai, était, de toutes les communautés mainmortables que nous avons rencontrées, la plus lourdement imposée. A Droitfontaine, le taux moyen des impositions seigneuriales, dîmes comprises, restait cantonné pour chaque feu et ménage, autour de 50 livres. Nous retrouvons le même taux à Châtillon-sous-Maîche « sans compter les droits de lods, de retenue et l'obligation de voiturier le grain ». A Arcey, la part moyenne de chaque feu ne dépasse pas 44 livres, 34 livres à Ecurcey, et 18 livres à Dannemarie.

L'écart prodigieux des impositions royales aux impositions seigneuriales, atteste que les communautés mainmortables sont exceptionnellement pressurées par les seigneurs. Ainsi, Dannemarie, avec 35 feux, paie au seigneur 647 livres et 230 livres au roi ⁽²⁾. A Arcey, composé de 120 feux, les impositions seigneuriales, dîmes comprises forment un total de 5.473 livres 17 sols 9 deniers, sans compter les échutes, amendes, consentement, estimées 600 livres ; les impositions royales ne sont que de 2.037 livres, 4 sols ⁽³⁾. Hyémondans qui fait à son seigneur un revenu annuel de 3.330 livres, ne donne que 1.800 livres au roi.

Cet écart est nettement plus restreint dans les communautés de franchise ; il tourne même à l'avantage

(1 et 2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(3) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

des impositions royales. Ainsi, Saint-Julien, communauté de la terre de Maîche, composée de 50 feux, dont tous les habitants étaient francs, comme l'atteste l'abbé Richard ⁽¹⁾, acquittait annuellement 2.726 livres pour impositions royales alors que les droits seigneuriaux et curiaux ne dépassaient pas 1.600 livres, ainsi qu'il est rapporté dans le cahier de 1789.

Notre comparaison entre francs et mainmortables permet d'entrevoir combien la franchise paraissait enviable à ceux qui gémissaient sous la servitude. Mais les mainmortables avaient-ils la possibilité de l'acquérir ? Auraient-ils été moins favorisés que les esclaves des cités antiques que la loi autorisait à racheter leur liberté ?

Etudions les principaux modes d'affranchissement de la mainmorte et leur mise en œuvre concrète au XVIII^e siècle.

SECTION III

COMMENT LES MAINMORTABLES ACCÉDAIENT À LA FRANCHISE

Les modes d'affranchissement les plus fréquents sont l'affranchissement par convention et l'affranchissement par désaveu : signalons, pour mémoire, l'affranchissement par la prescription.

§ I^{er}. — *L'affranchissement par convention.*

Le moyen le plus commode et peut être le moins dispendieux de sortir de la servitude et d'en tirer ses biens,

(1) ABBÉ RICHARD. *Monographie du bourg et de la terre de Maîche.*

était d'obtenir à cet effet le consentement du seigneur. Dans quelle mesure est-il accordé au XVIII^e siècle ?

Les affranchissements de la mainmorte personnelle sont facilement accordés, car ils ne sont pas préjudiciables au seigneur ; ainsi que l'explique Dunod « tandis qu'il lui reste la même quantité de meix mainmortables, d'autres personnes viennent s'y établir, et encourent la mainmorte à la place de celles qu'il a affranchies » ⁽¹⁾. Aussi, de tels affranchissements sont-ils accordés, moyennant une redevance de principe, quelquefois même gratuitement ; ainsi, le 10 octobre 1782, Messire Louis-Etienne-Marie Desmiers d'Archiac, marquis de Saint-Simon, seigneur de la Grande Résie et autres lieux, Commandant en la province de Franche-Comté, et son épouse, « désirant donner des marques de leur bienfaisance à Jean François Beuchey, originaire de la Grande-Résie, bas-officier vétérân demeurant à Gray, leur sujet mainmortable », l'affranchissent « de la macule de mainmorte personnelle dont il est affecté envers eux pour par led. Beuchey et sa postérité, être francs et déchargés de lad. macule de mainmorte, jouir et disposer à l'avenir de leurs biens, comme ils trouveront convenir » ⁽²⁾.

Mais les affranchissements des fonds et héritage sont plus difficiles à obtenir.

En effet, de tels affranchissements sont, au XVIII^e siècle, fort préjudiciables pour les seigneurs, car ceux-ci tirent de la mainmorte, semble-t-il, à cette époque, un revenu plus fort qu'autrefois ; en voici les raisons :

Au temps passé, les familles mainmortables formaient de puissantes communautés, dont l'unique objet était de faire fructifier le meix des ancêtres et d'y perpétuer leur

(1) DUNOD. *Traité de la mainmorte*, p. 230.

(2) Arch. Doubs. E. 3587. Titres de familles. Premier suppl.

descendance ; la culture de la terre, vu le grand nombre de travailleurs, donnait à la communauté des ressources plus que suffisantes ; les aliénations de terres étaient donc rares et les échutes plus rares encore. Dans de telles conditions, l'affranchissement sollicité était presque toujours accordé par le seigneur, qui touchait en cette occasion une somme voisine du prix de la terre.

Il n'en est plus de même au XVIII^e siècle : on déserte les campagnes, on cherche fortune selon ses aspirations ; les grands domaines sont morcelés, les aliénations se multiplient, ce qui augmente le rapport des lods particulièrement élevés en terre de mainmorte ; les communautés s'éteignent ; les biens retournent fréquemment au seigneur. Un état des échutes arrivées dans la terre des Rousses, de la directe mainmortable du Chapitre de Saint-Claude, du mois de mai 1772 au mois de février 1775, « sans préjudice de celles dont on ne serait pas instruit », retrouvé parmi les papiers des fermiers Bonnefoy, ne signale pas moins de huit échutes donnant un total de 18.700 livres. La plus élevée atteignait 8.000 livres ; la moins élevée 400 ⁽¹⁾.

En l'occurrence, les seigneurs sont peu portés vers les affranchissements réels. Ceux que nous avons rencontrés portent sur des meix de faible consistance, ordinairement sur la maison et le clos attenant, et sont consentis à des conditions très onéreuses.

Le 20 avril 1787, le prieur de Morteau affranchit de la mainmorte, à la prière de Robert Ignace Foulte, de Fuans, « une demie-maison située aud. lieu de Fuans, dont l'autre moitié appartient à Augustin Jeannerot, avec le clos de la contenance d'environ un demi journal dans lequel est enclavée la maison », ainsi qu'une autre pièce de terre

(1) Arch. Jura, Les Rousses : Historique et descriptif. 1907. N° 14.

en nature de clos d'un demi-journal, faisant partie de la directe du membre d'Eysson, dépendance du prieuré de Morteau. Cet affranchissement est fait moyennant le cens annuel, perpétuel et indivisible de 10 livres, spécialement hypothéqué sur les fonds dud. Foulte, qui « oblige sous le scel du Roy ses biens présents et futurs et ceux de ses hoirs ou ayant-droit solidairement »⁽¹⁾.

Le 17 novembre 1785, Maurice de Renouard, marquis de Sainte-Croix, seigneur de Scey, Maizières, Malbrans et autres lieux, affranchit les frères et sœurs Alixand, originaires d'Amondans, de la macule de mainmorte, ainsi que leur maison sis audit Amondans « consistant en deux rains avec le jardin au joignant de lad. maison », réserve faite des droits seigneuriaux, tels que quartes de four, cens, lods, retenue, et ce moyennant la somme de 180 livres payées comptant ⁽²⁾.

Ainsi donc, une première raison, d'ordre pécuniaire, détournait des affranchissements réels ; mais l'on rencontre par ailleurs une appréhension d'un ordre particulier, qui, à notre avis, fut la raison profonde des refus opposés à maintes demandes d'affranchissement.

En 1754, Marie-Françoise Magnin, femme de Louis Clerc, conseiller du Roi et maître particulier en la maîtrise des Eaux et Forêts au département de Baume, présente au prince de Montbéliard une requête tendant à l'affranchissement des fonds dont elle vient d'hériter de ses père et mère, en territoire d'Arcey, et ce « moyennant une somme fixe ou un cens qu'il plaira à son A. S. de fixer ».

Dans l'avis que M. Bouthenot adresse en haut-lieu sur la demande de Clerc, on lit ceci :

« La terre de Grange étant en généralité de mainmorte,

(1) Arch. Doubs. 34. H. 238.

(2) Arch. Doubs, E. 3497. Titres de familles. Premier suppl.

on ne peut-être trop attentif à la conserver. » Or, un affranchissement individuel accordé en terre de mainmorte, « fait tache d'huile », « en ce qu'insensiblement ceux qui obtiennent ces sortes d'affranchissement ou leurs descendants et ayant-droit, tâchent de les étendre au possible, soit en y comprenant par la suite des temps et suivant la révolution des circonstances des fonds qui n'en firent jamais partie, soit en y construisant des bâtiments qui les mettent dans le cas de l'exemption du paiement des droits et prestations ordinaires, dont sont tenus les résidents en mainmorte envers leur seigneur, et en dérogeant par là peu à peu à la généralité de mainmorte, dont une terre ou un village peut être affectée et occasionnent un jour ou un autre des procès toujours dispendieux pour un seigneur, quelque favorable qu'en puisse être le succès, très souvent douteux, malgré le bon droit le plus apparent.

» Nous en faisons, Monseigneur, la désagréable expérience par plusieurs procès que S. A. S. est obligée de soutenir pour le même fait contre différentes communautés de la même terre, par devant le Parlement de Franche-Comté.

» Dans ces circonstances, notre très humble avis ne pourrait être favorable à la suppliante pour l'affranchissement de mainmorte qu'elle désire. »

Il est vrai qu'en refusant l'on s'expose au ressentiment du mari, « lequel par l'emploi de maître particulier en la Maîtrise des Eaux et Forêts de Baume qu'il occupe, est en situation, s'il le veut, de causer des difficultés et des inquiétudes par rapport aux forêts que S. A. S. possède dans les seigneuries de Blamont, Clémont, et de Chatelot, situées dans son ressort et de sa juridiction, et soumises à l'observation des ordonnances des Eaux et Forêts de France, observation qui rencontre des difficultés infinies,

soit pour l'administration, soit pour l'exploitation, et dont la contravention emporte des amendes exorbitantes ».

Mais l'inconvénient sera passager : « Il est bien vrai que la vénalité des emplois étant reçue en France et y étant des plus fréquentes, la crainte que l'on aurait d'essuyer le ressentiment dud. Clerc, pour cause d'un refus sur la demande de son épouse cesserait dès qu'il viendrait à vendre le sien, et qu'ainsi elle ne serait que pour un temps qui serait toujours bien court, vis à vis le temps reculé auquel pourrait s'étendre l'affranchissement de la mainmorte dont il s'agit. »

Cet avis l'emporta. Le 27 novembre 1754, on annonce à Clerc que son A. S. « n'est pas encore disposée d'accorder à Mad. Clerc sa demande, par des considérations tirées de l'état de choses au village d'Arcey »⁽¹⁾.

Ainsi donc, au cas envisagé, ce n'est pas une considération d'ordre pécuniaire qui retient le seigneur ; de par sa fonction de maître particulier, le requérant paraissait aisé et disposé à accepter les conditions les plus élevées (« une somme fixe ou un cens qu'il plairait à son A. S. de fixer »). Le prince veut conserver sa directe mainmorte dans son intégrité ; or, il craint les répercussions qu'un affranchissement, en apparence limité, peut avoir, par la suite, sur son étendue.

Telles sont les raisons conjuguées pour lesquelles les affranchissements sont si rares au xviii^e siècle.

L'affranchissement par convention restait subordonné au bon vouloir du seigneur. Cependant, s'il refusait, tout espoir n'était pas perdu pour le serf auquel la coutume avait accordé un suprême moyen de sortir de la servitude : le désaveu.

(1) Arch. Doubs. E. 371. Communautés et confréries.

§ II. *L'affranchissement par désaveu.*

L'article 4 de la Coutume du Comté (au titre de la Mainmorte) prévoit que l'homme de mainmorte pour lui et sa postérité à naître, « peut délaisser et abandonner son seigneur, en renonçant audit seigneur ses meix et héritages mainmortables... et les deux parts de ses meubles, quelque part qu'ils soient, et par cette manière acquerra led. homme franchise et liberté pour lui, et sadite postérité dessus déclarée ».

Ce mode d'affranchissement s'appelait désaveu.

Bien que prévu par la Coutume, le désaveu n'était pas admis dans toutes les seigneuries mainmortables de la province ; il était notamment interdit dans la terre de l'abbaye de Luxeuil. La coutume particulière de la seigneurie abbatiale stipule que « les gens de mainmorte de Luxeuil ne peuvent s'affranchir par désaveu, comme peuvent faire les autres mainmortables de Franche-Comté » ⁽¹⁾.

Notre coutume il est vrai, faisait payer chèrement cette faveur ; pourtant, rien de plus légitime que le serf abandonnât au seigneur les fonds de sa directe mainmortable, puisqu'ils provenaient, à l'origine, d'une concession. Mais il peut sembler excessif de contraindre le serf à relâcher la majeure partie de ses meubles ; cependant Perreciot justifie cet abandon, par le fait que « ces meubles représentent en partie le mobilier primitif, les instruments aratoires, le bétail que le laissant a remis à l'amodiatiaire, au moment de la concession originaire du fonds, pour lui permettre de le mettre en valeur ; le surplus, à savoir la portion variable que le mainmortable est autorisé à garder en

(1) Jules FINOT, *La mainmorte dans la terre de l'abbaye de Luxeuil.*

faisant le désaveu, elle est censée représenter le fruit de son industrie » ⁽¹⁾.

L'affranchissement par désaveu n'était en définitive qu'un affranchissement personnel, puisque tous les fonds mainmortables du serf retournaient au seigneur. D'autre part, il n'était guère de ténementiers possédant des biens de mainmorte qui consentissent à se ruiner pour acquérir la liberté ; aussi, les affranchissements par désaveu que nous rencontrons au XVIII^e siècle sont-ils sollicités par des gens pauvres, ne possédant pas ou presque pas de fonds en mainmorte et simplement désireux de jouir en paix du produit de leur travail.

Ainsi, Pierre Chatelain, garçon charpentier, mainmortable de la prébende et seigneurie de Serre-les-François, « où ses père et mère ni ancêtres ne lui ont laissé aucuns biens fonds, ni ailleurs, ne gagnant ses nourriture et entretien que par son travail journalier... n'ayant autres meubles et effets que quelques outils de sa profession », désire s'affranchir de la mainmorte envers le Chapitre métropolitain, « et n'a d'autres moyens pour y parvenir que le privilège du désaveu que la Coutume de la province lui accorde », mais il avoue ingénûment que « ce désaveu ne peut produire aucun avantage à MM. du Chapitre, parce que le suppliant ne possède aucun bien de mainmorte ni autres ».

Il offre d'abandonner les deux tiers de ses effets, qu'il estime à 24 livres, pour obtenir sa liberté ; laquelle lui fut accordée par délibération capitulaire du 6 juin 1764 moyennant la somme proposée ⁽²⁾.

Citons encore la même année l'affranchissement de

(1) PERRECIOT, *De l'état civil*, t. I, p. 294.

(2) Arch. Doubs. G. 225, f^o 76. Délibérations du Chapitre métropolitain de Besançon.

Claude Denizot, prêtre mainmortable du Chapitre métropolitain, à cause de sa terre et seigneurie de Pouilley-les-Vignes, lequel avoue posséder de nombreux fonds de franchise aux territoires de Cussey, Geneuille, Châtillon-le-Duc, Bussey, mais ne détenir en mainmorte « qu'un demi-journal de terre, au finage d'Auxon, provenant de la succession de sa mère ». Il offre d'abandonner au Chapitre « tous les biens de mainmorte qu'il peut posséder mouvant de MM. du Chapitre » (c'est peu) et les deux tiers de ses meubles « qui ne consistent en tout qu'en ses livres d'étude en valeur d'environ 200 livres, un prie-Dieu, une vieille commode de bois de noyer sironné et (une) demi-douzaine de chaises de paille et quelques petits cadres de peu de valeur, soit en estampes ou en découpures », et ce pour pouvoir « agir, acter et tester en homme libre et franc comme les autres sujets du Roi ». Le Chapitre accueille sa demande et l'affranchit de la macule personnelle moyennant l'abandon du fonds mainmortable d'Auxon, lui faisant remise de la somme qu'il était en droit d'exiger pour la valeur des deux tiers de ses meubles ⁽¹⁾.

Ainsi donc, le désaveu permet, dans certains cas, d'obtenir son affranchissement à presque aussi bon compte que la convention.

§ III. *L'affranchissement par prescription.*

Nous n'insisterons pas sur ce mode d'affranchissement, dont nous n'avons pas rencontré d'applications pratiques. Du reste, il ne peut jouer qu'en matière réelle : celui qui acquiert de bonne foi un héritage mainmortable dénoncé

(1) Arch. Doubs. G. 225, f° 73. Délibérations du Chapitre métropolitain.

franç au contrat en prescrit la franchise, selon Dunod (Traité des prescriptions), par 40 ans de possession à ce titre. Mais, en matière personnelle, la Coutume précise que l'homme de mainmorte ne peut prescrire sa liberté contre son seigneur, sans avoir titre valable, et que « laps de temps ne lui peut profiter », quelque part qu'il aille demeurer. Il serait trop aisé de recouvrer la liberté par la fuite.

Telles étaient, brièvement exposées, les principales voies d'accès à la liberté ; elles paraissaient trop étroites, à la fin du xviii^e siècle, époque où la philosophie battait en brèche jusqu'aux fondements de l'ordre social, où les esprits les plus éclairés se penchaient avec compassion sur la misère des campagnes, où les idées nouvelles avaient pénétré jusque dans les recoins les plus éloignés et dénoncé les vices de nos institutions. Les circonstances exigeaient, non pas des affranchissements individuels et épars, mais des affranchissements massifs de communautés et de seigneuries entières, voire même une abolition générale de la servitude. Le roi le comprit : en 1779, il adressa un suprême appel à ses vassaux ; prenant lui-même la tête d'une grandiose entreprise, il rendit la liberté à tous les serfs de ses domaines, en invitant ses vassaux à l'imiter. Mais, s'il entraîna dans son exemple quelques seigneurs philanthropes, il échoua devant l'égoïsme et l'indifférence du plus grand nombre. La Révolution acheva l'œuvre commencée...

Abordons en conséquence l'étude de l'Edit royal et son application à notre province.

CHAPITRE VI

L'Edit de 1779 et son exécution en Franche-Comté

Envisageons successivement les circonstances qui entourèrent l'apparition de l'Edit, l'accueil qu'il reçut du Parlement, et les affranchissements opérés en exécution de la volonté royale en Franche-Comté.

SECTION I

LES CIRCONSTANCES DE L'EDIT

L'Edit du 8 août 1779, qui libéra de la servitude une partie du territoire, est la consécration de la campagne entreprise, au cours du xviii^e siècle, par les économistes et les philosophes ; à cette fin Voltaire consacra les dix dernières années de sa vie. S'il ne put voir de son vivant l'aboutissement de ses efforts, sa mémoire en recueillit le prix.

Les mainmortables du Mont-Jura étaient particulièrement l'objet de sa sollicitude. Dès 1770, l'illustre philosophe, aidé de Christin, jeune avocat, attirait l'attention du Conseil du Roi et de son ministre Choiseul sur le fait, qu'en dépit des édits et ordonnances des rois de France et des ducs de Bourgogne abolissant la servitude, des

« enfants de Saint-Benoit » s'obstinaient à « traiter des sujets du roi comme des esclaves qu'ils auraient pris à la guerre » et ce sans titres valables.

Choiseul renversé, Voltaire essaya d'intercéder auprès de Maupeou, mais sans résultat.

L'avènement de Louis XVI et l'arrivée au pouvoir de Turgot ranimèrent ses espérances. Toujours en collaboration avec Christin, Voltaire rédigea un « Mémoire pour l'entière abolition de la servitude en France », accompagné d'un projet d'affranchissement qu'il soumit au ministre. Mais, en 1776, Turgot succombait sous la coalition des parlementaires et des privilégiés, au moment même où il préparait, de concert avec l'Intendant des Finances, l'édit d'affranchissement des derniers serfs de France.

Entre temps, Voltaire avait pris vigoureusement parti pour les communautés de la terre de Saint-Claude, en procès avec le Chapitre. Nouvelle source de désillusions pour le grand homme qui devait voir « ses chers esclaves » une première fois déboutés au Parlement de Besançon, en 1775, et leurs prétentions définitivement rejetées au Conseil du Roi, l'année qui précéda sa mort, survenue à Paris, le 30 Mai 1778 ⁽¹⁾.

Un tel dévouement ne fut pas vain ; parmi les seigneurs, il suscita d'heureuses initiatives (I). Au roi, il inspira l'Edit du 8 Août 1779 (II).

I. LES INITIATIVES ANTÉRIEURES A L'ÉDIT

Dès l'année 1770, un important mouvement se manifesta en Franche-Comté, sous l'impulsion des idées nouvelles : plusieurs seigneurs affranchissent leurs sujets de

(1) Nous résumons ici brièvement les intéressants développements donnés par CHASSIN dans son ouvrage : *L'Eglise et les derniers serfs*.

la mainmorte ainsi que des prestations qui l'accompagnent. Dans le département de la Haute-Saône, M. Finot nous a transmis le résultat de ses recherches ; l'auteur, qui n'a rencontré aucun affranchissement depuis 1736, n'en signale pas moins de sept dans les neuf années qui précèdent l'Edit royal. Ce sont ceux de Genevrey, par le marquis de Saint-Vandelin (1770), de Pin-l'Emagny, par la marquise de Chaillot, de Cresancey, par le marquis de Stainville-la-Baume (1771), de Villefrancon (1771), de Saint-Broing, par l'abbaye de Corneux (1775), de Véreux, par le comte d'Hennezel (1776), de Citey, par le baron d'Olivet (1779) ⁽¹⁾.

Ajoutons notre appoint personnel :

C'est pour la Haute-Saône une requête en date du 16 février 1779, adressée à M. de Lacoré, Intendant de Franche-Comté, tendant à l'homologation d'un traité passé entre les habitants de Gray et de Charnay d'une part, et le Chapitre de Gigny d'autre part, par lequel leur seigneur les affranchit de la mainmorte et autres servitudes ⁽²⁾. La date du traité n'est pas rappelée dans la requête, mais lui paraît de fort peu antérieure.

Le mouvement eut aussi ses répercussions dans le département du Doubs.

Le 10 octobre 1776, Claude-François Marquis de Monnier, premier président honoraire de la Cour des Aides et Chambres des Comptes de Dôle, seigneur de Courvières, Nans, Mamirolle et autres lieux, affranchit les habitants et communauté de Courvières, (arrondissement de Pontarlier, canton de Levier), « tant en général qu'en particulier et à perpétuité, de toute mainmorte réelle, personnelle et

(1) Jules FINOT. *Bulletin de la Société d'agriculture de la Haute-Saône. Affranchissements inédits de la mainmorte dans le bailliage d'Amont en Franche-Comté, 1760-1790.*

(2) Arch. Haute-Saône. C. 41.

mixte ». Il réserve les droits de cens, lods, retenue, les « droits de justice fonciers et autres qu'il a sur les fonds du territoire de Courvières », ainsi que « tous droits qui peuvent résulter d'échutes arrivées jusqu'à ce jour ». Les habitants lui abandonnent un canton de communal d'une étendue de 42 soitures, une portion de terrain de 3 soitures et demi, et s'engagent à lui fournir à perpétuité, dans les forêts de Courvières, les bois nécessaires « pour la reconstruction entière de son chalet », et son entretien par la suite ⁽¹⁾.

Citons encore l'affranchissement accordé le 8 avril 1777, par la Marquise de Ligneville, à la portion des habitants et communauté d'Arc-sous-Cicon, relevant de sa directe. La marquise, à cette époque, était sur le point de vendre sa portion de seigneurie. Les particuliers d'Arc, « dans la cruelle perplexité de perdre une dame dont la douceur et la bonté leur permettaient la durée du bonheur dont ils avaient joui sous ses ancêtres », se crurent permis « d'espérer qu'en la quittant elle voudrait bien les tirer d'une espèce d'esclavage dont ils ne se seraient jamais aperçu s'ils étaient demeurés au nombre de ses sujets ». La dame y consentit et affranchit ses sujets et leurs héritages de toute mainmorte personnelle et réelle, de la taille de 50 livres, 15 sols due annuellement par la communauté, se réservant les droits de lods réduits du sixième au douzième denier, par ledit affranchissement, le droit de retenue et la justice haute, moyenne et basse. En retour, les habitants s'engageaient, l'affranchissement une fois consommé, à lui payer la somme de 16.200 livres, en deux versements ⁽²⁾.

Quelque temps après, Madame de Ligneville vendit sa

(1) Arch. Doubs. E. 3531. Communautés et confréries.

(2) Arch. Doubs. E. 421. Communautés et confréries.

directe à M. Doroz, procureur général au Parlement de Besançon.

Par ailleurs, un carnet des revenus de la seigneurie de Cicon nous apprend que la même dame affranchit à la même époque les habitants de Passonfontaine de « la main morte, de toutes redevances tant en grains qu'en argent et autres, de manière qu'il n'y reste plus de droits seigneuriaux à percevoir, sauf les lods et le droit de retenue » (1).

Citons également l'affranchissement des habitants et communauté de Saint-Maurice (arrondissement de Montbéliard, cant. de Pont-de-Roide) par le prince de Montbéliard, le 9 juin 1779. Cet affranchissement nous fait l'impression d'un véritable marchandage, comme suite à une contestation entre les parties : Son Altesse prétendait lever sur la communauté une taille annuelle et indivisible que les habitants prétendaient ne pas devoir, prétextant que ladite taille « n'aurait pas été fixée » dans leurs précédentes reconnaissances générales de 1748 et 1772. En conséquence, le 1^{er} Mai 1775, les habitants proposèrent au Prince de les affranchir de la mainmorte, moyennant la reconnaissance de cette taille, qu'ils fixaient à 100 livres, et qui serait payable annuellement en corps de communauté, et la cession d'une portion de forêt de 20 quartes, soit 5 arpents royaux. Le prince accepta, mais exigea en outre la somme de 8.000 livres, payée comptant. De telles prétentions retardèrent de quatre années la conclusion du contrat (2).

(1) Arch. Doubs, E. 3932. Titres de familles. Deuxième suppl.

(2) Arch. Doubs, E. 916. Titres féodaux. Comté de Montbéliard; et E. 745, Communautés et confréries.

N. B. — Lorsque les agents du prince de Montbéliard, en 1784, firent procéder à la reconnaissance du canton de bois cédé, on découvrit « qu'il ne contenait que 17 quartes, tandis qu'il devait être en contenance de 5 arpents royaux suivant les soumissions des procureurs de la communauté ». Il manquait donc 3 quartes; tant bien que mal, l'on décida la communauté à abandonner une petite portion de ses forêts ainsi qu'un terrain pour parfaire les 5 arpents.

L'Intendant de Franche-Comté, en vrai disciple des philosophes, encourage le mouvement. Il ne pense pas que le seigneur exploite la situation. En 1772, dans une lettre relative à l'homologation de l'affranchissement de Pin, M. de Lacoré s'exprime ainsi : « Les droits dont se désiste Mme la Marquise de Chaillot, en faveur de ses sujets, sont pour elle d'une valeur bien supérieure à la somme de 6.000 livres, qu'ils se sont obligés de lui payer, dans le délai de cinq ans, pour le prix de leur affranchissement. Vous êtes, Monsieur, personnellement convaincu des principes qui concourent à la destruction d'un droit qui, en retenant les habitants de Pin dans la dépendance la plus contraire à l'état naturel de l'homme et dans l'esclavage le plus odieux, ne leur laissait qu'une propriété précaire ».

Ainsi donc, le mouvement en faveur de la libération des serfs, dont nous retrouvons de vivantes attestations dans notre province, est nettement antérieur à l'Edit d'affranchissement du roi. Il est l'heureux effet de cette virulente campagne des esprits éclairés, de ces libelles, pamphlets et mémoires que la philosophie et la littérature du XVIII^e siècle déversèrent sur la société. L'édit de 1779 que nous allons envisager ne fut qu'un épisode de cet effort de rénovation sociale.

II. L'ÉDIT DU 8 AOÛT 1779

Le 8 août 1779, le roi rendit un arrêt portant suppression du droit de mainmorte dans ses domaines ⁽¹⁾.

L'Edit débute par des considérations tout à l'honneur de l'humanité et de la scrupuleuse honnêteté du monarque.

« Nous aurions voulu, dit-il, abolir sans distinction, ces vestiges d'une féodalité rigoureuse », mais nous en

(1) ISAMBERT. *Recueil des anciennes lois françaises*, t. 26, p. 139.

sommes retenus d'un côté « par l'état de nos finances ne nous permettant pas de racheter ce droit des mains des seigneurs », de l'autre « par les égards que nous aurons dans tous les temps pour les lois de la propriété ». Mais, poursuit l'édit, « nous avons vu avec satisfaction qu'en respectant ces principes, nous pouvions cependant effectuer une partie du bien que nous avions en vue. » ; c'est à savoir :

a) *L'abolition de la mainmorte personnelle, réelle et mixte dans toute l'étendue du domaine royal.* « Nous éteignons et abolissons dans toutes les terres et seigneuries de notre domaine la mainmorte et condition servile, ensemble tous les droits qui en sont des suites et des dépendances... »

Cette disposition sera exécutée dans les domaines engagés, sauf aux engagistes qui se prétendraient lésés à remettre les domaines par eux tenus à titre d'engagement, « auquel cas ils seront remboursés des finances qu'ils justifieront avoir été payées par eux ou par leurs auteurs. »

L'affranchissement n'est pas concédé gratuitement, mais moyennant « un sol de cens par arpent, ledit cens emportant lods et ventes, conformément à la Coutume de leur situation », redevance de principe qui semble surtout établie en faveur des engagistes.

Enfin, le roi invite les seigneurs à l'imiter : « Nous verrons avec satisfaction que notre exemple et cet amour de l'humanité, si particulier à la nation française, amènent sous notre régime l'abolition générale des droits de mainmorte et de servitude et que nous serons ainsi témoins de l'entier affranchissement de nos sujets ». Et, pour encourager ses vassaux aux affranchissements, il exempte ces derniers « des formalités et des taxes auxquelles l'antique sévérité des maximes féodales les avait assujettis ».

b) *L'abolition du droit de suite sur toute l'étendue du*

territoire. Sur un point, ce roi si scrupuleux attente à la propriété. S'il ne supprime pas en tous lieux la mainmorte, il abolit du moins « un excès dans l'exercice de ce droit », à savoir le droit de suite sur les serfs et mainmortables, « droit en vertu duquel les seigneurs de fiefs ont quelquefois poursuivi, dans les terres franches de notre royaume, et jusque dans notre capitale, les biens et les acquêts de citoyens éloignés depuis un grand nombre d'années, du lieu de leur glèbe et de leur servitude ».

Ce droit dès lors serait éteint, aussitôt que le mainmortable aurait « acquis un véritable domicile dans un lieu franc ». Le serf alors serait réputé « franc au regard de sa personne, de ses meubles, et même de ses immeubles, qui ne seraient pas mainmortables par leur situation ou par des titres particuliers ».

Sans doute, peu de seigneurs en France usaient encore du droit de suite que les tribunaux, en certains lieux, hésitaient à accueillir. Il n'en subsistait pas moins dans toute sa rigueur, en Franche-Comté, à la veille de la Révolution.

La teneur de l'Edit maintenant exposée, nous devons étudier ses répercussions dans notre province. Envisageons d'abord l'accueil qu'il reçut auprès du Parlement. Examinons ensuite si l'Edit rencontra, parmi les seigneurs franc-comtois, l'empressement et le zèle qu'avait escomptés le monarque.

SECTION II

L'EDIT DE 1779 ET LE PARLEMENT DE FRANCHE-COMTE

L'Edit rencontra, dès l'enregistrement, la plus violente opposition. L'hostilité du Parlement paraît, au fond,

bien naturelle si l'on observe que la plupart de ses membres étaient eux-mêmes seigneurs en mainmorte. Ce grand corps, qui, par ailleurs, se posait en défenseur des libertés, fit preuve en l'occurrence du plus insolent conservatisme et mit en œuvre ses traditionnels procédés d'opposition; il refusa d'enregistrer l'Edit et adressa des remontrances.

Le 12 janvier 1780, il fit, à cette occasion, la plus audacieuse apologie de la mainmorte que l'on eût jamais rencontrée; il s'étendit longuement sur l'origine et sur la nature de ce droit ⁽¹⁾.

La mainmorte, prétend-il, quoiqu'entre les mains des seigneurs, n'est pas un droit d'origine féodale: « Les malheurs que la province a éprouvés en différents temps, la dépopulation, les dévastations, l'ont souvent forcée d'avoir recours à des colonies d'étrangers, et à les recevoir dans son sein pour y ranimer l'agriculture éteinte ». Pour les fixer dans le pays, les « grands propriétaires eurent recours à la mainmorte ». « Cet état leur procurait l'avantage de s'assurer des colons qui, devant porter partout la condition à laquelle ils s'étaient assujettis, ne pouvaient plus être tentés d'abandonner les terres qu'ils avaient défrichées. »

Par ailleurs, la mainmorte n'a rien de commun avec l'esclavage.

« Un seigneur accorde à un misérable qui n'a rien, un domaine avec le bétail et les meubles nécessaires au labourage, à la charge de le cultiver et pour tout le temps que lui et les siens voudront le cultiver. Cela ne présente assurément pas une idée qui révolte l'humanité. Cette convention peut être expresse ou tacite; expresse, si le

(1) A. ESTIGNARD, *Le Parlement de Franche-Comté*, t. II, p. 24 et suiv., et Arch. Doubs. B. 2840 à 2846. Remontrances, lettres et réponses.

fonds sort immédiatement de la main du seigneur, tacite si la mainmorte se contracte par la prise de meix ou par le domicile dans le lieu de mainmorte ».

Quant à la nécessité de la communion, elle n'a rien de contraire au droit naturel. Quoi de plus rationnel que de voir les enfants associés à leur père dans la mise en valeur de l'héritage concédé, et le père transmettre ses biens à ceux-là seuls qui l'ont aidé dans ses travaux ?

La mainmorte est-elle une atteinte à la liberté ?

Loin de là, ose-t-il soutenir : ses effets les plus rigoureux « n'affectent que les biens » ; elle-même « compromet si peu la liberté de la personne que c'est le seul contrat qui laisse au débiteur la liberté même de le rompre quand il veut ».

Il n'en reproche pas moins au roi l'abolition du droit de suite, qui pourtant donne au serf de nouvelles facilités de « rompre » le contrat. « L'affranchissement proposé aux mainmortables par le nouvel édit les dispense à la vérité de rien abandonner au seigneur, à qui il ôte tout droit sur eux, mais, en exigeant la sortie du domicile, il leur laisse ce que le désaveu a de plus onéreux, ce qu'aucun affranchissement particulier n'a jamais réservé. » (1)

Et dans cet ordre d'idées, les auteurs de ces remontrances suggèrent à Sa Majesté de « procurer la franchise personnelle générale dans toute la province en la conciliant avec les égards qu'elle aura dans tous les temps pour les lois de la propriété qu'elle considère comme le plus sûr fondement de l'ordre, de la justice, et, par conséquent, de l'humanité ». C'étaient les termes mêmes de l'Edit :

(1) Remarquons que, dans la terre de l'abbaye de Saint-Claude, le sujet nouvellement affranchi pouvait, moyennant finances, obtenir du seigneur l'autorisation de demeurer en territoire de mainmorte pendant un délai qui ne pouvait excéder vingt-neuf années. Cette faculté de séjourner en pays de mainmorte, sans retomber dans la servitude, s'appelait la *soufferte*.

manière ironique, et de la dernière insolence, de rappeler au roi la nécessité d'une indemnité, pour la privation d'un droit barbare qu'ils étaient, en Franche-Comté, à peu près les seuls à conserver.

Le Parlement ne s'en tint pas là ; un mémoire de l'époque, non signé, mais qui paraît l'œuvre d'un magistrat, rapporte « qu'une déclaration fut préparée pour concilier avec les circonstances actuelles une loi agraire (entendez la mainmorte), utile dans son principe, confirmée par l'usage et les coutumes du pays », que « si le changement de ministre en suspendit l'envoi, ce retard n'est point le fait des magistrats... » ⁽¹⁾ Ainsi, non content de rejeter l'édit royal, le Parlement tentait de lui substituer une mesure de sa confection.

Tout d'abord, le roi ne réagit pas. Mais, lorsque le Parlement se fut opposé par la suite à plusieurs édits consécutifs, notamment à l'Edit de 1787, relatif aux protestants, le roi répondit par un coup de force.

Les 8 et 9 Mai 1788, il fit inscrire « militairement », sur les registres de la Cour, dans une séance de trente-huit heures, les édits, ordonnances et déclarations que, depuis dix ans, le Parlement refusait d'enregistrer ; en même temps, il était donné connaissance aux magistrats d'une déclaration portant « que le Parlement sera en vacances jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné ». A cet effet, des lettres closes furent remises à la Cour et aux Présidents de la Cour, « pour ne point délibérer sur les affaires actuelles », l'ordre donné au concierge du Palais de n'y laisser entrer personne, les locaux investis par la troupe ; cependant que les édits et déclarations susvisés

(1) Arch. Doubs. *Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la Franche-Comté, principalement en matière d'administration et d'impôts*. Imprimé. 1789.

étaient par ordre du roi, imprimés et envoyés dans tous les bailliages où ils furent affichés « avec profusion dans les villages et sur toutes les routes », avec ces mots « *Lu, publié et enregistré* » ⁽¹⁾.

La résistance du Parlement eut de graves conséquences. Elle fut cause que le droit de suite survécut au désir contrairement exprimé par le roi. Par ailleurs, elle n'incita guère les seigneurs à satisfaire au vœu du monarque.

Nous avons vu, en 1784, le seigneur de Gonsans exercer son droit de suite sur les biens de Jeanne-Claude Grut, sa mainmorteable d'origine, décédée hors de sa seigneurie à Valdahon, en territoire franc, et le mari de celle-ci, un nommé Chapuis, racheter l'échute moyennant 2.000 livres. Or, le 11 mars 1790, le père de Jeanne-Claude Grut assigne les Chapuis en revendication « de tous les biens, meubles et immeubles, droits, noms, raisons et actions », composant la succession de sa fille et en restitution des fruits.

La réclamation de Grut était-elle fondée ? Oui, si l'Edit de 1779 avait reçu force de loi par la simple présentation au Parlement ; non, si l'enregistrement était une condition préalable à son exécution.

Saisi de l'action, le tribunal du district d'Ornans, très embarrassé, adressa aux Comités de l'Assemblée Nationale, une requête à fin d'explication :

« Les jurisconsultes de la ci-devant province de Franche-Comté, dit-il, ont toujours été partagés, depuis l'édit de 1779, sur la question de savoir si le droit de suite y a été supprimé par la présentation de cet édit, en la même année, ou s'il n'a pu l'être que par l'enregistrement. »

Or, la question presse : « Il y a eu quantité de procès intentés de la part des seigneurs, pour revendiquer par

(1) Arch. Doubs. Protestations des officiers du Parlement de Besançon. Imprimé. Sans date.

droit de suite la succession de leurs hommes mainmortables, morts en lieux francs depuis l'édit de 1779 ; il y en a eu aussi d'autres commencés contre les ci-devants seigneurs, surtout depuis l'installation des nouveaux tribunaux pour répéter les successions des mainmortables décédés depuis l'édit de 1779, desquelles successions les seigneurs s'étaient emparés, en vertu du même droit de suite, et les procès de ces deux espèces restent indécis. »

Et le tribunal expose les deux thèses en présence, laissant aux législateurs le soin de choisir :

« En faveur de la suppression du droit de suite par la seule présentation de l'édit, l'on se fonde sur la faveur de la liberté, sur le bien public, *sur l'intérêt particulier des membres du Parlement, qui fut l'unique cause de ce que cet édit ne fut pas alors enregistré*, et sur l'ordonnance de 1667, reçue en la ci-devant province de Franche-Comté en 1684, portant art. 5, titre 1^{er} :

» Et à l'égard des ordonnances, édits, déclarations et
 » lettres patentes, que nous pourrons envoyer en nos cours,
 » pour y être enregistrées, seront tenues nosd. cours de
 » nous représenter ce qu'elles jugeront à propos dans a
 » huitaine après la délibération pour les compagnies qui se
 » trouvent dans le lieu de notre séjour, et dans six semaines
 » pour les autres qui en seront plus éloignées, *après lequel*
 » *temps elles seront tenues pour publiées*, en conséquence
 » elles seront gardées, observées... » (1).

Cette argumentation ne fut pas celle retenue en haut lieu, car, dans son jugement du mois de septembre 1791, le tribunal débouta le demandeur de ses prétentions, sur le principe que l'enregistrement est nécessaire « pour

(1) SAGNAC ET CARON. *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial*, p. 467. Mémoire des juges du district d'Ornans, 24 août 1791.

donner force de loi aux édits ». Sans doute, précise le tribunal dans ses considérants, l'ordonnance de 1667 a donné aux Cours un délai de six semaines pour faire leurs remontrances, passé lequel les édits devraient recevoir exécution ; mais cette rigueur a été mitigée par la déclaration de 1715 et par l'ordonnance de 1775 « par lesquelles le roi a permis à ses cours de lui faire des remontrances avant d'enregistrer et n'a statué autre chose sinon qu'après le délai fixé à cet effet, Sa Majesté y pourvoierait ». Or, le roi n'a « pourvu d'autre manière au défaut d'enregistrement de l'Edit de 1779, qu'en l'envoyant une seconde fois, en 1788, et en le faisant enregistrer par son exprès commandement, par où il a fait connaître et a reconnu lui-même la nécessité de l'enregistrement, pour que ses édits eussent force de loi »⁽¹⁾.

Voilà donc une première conséquence de la résistance du Parlement ; le droit de suite survécut en fait à l'édit qui le supprimait jusqu'à la Révolution ; en outre, de telles conceptions chez les derniers défenseurs de l'autonomie et du particularisme de notre province, ne devaient pas encourager la noblesse franc-comtoise dans la voie des affranchissements.

SECTION III

REPERCUSSIONS DE L'EDIT DE 1779 EN FRANCHE-COMTE

Envisageons d'abord les affranchissements opérés dans les dépendances du domaine du roi ; ensuite, les répercussions de l'Edit dans les domaines propres des seigneurs.

(1) Arch. Doubs, L. 2476, f° 144. Tribunal du district d'Ornans. Jugements d'audiences.

**Première sous-section :
Répercussions de l'Edit dans les domaines du roi**

Existait-il encore des serfs du domaine en Franche-Comté ? Le cas échéant, combien l'Edit royal en libéra-t-il ?

L'auteur du *Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la Franche-Comté*, nous fournit une réponse précise, mais assez surprenante : une note relative à l'Edit de 1779 nous apprend « qu'il ne restait alors que trois mainmortables du domaine en Franche-Comté, les anciennes seigneuries souveraines étant toutes réputées de franc alleu, et les domaines de réunion ayant été affranchis par Philippe II en 1583 » ⁽¹⁾.

Cette assertion nous paraît fantaisiste, attendu que la composition des domaines du roi était chose instable, sujette à de continuelles modifications, donc fort difficile à connaître en un moment donné.

Mais surtout cette assertion se trouve démentie par le cahier même des habitants et communauté de Mouthe. La terre de Mouthe était, en 1789, une dépendance du domaine, et ce depuis la suppression de l'ordre des Jésuites opérée vingt-cinq ans plus tôt par le roi. Or, le cahier nous apprend que la terre de Mouthe est en généralité de mainmorte, que ses habitants sont tous mainmortables, et qu'ils s'étonnent d'être encore dans la servitude en dépit de l'Edit de 1779 :

« Quand le roi ne se croirait pas pleinement en droit d'affranchir tous les mainmortables du royaume, du moins paraît-il qu'il ne pourrait pas se refuser de rendre la liberté aux serfs dépendant des terres de l'ordre des Jésuites. Leurs biens, comme on le sait, ont été mis sous la main du roi

(1) Doléances des habitants du Mont-Jura. CHASSIN. *L'Eglise et les derniers serfs*, pièces justificatives. Voir aussi AULARD. *La Révolution et le régime féodal*, p. 22.

lors de la suppression de cet ordre en 1764. Il n'y a donc que lui qui en soit le seigneur direct et immédiat. Les administrateurs et les régisseurs de ces biens ont répondu cent fois qu'ils n'étaient pas parties capables de donner des affranchissements que différentes communautés leur ont demandés, et que c'était à Sa Majesté qu'il fallait recourir. Et, puisque ce roi bienfaisant a annoncé qu'il espérait être le témoin de l'entier affranchissement de tous ses sujets, s'il veut tenir parole, il ne peut le refuser aux habitants dépendant des seigneuries appartenant ci-devant aux Jésuites, puisque ces habitants ne peuvent point reconnaître d'autres supérieurs, d'autre seigneur que lui. » ⁽¹⁾

Ainsi donc, il apparaît que l'édit royal n'avait pas reçu sa complète exécution même dans les domaines de Sa Majesté. De par sa situation géographique, perdue dans les montagnes du Haut-Doubs, aux confins du territoire, la communauté de Mouthe fut, pour ainsi dire, oubliée dans l'œuvre de rénovation royale et resta jusqu'à la fin livrée à l'administration routinière de ses régisseurs. La Révolution l'en arracha.

Si les terres du Domaine ne furent même pas complètement affranchies, qu'en fut-il dans les domaines des seigneurs ? Ce n'est pas sans appréhension que nous abordons la question.

Deuxième sous-section :

Répercussions de l'Edit de 1779 dans les terres des seigneurs

A la suite de l'Edit de 1779, le mouvement dont nous avons remarqué l'apparition vers 1770 se précise et s'intensifie. Voyons-en d'abord les raisons (I). Recherchons ensuite

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Pontarlier.

quelles furent les communautés affranchies (II). Précisons les caractères de ces affranchissements (III). Donnons enfin quelques détails sur leur mise à exécution (IV).

I. MOBILES DES AFFRANCHISSEMENTS

L'affranchissement des terres mainmortables n'était pas en tous points préjudiciable aux seigneurs; il était même conforme à leur intérêt, immédiat par certains côtés, plus éloigné par d'autres.

Le 25 août 1779, le conseil du prince de Montbarrey, seigneur en généralité de mainmorte de la terre de Savigny en Revermont (Saône-et-Loire), communiquant au prince ses observations « sur l'Edit d'affranchissement de la mainmorte du mois d'août 1779 » engage vivement le prince à libérer cette communauté de la servitude sous l'empire des considérations suivantes :

Nonobstant l'arrêt de généralité de mainmorte de la terre de Savigny, en date de 1707, écrit le conseil, « sa régie est très embarrassante par la quantité des fiefs... dont les propriétaires perçoivent peut-être trop exactement les cens et les lods des héritages prétendus mouvoir de leurs fiefs et directes » ; de plus, les mutations de fonds sont une source de difficultés entre le seigneur dominant et les possesseurs des fiefs, difficultés occasionnées « par la très grande quantité des sujets et héritages affranchis dès avant l'arrêt jusqu'aux années dernières. Bref, il reste la plus grande incertitude sur les sujets et héritages affranchis d'avec ceux qui restent en mainmorte », laquelle ne peut être levée « que par une rénovation du censier », ce qui entraînera des frais considérables. Le projet « d'assigner en main habile pour découvrir la mainmorte » n'a pas donné de bons résultats ; « il y a autant d'appellations au bailliage qu'il y a eu d'assignations en vuidemains ».

Et le Conseil appelle l'attention du prince sur d'autres communautés mainmortables qu'il conviendrait d'affranchir par la même occasion, telles que le Russey (Doubs) et Choisey (Jura) et la portion du territoire d'Avrigney et de Beaumotte (Haute-Saône) relevant du fief de Vaudrey ⁽¹⁾.

Ce langage dut faire impression sur le prince, car celui-ci, le 23 octobre 1780, donnait procuration à son fondé de pouvoir en Franche-Comté de prendre toutes les mesures nécessaires pour parvenir à l'affranchissement projeté.

Voilà donc une première raison d'affranchir : l'administration des terres de mainmorte est une source continuelle de difficultés et de frais.

En voici une autre : la mainmorte paraît devenue, au xviii^e siècle, un facteur d'appauvrissement progressif des terres de cette condition. A une époque où l'esprit d'indépendance, où la désertion du meix paternel laisse à l'actuel tenancier une propriété précaire, celui-ci n'est plus porté à améliorer le rendement de sa terre et ne cultive que la parcelle indispensable à ses besoins, laissant le reste en friche ; le développement de l'agriculture s'en trouve sérieusement entravé. L'abbé de Luxeuil écrit en 1775 que, depuis trente ans qu'il est pourvu de cette abbaye, il n'y a vu « que des hommes lourds, indolents, découragés, et abattus, des terres incultes, une culture absolument négligée, nul commerce, point d'émulation et une apathie générale, tandis que les habitants des villages libres leurs voisins, sont vifs, actifs, laborieux, leurs terres sont bien cultivées et rendent d'abondantes récoltes ». D'où vient ce contraste ? « De ce que les uns, réduits à une espèce d'esclavage, et n'ayant qu'une jouissance précaire, un

(1) Arch. Doubs. E. 1474. Titres de familles.

simple usufruit de leurs fonds, bornent tous leurs travaux à leurs besoins présents, dans lesquels ils sont concentrés par l'impuissance où ils sont de disposer de leurs biens et l'incertitude de pouvoir les transmettre à leurs héritiers, au lieu que les autres, vrais propriétaires, ne mettent d'autres bornes à leurs travaux que celles qu'exige le repos du corps. » Sans qu'ils s'en doutent, « les seigneurs perdent beaucoup plus par le défaut de culture des terres du territoire de leurs seigneuries qu'ils ne gagnent par les échutes, les reversions et autres casuels attachés au droit de mainmorte » (1).

La population elle-même s'affaiblit ; certaines communautés mainmortables du Haut-Doubs remontrent qu'il est impossible à leurs ressortissants de contracter mariage avec leurs voisins de franche condition, et que, pour échapper à la rigueur des lois, un grand nombre d'entre eux émigrent vers la Suisse.

Les transactions diminuent, et, par suite, le rendement des droits dont elles justifient la perception. Les habitants eux-mêmes s'appauvrissent : à Arcey en 1783, sur 85 habitants devant annuellement chacun une quarte de froment pour le guet et garde, « 51 seulement sont solvables et ont payé », 34 sont réputés « insolvable ou dignes de charité ».

Que ne rend-on la liberté à la gent des campagnes ! M. Bouthenot, du Conseil de Montbéliard, prédit que le village d'Arcey, une fois affranchi, vu sa situation exceptionnellement favorable au transit et aux relations commerciales, la fertilité de son territoire, il n'est pas douteux que « le nombre des sujets ne s'y augmentent considérablement et ne forme (*sic*) par la suite un gros bourg ou une espèce de ville ». Suivra l'augmentation du revenu des

(1) FINOT. *La mainmorte dans la terre de l'Abbaye de Luxeuil*.

redevances, de la « quarte de four » laquelle « dédommagera bien de la perte apparente de la quarte de guet » ; « le prix des fonds suivra le même sort, par conséquent augmentation des lods, des droits de consentement, retenue et autres utiles et honorifiques », si on a la précaution de les réserver lors de l'affranchissement « comme il est très important de le faire » ⁽¹⁾. « On a vu des villages, j'en connais moi-même, écrit l'abbé Clerget, (que ne donne-t-il plus amples précisions), qui, après s'être affranchis à prix d'argent, ont doublé, triplé la valeur de leurs terres et augmenté le revenu seigneurial dans les mêmes proportions. ⁽²⁾ »

Cette dernière considération, à vrai dire, n'était guère déterminante ; il n'est jamais de sage politique de sacrifier des revenus présents à des revenus plus élevés en perspective.

Mais à ces deux premières considérations, l'Edit du roi vint en ajouter une troisième particulièrement influente : l'appréhension des seigneurs d'être contraints, tôt ou tard à l'affranchissement de leurs serfs, par un acte de volonté formellement exprimé ; et ce à des conditions analogues à celles de l'Edit, c'est-à-dire beaucoup moins avantageuses que celles qu'ils pouvaient encore espérer, si l'on compare l'insignifiante indemnité d'un « sol de cens » par arpent aux véritables rançons imposées aux affranchissements déjà rencontrés. Le conseiller Bouthenot le laisse clairement entendre au prince de Montbéliard dans le rapport qu'il adressa au Conseil de Régence le 26 juillet 1783, sur la demande d'affranchissement des habitants d'Arcey :

... « Il ne paraît donc guère douteux, fait remarquer M. Bouthenot, que l'invitation que le roi fait aux seigneurs

(1) Arch. Doubs. E. 371. Communautés et confréries.

(2) CLERGET, *Cri de la raison*, p. 201.

de fiefs pour les encourager à suivre son exemple ne dégénère tôt ou tard en ordre positif, surtout dès que la paix sera bien solide et affermie et que, pour tout dédommagement, il ne leur accorde que deux ou trois sols de cens, au surplus, par arpent, ainsi deux tiers de plus qu'il ne perçoit. C'est le *sentiment général des seigneurs de la Franche-Comté et des parlementaires en particulier*, aussi plusieurs seigneurs ont-ils déjà affranchi les sujets et terres de leurs seigneuries, (ces lignes, remarquons-le, ne sont écrites que quatre ans après l'Edit), les uns gratuitement, les autres à prix d'argent comptant, ou pour des redevances ou cens perpétuels ; ce qu'il y a de certain c'est qu'aucun des seigneurs n'ont agis (*sic*) à la rigueur, invités sans doute par l'exemple du souverain et par cet enthousiasme de l'humanité française qui prétend l'emporter sur toutes les autres nations » ⁽¹⁾.

Telles étaient les considérations diverses de nature à déterminer les seigneurs, lors de l'apparition de l'Edit.

Voyons, à présent, s'ils furent nombreux à répondre au vœu du monarque.

II. AFFRANCHISSEMENTS ACCORDÉS PAR LES SEIGNEURS

Dès l'apparition de l'Edit royal, nombreuses furent les communautés de notre province qui conclurent avec leurs seigneurs des traités, par lesquels ceux-ci les libéraient de la mainmorte, et, le cas échéant, des droits et prestations attenants à la servitude.

Quelles sont ces communautés ?

Nos renseignements à ce sujet sont encore très incomplets, mais d'ores et déjà l'on peut affirmer que ces traités furent

(1) Arch. Doubs. E. 371. Communautés et confréries.

fréquents dans la Haute-Saône, plus rares dans les deux autres départements.

Dans le département de la Haute-Saône, M. Finot signale comme ayant traité avec leur seigneur, les communautés suivantes :

« Pusey (1780), Bougey, Autet (1781), Saint-Valbert (1782), Calmoutiers, Cornot, Courcuire, Bourguignon-les-Conflans, Cubry-les-Soing, Vouhenans (1783), Dampierre-les-Montbozon (1785), Borey, Vellefrie (1786), Saint-Germain et le Mont, Grandecourt (1787), Vauchoux, Froidecônche, Esboz-Brest (1788) ⁽¹⁾.

Nos propres recherches nous permettent d'ajouter les contrats conclus par les communautés suivantes :

Flagy, le 26 août 1781, avec Mme la princesse de Bauffremont ⁽²⁾.

Fedry, le 11 février 1787, avec M. de Magnoncourt et Marie-Josèphe Tharin, seigneur et dame dudit lieu ⁽³⁾.

Aubertans, le 10 avril 1787, avec M. de Lampinet ⁽⁴⁾.

Par ailleurs, certains documents rappellent des traités récemment conclus sans toutefois préciser la date. Signalons une requête expédiée par l'Intendant à son subdélégué à Vesoul, le 20 août 1786, par laquelle les habitants de Ronchamp, Recologne, Mourière, le Rhien et la Selle (canton de Champagney, arrondissement de Lure) sollicitent l'homologation des traités passés entre eux et leurs seigneurs, avec l'autorisation de disposer de leur quart de réserve à cet effet. Or, il s'agit, dans ces traités « du rachat de la mainmorte et autres droits » ⁽⁵⁾.

Dans le département du Doubs, signalons les traités

(1) FINOT. *Affranchissements inédits*. Bull. Soc. d'agr., Vesoul 1880.

(2) Arch. Haute-Saône. C. 226.

(3) Arch. Doubs. E. 3662. Titres de familles. Premier suppl.

(4) Arch. Doubs. E. 511. Communautés et confréries.

(5) Arch. Haute-Saône. C. 228.

d'affranchissement respectivement passés par les habitants et communauté d'Arc-sous-Cicon, le 10 avril 1783, avec l'Hôpital Saint-Jacques, à Besançon ⁽¹⁾; par les habitants et communauté de Jalleranges, le 31 mai 1787, avec les Bénédictins de Mont-Roland ⁽²⁾; par les habitants et communauté de Trepot, le 5 juillet 1789, avec M. Tinseau, leur seigneur ⁽³⁾.

Enfin, dans le département du Jura, nous n'avons rencontré que l'affranchissement de la communauté de Vaudrey, en suite d'une transaction des habitants avec le marquis de Monciel, leur seigneur, le 30 janvier 1780 ⁽⁴⁾.

Par ailleurs, les communautés engageaient des pourparlers avec leurs seigneurs ; ceux-ci, de leur côté, faisaient des propositions à leurs sujets :

Le 20 octobre 1781, M. de Lacoré reçoit de Paris, concernant les habitants de Pusy (Haute-Saône) une lettre ainsi conçue :

« Depuis longtemps, les seigneurs de Pusy offrent, Monsieur, d'affranchir les habitants de cette terre des servitudes et obligations dont ils sont tenus envers la Seigneurie ; il s'agit de fixer l'indemnité due pour raison de l'affranchissement, mais il paraît qu'il s'élève des contestations sur la manière de la répartir, ce qui empêche que l'affaire ne se consomme. Madame Bureaux, propriétaire actuelle de cette terre, réitère les mêmes offres par la requête que j'ai l'honneur de vous adresser, et demande qu'il soit convoqué par devant vous, Monsieur, une Assemblée de la communauté pour délibérer sur la fixation de cette indemnité et la manière dont il sera pourvu à son paiement. Je vous prie de me faire part de ce que vous penserez sur cette

(1) Arch. Hospices civils de Besançon. GG. 74. Boîtes 154.

(2) Arch. Doubs. 32 H. 44.

(3) Arch. communales de Trepot.

(4) Arch. Doubs. E. 4010. Titres de familles. Deuxième suppl.

demande. » ⁽¹⁾ Bref, l'affranchissement de cette communauté était à l'ordre du jour.

Le 27 septembre 1786, M. Caumartin de Saint-Ange (successeur de M. de Lacoré à l'Intendance en 1784) écrit qu'il est d'avis d'autoriser les habitants de Recologne et de Villers-Bouton, à vendre leur quart de réserve pour en consacrer le prix « à la reconstruction de leur chapelle, aux réparations de leur fontaine publique, au paiement de la somme pour laquelle ils doivent contribuer dans la refonte de la cloche de l'église de Fretigney leur paroisse, le remboursement de plusieurs capitaux de rente et des intérêts, et à s'affranchir de la macule de mainmorte envers leur seigneur » ⁽²⁾.

Par ailleurs, à Equevilley (Haute-Saône) les habitants avaient, le 26 avril 1786, délibéré en corps de communauté sur les moyens de sortir de la servitude, et avaient fait homologuer leur délibération le 4 juin suivant ⁽³⁾.

Ainsi donc, l'on remarque en Franche-Comté, à la suite de l'Edit, une recrudescence très vive du mouvement déjà signalé, un désir bien net des communautés de rompre avec la servitude, désir auquel les seigneurs paraissent souscrire. Etudions d'un peu plus près les traités ainsi conclus.

III. CARACTÈRE DES AFFRANCHISSEMENTS ACCORDÉS

Ces affranchissements diffèrent par l'étendue des droits rachetés ; ils se rapprochent par les conditions imposées :

a) *Etendue des droits rachetés.* — Certaines communautés s'affranchirent non seulement de la mainmorte personnelle

(1) Arch. Haute-Saône. C. 43.

(2) Arch. Haute-Saône. C. 228.

(3) FINOT, Affranchissements inédits.

et réelle et des prestations attenantes à la servitude, mais de tous les droits et redevances dont elles étaient comptables envers leur seigneur.

Ainsi, le 11 février 1787, les seigneur et dame de Fédry, « se rendant aux prières et supplications de leurs vassaux, habitants de la seigneurie de Fédry, et à l'exemple de Sa Majesté », les affranchissent « de la macule de mainmorte tant personnelle que réelle, dont leurs corps et biens sont affectés, des lods au tiers denier, au cas d'aliénation, du droit de retenue, consentement et commise, des poules dues par chaque feu et ménage, des corvées de bras, de voitures, de redevances en argent sur différentes maisons, et de plusieurs prestations autant utiles aux seigneurs qu'elles étaient onéreuses à leurs vassaux »⁽¹⁾.

De même, les habitants de Trepot, en suite d'une délibération du 15 février 1789, s'affranchirent envers M. Tinseau, leur seigneur, d'une part, de la mainmorte, des poules et des tailles, d'autre part, des droits de cens, des lods au douzième denier, du droit de retenue et de la redevance « d'une mesure de froment par chaque feu et ménage, pour abonnement de la moitié des droits du four banal commun entre M. Tinseau et le Chapitre métropolitain »⁽²⁾.

Mais les affranchissements étaient rarement aussi compréhensifs; le plus souvent, les seigneurs affranchissaient de la mainmorte, et de quelques prestations lui faisant habituellement cortège, telles que les corvées et les tailles, lesquelles puisaient leur origine dans l'arbitraire des seigneurs; ils laissaient subsister les redevances consécutives à la concession du fief, et représentatives de la directe, à savoir les cens, les lods, les droits de consentement et de retenue : telle semble avoir été l'intention des Révérends prieur et

(1) Arch. Doubs. E. 3662. Titres de familles. Premier suppl.

(2) Arch. communales de Trepot.

religieux de Mont Roland, lorsqu'ils affranchirent, le 31 mai 1787, de la mainmorte personnelle les habitants de Jalleranges, de plus « de leur droit de mainmorte réelle, des droits de corvée, tailles, poules et autres redevances et servitudes quelconque les meix, maisons, fonds et héritages situés au lieu et territoire de Jalleranges qui, jusqu'à présent, auraient dépendu de leur directe », se réservant par ailleurs « les cens dont suivant leurs rentiers peuvent être affectés les héritages dépendants de leur directe, ainsi que le droit de consentement, de retenue et de lods en cas de vente desd. meix, maisons et héritages dépendant de ladite directe, même le droit de commise en cas de fraude » ; cependant les lods ne seront dus qu'au douzième denier au lieu du tiers. Les religieux renonçaient également à une redevance pour lors litigieuse, appelée « moison » consistant en une mesure de froment et deux boisseaux cembles d'avoine, que nous retrouverons par ailleurs, et dont la provenance, plus que douteuse, ne nous paraît pas remonter à la concession primitive des fonds. L'affranchissement était accordé moyennant 17.000 livres ⁽¹⁾.

Si la réserve des lods semblait naturelle, comme répondant au légitime désir des seigneurs de profiter de la recrudescence des transactions consécutives à l'affranchissement, par contre la survivance des droits de dissentement et de retenue, dont nous connaissons les abus, paraissait moins conforme aux principes d'une saine générosité. Dans l'avis qu'il émet sur l'homologation du traité entre les habitants de Flagy et la princesse de Bauffremont, M. de Saint-Ferjeux, subdélégué de l'Intendant à Vesoul, regrette que la princesse ait réservé le droit de dissentement :

« Ce droit, écrit-il le 8 novembre 1781 à M. de Lacoré, tient trop sensiblement à la macule que l'on abolit, pour ne

(1) Arch. Doubs. 32 H. 44.

pas le proscrire aussi ; je serais d'avis que lors de la rédaction de l'arrêt à intervenir portant homologation du traité du 25 août dernier, l'on ajoute... que le droit de dissentement sera également supprimé. ⁽¹⁾ »

Aussi voit-on parfois des seigneurs renoncer à ce droit avec la mainmorte. bien que tous les autres soient réservés :

Ainsi, le 20 juin 1781, François-Joseph d'Hémery et son épouse affranchissent les habitants de Bougey de la mainmorte personnelle et réelle, mais réservent « tous les autres droits généraux et particuliers, dépendant de leur terre et seigneurie de Bougey... tels qu'ils se trouvent énoncés dans leurs titres et dénombremens, même les cens qui leur sont dus par les terres précédemment affranchies, sauf le droit de dissentement aux ventes et aliénations qui demeurera à jamais éteint et supprimé comme étant une dépendance de la mainmorte » ⁽²⁾.

Enfin, l'on rencontre des affranchissemens réduits à leur plus simple expression : tel celui de la mainmorte personnelle et réelle, accordé aux habitants de Cubry et Soing par M. Grimod, lequel maintenait tous les autres droits seigneuriaux, lods, consentement, justice, retenue, commise, même les corvées, les poules, les tailles et le droit de tabellionnage ⁽³⁾. Tel aussi l'affranchissement de la mainmorte réelle d'une partie du territoire d'Arc-sous-Cicon, par l'Hôpital Saint-Jacques, à Besançon.

L'Hôpital général, depuis la réunion du prieuré de Mouthier, possédait à Arc-sous-Cicon une directe particulière, dont dépendaient 166 journaux de terre « possédés par plusieurs particuliers dud. Arc », 150 fauchées de prés et « trois maisons actuellement en franchise par traités particuliers, depuis peu passés avec led. hôpital ».

(1) Arch. Haute-Saône, C. 226.

(2 et 3) FINOT, *Affranchissemens inédits*.

Les fonds étaient affectés de la mainmorte, des lods au douzième denier, portant retenue, et de la taille annuelle « solidaire et indivisible de 10 francs ancienne monnaie », laquelle était payée, non par les propriétaires des fonds, mais par la communauté d'Arc, en vertu d'un ancien traité. Il ne restait à l'Hôpital qu'un sujet mainmortable d'origine, nommé Richardot. Le reste du territoire et de ses habitants avait été récemment affranchi par Mme la marquise de Ligneville.

La communauté désirant se libérer de la taille, et les propriétaires de fonds de la mainmorte réelle, une demande à cet effet fut adressée à l'Hôpital, accompagnée de l'offre de 1.500 livres.

La demande ne fut que partiellement accueillie, mais l'offre entièrement retenue : le commissaire à terrier de l'Hôpital ayant estimé à 4.000 livres la valeur de la directe, l'Hôpital, le 10 avril 1783, affranchit de la mainmorte réelle les fonds de sa directe audit Arc, lesquels demeureraient « chargés néanmoins des droits de cens, lods, consentement, amende, retenue et commise auxquels mesd. sieurs les directeurs de l'Hôpital n'entendent en aucune manière déroger », et libéra Richardot de la servitude personnelle, le tout moyennant la somme de 1.530 livres, jusqu'au paiement de laquelle l'effet de l'affranchissement demeurerait suspendu. Mais la communauté n'était pas libérée de la taille, de cette taille réelle due à raison même de la condition originaire des fonds nouvellement affranchis : survivance contradictoire dont l'ancien Régime nous offre maints exemples ⁽¹⁾.

La somme stipulée fut acquittée le 1^{er} Juin suivant : l'Hôpital ne conservait donc, au lieu d'Arc, qu'une directe en franchise. Celle-ci fut aliénée à M. Doroz, qui, quelques

(1) Arch. Hospices civils de Besançon. GG. 74. Boîte 154.

années auparavant, avait acquis déjà celle de Mme de Ligneville, dans de semblables conditions.

Ainsi donc, la teneur des affranchissements analysés ci-dessus est très variable. Notre impression est que les communautés, suivant leurs possibilités et leurs ressources, essayèrent de se démettre d'une partie plus ou moins lourde du régime féodal, dans laquelle la mainmorte avait la prépondérance.

Voyons à présent si les seigneurs, dans leurs prétentions, se montrèrent aussi généreux que leur suzerain.

b) *Conditions imposées.* — Le roi, nous l'avons vu, avait affranchi les terres de ses domaines, moyennant un cens d'un sol par arpent ; les seigneurs se contentèrent-ils d'une semblable indemnité ?

Si l'on en croit dom Benoit, les habitants des Bouchoux (Jura) auraient, en 1780, offert 10.000 livres au Chapitre de Saint-Claude, pour obtenir leur affranchissement ; celui-ci leur aurait été accordé quelque temps après « sous condition d'un cens d'un sol par arpent de terre labourable, prairie, pâturage, et bon territoire »⁽¹⁾. Les habitants ont-ils accepté ? Nous ne pouvons l'affirmer. Il est fort possible qu'ils aient reculé devant les frais d'une reconnaissance de leur territoire.

L'abbé de Luxeuil, le 28 Septembre 1788, libéra les habitants d'Esboz-Brest de la mainmorte réelle, moyennant le paiement « d'un cens annuel et perpétuel d'un sou par journal de tous les biens-fonds, champs, prés et étangs qui étaient de mainmorte, ledit cens estimé à 50 livres par an » ; par contre, il exigeait 1.000 livres de ses sujets pour les affranchir personnellement de la macule. Le 15 décem-

(1) DOM BENOIT. *Histoire de l'Abbaye et de la terre de Saint-Claude*, t. II, p. 775.

bre suivant, il affranchit les habitants et communauté de Froideconche dans les mêmes conditions ⁽¹⁾.

Il est fort difficile d'apprécier l'exigence des seigneurs, d'après l'exemple du Roi ; le plus souvent l'indemnité demandée n'est pas calculée sur les bases mêmes de l'Edit, les affranchissements sont consentis à forfait. Par ailleurs, ils affectent, outre la mainmorte, quantité d'autres droits, de sorte qu'il est impossible de discerner la part de la mainmorte dans le prix de ces affranchissements. Mais, d'ores et déjà, nous avons l'impression que certains seigneurs, à l'instar du monarque, ont voulu se montrer généreux.

Ainsi, les seigneur et dame de Bougey accordent à ladite communauté son affranchissement, moyennant 12.000 livres « scavoir, 6.000 livres pour celui de la mainmorte personnelle et de celle des meix, maisons, jardins, vergers, chenevières, bois et pâtis communaux non cultivés, et pareille somme de 6.000 livres pour l'affranchissement de la mainmorte des terres labourables, prés, vignes, terres communales en culture ».

M. de Lacoré estime le traité fort avantageux pour la communauté. « Les seigneurs, écrit-il, ont usé de générosité à cet égard envers les habitants ; ils leur ont fait grâce *de plus du tiers de la valeur réelle de leur droit* en ne l'estimant qu'à 12.000 livres et en ne recevant en échange que la propriété de deux communaux, en consistance de 24 faulx, dont la principale... n'est qu'un marais nouvellement défriché ⁽²⁾ »

A propos de l'affranchissement de Saint-Germain et le Mont, M. de Saint-Ferjeux, subdélégué à Vesoul, écrit, le 31 Juillet 1787 :

(1) FINOT. *Affranchissements inédits*.

(2) Arch. Haute-Saône. C. 38.

« Indépendamment de l'affranchissement de la mainmorte réelle et personnelle, dont Mme la princesse de Baufremont allibère les habitants de Saint-Germain et le Mont pour toujours, elle leur remet des droits qui lui rapportaient environ 1.000 livres de revenu, pour la modique somme de 25.000 livres une fois payée ; le marché est d'autant meilleur pour les habitants qu'ils en paieront le prix au moyen de la vente d'un bois qui dépérit journellement. ⁽¹⁾ »

L'année précédente, la princesse avait déjà libéré la communauté de Vellefrie, qui comptait pourtant 75 feux et 350 habitants, de la mainmorte et des corvées de faucille et de charrue, moyennant la modique somme de 5.500 livres une fois payée. Le traité devait être homologué quelques mois après par l'Intendant ⁽²⁾.

L'on rencontre même un affranchissement gratuit, mais dans des conditions qui en altèrent un peu la spontanéité : c'est celui concédé dans son testament par M. Gravier, avocat au Parlement, à quatre communautés de sa directe. Laissons la parole aux habitants de Quers :

« M. Claude-François Gravier, avocat au Parlement, seigneur de Frotey, Juars, Citers, Dambenois, Adelans... désirant seconder autant qu'il est en lui les vues bienfaisantes de Sa Majesté... a affranchi de la macule de mainmorte réelle et personnelle tous les sujets hommes et femmes qui demeurent actuellement et qui viendront demeurer par la suite dans son fief et seigneurie mainmortable situés èsdits villages de Quers, Citers, Dambenois, Adelans, ainsi que tous les fonds, héritages, dépendant dud. fief de la Bourlotte, ensemble tous les droits qui sont les suites et dépendances de lad. macule de mainmorte qui demeure éteinte et abolie dans toute l'étendue du

(1) Arch. Haute-Saône. C. 196.

(2) FINOT. *Affranchissements inédits*.

fief, en sorte que tous les sujets d'icelui, leurs enfants et descendants, tant en ligne directe qu'en ligne collatérale, pourront dès à présent et à perpétuité succéder les uns aux autres, sans être communiers, et pareillement eux, leurs enfants, successeurs et ayant cause, pourront vendre, aliéner, hypothéquer leurs fonds, héritages ou partie d'iceux par acte entre vifs ou par testament et dispositions à cause de mort, à titre de franchise, suivant les lois et coutumes qui s'observent entre personnes franches.

» Cet affranchissement a été accordé par M. Gravier en vertu du pouvoir qui lui a été donné par feu noble dame Anne-Marie Dereloutel, son épouse, par son testament mystique en date du 8 Mars 1784... par un pur principe de bienveillance et de libéralité, sans aucune rétribution, mais seulement sous la réserve que M. Gravier de Frotey se fait pour lui, ses successeurs et ayant-cause, du droit de consentement en cas d'aliénation, de lods et commise et retenue, et de cens et redevances et prestations dont lesd. maisons et héritages dépendant de son fief et seigneurie sont affectés suivant les anciens titres et terriers d'icelui ; tous lesquels habitants ci présents ont déclaré qu'ils acceptent les abandons et affranchissements ci-dessus, avec la plus vive reconnaissance.⁽¹⁾ »

Si quelques seigneurs firent preuve d'un désir manifeste de répondre au vœu du roi, d'autres, par contre, moins disposés aux concessions exigèrent des compensations au moins égales aux sacrifices consentis :

Ainsi les Religieux de Mont Roland, le 13 Août 1786, donnent procuration au prieur de traiter avec les habitants de Jalleranges, moyennant 17.000 livres, et à la condition « que le prix qui proviendra de cet affranchissement sera

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II, p. 308.

placé dans un bon fonds de terre qui rapportera à peu près la même valeur que celle qu'on retire aud. Jalleranges », ce qui implique l'intention de ne rien perdre à l'opération ⁽¹⁾.

Par ailleurs, le seigneur d'Autet, Gabriel Barberot, écuyer, lieutenant général du bailliage de Gray, exige 40.000 livres des habitants pour les libérer de la seule mainmorte. Gabriel de Tranchant, seigneur de Borey, réclame 42.500 livres ; or, Borey, avec 127 feux et 633 habitants, avait sensiblement la même importance que Saint-Germain et le Mont, avec 124 feux et 634 habitants, ces derniers ne déboursèrent que 25.000 livres, soit 17.500 livres de moins que la somme réclamée aux premiers, pour se rédimer de droits analogues ⁽²⁾.

Certains seigneurs abusèrent manifestement de la situation :

La communauté de Dampierre-sur-Linotte relevait de plusieurs seigneurs ; les habitants avaient traité avec l'un d'eux, M. de Faletans, moyennant un prix convenu. Or, le cahier des habitants nous apprend que, deux ans après cet affranchissement, M. de Faletans a encore déterminé une partie des habitants, sans concours de l'autre partie, « à lui nanter une somme de 5.000 livres (ce qui fut une extorsion) en les menaçant de leur susciter une pépinière de procès, tant en général qu'en particulier, sur quantité de fonds dénoncés vendus de franchise par différents particuliers » ⁽³⁾. Les habitants versèrent la somme; aussi dans leur cahier en réclament-ils la restitution.

(1) Arch. Doubs. 32 H. 44.

(2) FINOT, *Affranchissements inédits*.

(3) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. I, p. 449.

Plusieurs communautés virent leurs offres repoussées : un exemple va nous donner la preuve que, dans certains cas, qui n'étaient peut-être pas les moins fréquents, l'affranchissement participait d'une opération financière dont le seigneur ne devait retirer que des avantages.

Depuis 1754, les habitants d'Arcey sollicitaient leur affranchissement, mais voyaient chaque fois leurs soumissions jugées insuffisantes. En 1779, ils réitérèrent les mêmes soumissions, à cette différence près qu'ils les limitèrent à l'abolition de la mainmorte et de la quarte de guet, à l'exception des tailles et des poules, et qu'ils portèrent « à dix arpents d'augmentation, conséquemment à quarante arpents, leurs offres d'abandon de forêt dans le canton de Marchézel, au lieu de trente arpents qu'ils n'avaient que d'abord offerts ».

Le prince fit faire une enquête ; l'on chargea un expert d'estimer les bois offerts ; celui-ci remit son rapport au Conseil le 12 octobre 1779.

Les pourparlers momentanément interrompus reprirent le 26 juillet 1783, date à laquelle le prince demanda l'avis du Conseil. Celui-ci chargea l'un de ses membres, en l'espèce M. Bouthenot, d'enquêter sur les lieux et de lui remettre un rapport. Entre temps, les habitants d'Arcey recevaient la réponse que voici :

« Les offres de suppliants ne sont à beaucoup près pas comparables aux sacrifices qu'ils exigent du Sérénissime duc régnant, notre très cher père, il faudrait faire des offres plus avantageuses de bois de réserve ou autres, desquels a été coupé ou assiétié pour que nous puissions appuyer leur demande auprès du Sérénissime duc régnant notre très cher père. Etupes, ce 14 d'Août 1783.

Signé : Frédéric Eugène, duc de Wirtemberg. »

Procédé fort habile de la part du prince, pour amener

les requérants à augmenter leurs soumissions lorsqu'ils recevraient la visite de ses émissaires. De fait, le 16 septembre suivant, M. Bouthenot vint inspecter les lieux et dressa un tableau comparé des revenus des droits dont on demandait l'abolition avec ceux des bois offerts en échange, pour une période de vingt-cinq années ; le 8 Novembre suivant, il présentait au Conseil un mémoire de la plus grande impartialité sur le résultat de son enquête. Ce rapport permet de mesurer l'étendue des « sacrifices » exigés du prince.

Quel serait le revenu des bois cédés ? De deux choses l'une :

Ou bien l'on conserve la forêt, en l'exploitant régulièrement tous les vingt-cinq ans.

Elle donnerait, dans cet intervalle, un revenu de 28.225 livres, 5 sols.

cy... 28.225 l. 5 sols

Ou bien l'on défriche la forêt et l'on met le terrain en culture :

Auquel cas, les sommes à provenir de la vente du bois, de la vente du sol, ajoutées au produit de la dîme, à celui de la tonsure..., etc., donneraient, en 25 ans, un revenu net de 34.415 livres, 15 sols.

cy... 34.415 l. 15 sols

De l'avis du Conseiller, « ce dernier projet serait préférable à celui de jouir en nature des bois de la forêt », si les besoins des salines de Saulnot n'en exigeaient point la conservation.

Voyons, à présent, le revenu de la quarte de guet ainsi que des échutes mainmortables dans l'espace de vingt-cinq ans.

85 habitants doivent annuellement chacun une quarte de blé pour le guet et garde. Or, 51 seulement sont solva-

bles ; 34 sont réputés « insolvable ou dignes de charité ». En conséquence, produit annuel de la quarte de guet : 51 quartes, soit, à raison de 3 livres, 10 sols l'une : 178 livres 10 sols, soit en 25 ans : 4462 livres 10 sols.

cy 4462 l. 10 sols

Passons au produit des échutes mainmortables : de 1750 à 1775, il s'est porté à 7.375 livres, 6 sols, 11 deniers...

cy 7375, 6, 11.

Il est vrai que du début de 1776 au mois de septembre 1783, le même produit s'est élevé à 5298 livres : ce dernier paraît « plus fort à proportion du temps qui est de huit ans, que le précédent, qui est pour 25 ans », mais, continue le conseiller « la suite pour parfaire les 25 ans ne présente aucune espérance de la même force d'autant moins qu'il y a très peu d'échutes apparentes, et que celles qui sont à espérer comme j'en suis informé sont fort minces; la plus apparente et d'un peu de conséquence est celle du maire Jannerot, laquelle pourrait valoir environ 1200 livres, mais comme la principale partie consiste dans une maison et que sous la précédente ferme il a obtenu de donner en jouissance cette maison à sa femme en secondes noces, la vente pourra par là s'en trouver reculée ». Donc, le produit tout d'abord indiqué est un juste élément d'appréciation : « d'où il paraît que les revenus de la quarte de guet et des échutes de mainmorte dont les habitants d'Arcey voudraient se faire affranchir se montent, dans 25 ans, à la somme totale de 11837 livres, 7 sols, 9 deniers.

cy 11837, 7, 9. »

Conclusion : L'affranchissement serait une bonne opération, puisque dans le « cas le plus normal », où l'on conserverait la forêt en nature « son produit pendant 25 ans étant, comme on l'a déjà observé, de 28.225 livres, 5 sols et celui de la quarte de guet et des échutes de 11.837 livres,

7 sols, 9 deniers, il est conséquent qu'il y aurait un bénéfice de 16387 livres, 17 sols, 3 deniers à accorder la demande des habitants d'Arcey. cy 16387, 17 3. »

Mais le Conseiller prévoit au cas particulier quelques objections.

L'une tirée de ce que « le village d'Arcey et son territoire étant en généralité de mainmorte, et même déclaré tel par arrêt du Parlement de la province, ce droit en est, par là même, devenu plus précieux ».

L'autre, qu'il va peut-être chercher un peu loin est tiré « de ce que la forêt de Marchézal étant isolée et d'ailleurs très à portée des trois villages de Montenois, d'Arcey et de Sainte-Marie, elle se trouverait par là même plus exposée aux délits et aux dégradations, et semble exiger un garde particulier pour sa conservation, circonstance qui occasionnerait une dépense extraordinaire par le gage qu'il faudrait lui donner ».

Mais ces objections, par ailleurs, sont balancées par d'autres considérations : outre des considérations d'ordre général tirées de l'invitation royale, du développement de l'activité locale, etc... M. Bouthenot fait remarquer « qu'un affranchissement général épargnera encore une couple de mille livres qu'il en coûterait pour procéder aux reconnaissances particulières d'Arcey ci-devant commencées, pour distinguer les sujets, comme leurs meix et héritages, de leur vraie condition franche et mainmorteable et les droits et prestations qu'ils doivent en l'une comme en l'autre condition... comme encore pour empêcher l'extension de la franchise sur la mainmorte et la fixer avec certitude » ; il en coûterait beaucoup moins « par la facilité que l'on aurait à faire le dénombrement ou terrier d'Arcey, le cas d'affranchissement échéant ».

Par ailleurs, il assure en terminant qu'il n'a « rien

négligé pour persuader à ces habitants l'insuffisance de leurs offres et les porter à les augmenter ». Mais ils lui ont répondu « qu'il leur était impossible, pris égard à leur nombre considérable ; que la majeure partie était ou gens déjà francs de la quarte de guet, pour être d'autres directes... ou insolvables ; ils préféreraient de rester dans leur état plutôt que de manquer de bois dont ils n'ont pas déjà même le nécessaire ; qu'enfin, n'ayant presque point de prels et aucune vigne dans leur territoire, il ne leur restait aucune autre ressource que dans leur labourage, en sorte qu'ils n'étaient en général rien moins que dans l'aisance »⁽¹⁾.

Tel était, en substance, l'exposé du rapport. M. Bouthenot était en définitive favorable à l'affranchissement. Celui-ci fut-il accordé ?

Nous n'avons plus de documents sur la requête elle-même, mais ceux que nous avons retrouvés par ailleurs attestent que les habitants sont restés mainmortables :

Le 18 Mars 1787, M. Pilon écrit au prince pour l'informer d'une échute arrivée la veille : c'est précisément celle du maire Jannerot, dont il était déjà question au rapport, et que M. Bouthenot présentait comme « d'un peu de conséquence ». « Cet homme était pauvre, précise le procureur fiscal, et je pense qu'on ne pourra tirer de cette échute qu'environ 1.500 livres ». Le 1^{er} Mai, c'est l'échute de Marie Guignard « décédée dans la nuit », ne laissant que 13 quartes de champ ; autant de témoignages authentiques démontrant que les gens d'Arcey n'étaient pas encore libres à la veille de la Révolution ⁽²⁾.

Ce n'est pas que le prince fût, de parti-pris, opposé à

(1) Arch. Doubs. E. 371. Communautés et confréries.

(2) Arch. Doubs. E. 373. Communautés et confréries.

l'émancipation des serfs ; il avait affranchi les habitants de Saint-Maurice quelques mois avant l'Edit. Mais l'affranchissement répondait en lui, moins à un sentiment généreux, qu'au seul désir d'accroître son patrimoine aux dépens des communautés.

Le Chapitre de Vesoul devait aussi partager cette manière de voir ; si l'on en croit le cahier de Colombotte, encore mainmortable en 1789, le Chapitre aurait refusé « de se soumettre aux intentions bienfaisantes de Sa Majesté, par les propositions irraisonnables et impossibles aux habitants qu'il leur a fait (*sic*) pour achat de leur liberté et de celle de leurs fonds... »⁽¹⁾.

Par ailleurs, certaines communautés, relevant de plusieurs seigneurs, réussirent à traiter avec les uns, mais ne purent vaincre l'obstination des autres ; tel fut le cas de Dampierre-sur-Linotte, par rapport à la directe indivise du prieur de Grandson et du commandeur de la Villedieu en Fontenette :

Les habitants rapportent qu'en 1782, ils vendirent l'exploitation de leur quart en réserve afin de racheter leur liberté. « Tous les seigneurs ont accédé à cet affranchissement, à l'exception de Mgr le commandeur de la Villedieu en Fontenette, qui possédait une directe indivis avec M. le prieur de Grandson à Dampierre-les-Montbozon, assis sur plusieurs meix, fonds, et héritages..., de manière que les sujets de cette directe indivis qui devraient profiter de l'affranchissement général se trouvent affranchis pour moitié du chef du prieur de Grandson et restent mainmortables pour l'autre moitié de leurs personnes et fonds, sous la même directe, ce qui forme une bigarrure vraiment préjudiciable, pourquoi ils supplient Sa Majesté d'enjoin-

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. I. p. 375.

dre au commandeur de la Villedieu, co-seigneur à Dampierre-les-Montbozon, de souscrire aud. affranchissement aux mêmes clauses et conditions acceptées par le prieur de Grandson... » ⁽¹⁾.

D'autres communautés virent leurs soumissions rester sans réponse.

Ainsi, les mainmortables du Mont-Jura, récemment condamnés en Parlement et déboutés au Conseil du Roi, dans un retentissant procès contre le Chapitre de Saint-Claude, essayèrent à l'apparition de l'Edit, de racheter leur liberté : l'Evêque de Saint-Claude avait plusieurs fois manifesté le désir de les affranchir, mais avait constamment rencontré l'opposition du Chapitre. Enfin, en 1781, ce dernier parut céder ; Necker du moins en fait part au roi : « Dans ce moment, écrit-il dans son compte-rendu, le Chapitre de Saint-Claude, répondant à vos invitations, va rendre la liberté à ses mainmortables, moyennant un léger cens, pareil à celui fixé dans vos domaines ». L'offre faite en ce sens aux communautés fut aussitôt acceptée : « Nous nous empressâmes d'accepter cette offre, rappellent les habitants dans leurs doléances, et par un même esprit de conciliation, de nous soumettre à la redevance d'un sol par arpent de terre cultivable. Les actes qui contenaient cette soumission furent adressés dans le temps à votre ministre des des Finances. ⁽²⁾ »

La réponse ne vint jamais. L'on incrimina l'Administration lente et paperassière ; mais le Chapitre n'aurait-il pas intrigué pour endormir l'affaire ?

Nous sommes d'autant plus porté à hasarder cette hypo-

(1) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. I, p. 449.

(2) Doléances des habitants du Mont-Jura. CHASSIN. *L'Eglise et les derniers serfs*, pièces justificatives Voir aussi AULARD, *La Révolution et le régime féodal*, p. 22.

thèse qu'au même moment les mainmortables de la terre de Luxeuil luttaien^t contre les mêmes difficultés.

Depuis 1775, l'abbé de Luxeuil, M. de Clermont-Tonnerre, songeait à affranchir gratuitement ses sujets. Toutefois, comme il n'était pas propriétaire des droits attachés à son bénéfice, mais seulement usufruitier, que, par ailleurs, ses intérêts étaient communs avec ceux des religieux, il ne pouvait ordonner la suppression de ces droits qu'à charge de dédommager la mense abbatiale.

Il adressa tout d'abord une requête au roi, le suppliant de consentir à l'affranchissement gratuit des mainmortables de l'abbaye en dédommageant celle-ci par la réunion du prieuré de Fontaine, ancienne dépendance de l'abbaye. Mais la requête envoyée à Paris en 1777, avec l'avis conforme de l'Intendant, vint échouer dans les cartons du ministre de la feuille.

Quelque temps après l'Edit, l'abbé tenta de traiter directement avec les communautés de son ressort. Quinze d'entre elles répondirent à son invitation et convinrent de leur affranchissement de la mainmorte réelle moyennant la cession de portions de communaux, et de la servitude personnelle moyennant 60 livres par feu et ménage une fois payées. Après approbation de l'Intendant, le dossier fut envoyé au ministre, M. de Forges, en 1784 ; mais nul ne s'en occupa. Le 2 mai 1788, le ministre, pressé par l'Intendant, s'excuse « de ce que les circonstances actuelles » apportent « beaucoup de retard dans la décision des affaires particulières » et lui fait part de son intention de « se faire rendre compte incessamment de celle de M. l'abbé de Clermont-Tonnerre et de prendre la décision du Conseil sur cet objet ». Les choses en restèrent là.

Entre temps, l'abbé avait réussi à traiter avec trois communautés : Saint-Valbert (1782), Froideconche, Esboz-

Brest (1788). Mais l'on ne sait s'il obtint l'homologation du Conseil avant la Révolution.⁽¹⁾

Récapitulons : A la suite de l'Edit de 1779, une effervescence très nette des communautés mainmortables fournit à plusieurs seigneurs l'occasion de traiter avec leurs sujets, à des conditions avantageuses ; mais souvent l'intérêt, la cupidité, plus encore que le préjugé, restèrent un obstacle insurmontable à l'affranchissement.

Il reste à examiner si les communautés qui pensèrent ainsi se libérer du joug de la servitude avaient effectivement recouvré leur liberté, au moment de la Révolution. Nous verrons que l'exécution des traités conclus fut pour beaucoup d'entre elles la source d'amères déceptions.

IV. EXÉCUTION DES TRAITÉS CONCLUS

Plusieurs historiens commettent l'erreur de croire que, pour avoir convenu de leur libération, moyennant certaines conditions, les communautés se trouvèrent par là même affranchies. Or, la conclusion du traité n'était qu'une étape vers l'affranchissement. Celui-ci ne devenait définitif qu'une fois l'homologation obtenue et l'indemnité versée. Etudions successivement les vicissitudes de ces deux formalités.

§ 1^{er}. *Homologation des affranchissements.*

Elle fut une première source de difficultés. Qui devait l'accorder ?

L'Intendant, lorsque le prix consistait en une somme d'argent, acquittée à l'aide des ressources normales de la communauté ;

(1) FINOT. *La mainmorte dans la terre de l'Abbaye de Luxeuil.*

Le Conseil du Roi, après avis de l'Intendant et du Grand-Maître des Eaux-et-Forêts, lorsque l'indemnité comportait la cession de droits réels, bois de réserve, terrains communaux ou autres.

Dans le premier cas, l'homologation ne souffrait aucune difficulté, elle était rapidement accordée ; ainsi l'affranchissement de Pusey, conclu en 1780, moyennant le versement de 50.000 livres, et, par ailleurs, la cession d'un pré de faible contenance, reçut la même année son homologation ⁽¹⁾ ; celui de Vellefrie, généreusement accordé en 1786 par la princesse de Bauffremont pour 5.500 livres, fut homologué l'année suivante, le 12 mars 1787, par l'Intendant de Franche-Comté ⁽²⁾.

Mais, peu de communautés disposaient d'un budget suffisant pour s'acquitter d'emblée, à prix d'argent. La plupart était obligées soit d'aliéner leur quart de réserve, soit d'en céder une partie directement au seigneur. Elles en vinrent à souscrire à des conditions nettement désavantageuses que l'Intendant ou le Ministre, chargé de veiller à leurs intérêts, désapprouva hautement. L'homologation de leur affranchissement, lorsqu'elle ne fut pas refusée, fut du moins considérablement retardée.

Les habitants de Borey avaient, le 14 avril 1786, convenu avec leur seigneur, Gabriel de Tranchant, de lui céder pour prix de leur affranchissement de la mainmorte, des tailles et des corvées, la coupe et exploitation de leurs cinq premières assiettes et le recépage de leur quart de réserve. Or, le 16 novembre 1787, le ministre, M. de Forges, écrit à l'Intendant :

« Quel que soit l'avantage que puisse procurer à ces habitants l'affranchissement de la macule de mainmorte,

(1) Arch. Haute-Saône. C. 43.

(2) FINOT. *Affranchissements inédits*.

un marché de cette espèce, par lequel des habitants vendent à leur seigneur une réserve très jeune pour n'être exploitée que dans de longues années..., de laquelle on ne peut que très arbitrairement estimer le prix, un marché qui, dans cet arbitraire, ne peut que laisser tout l'espoir de la plus value pour le seigneur, tandis que les habitants ne peuvent que courir les risques de la perdre ; un tel marché me paraît présenter trop d'inconvénients pour être accueilli... Ce serait exposer ces habitants à une lésion (*sic*) qui serait peut-être considérable, si on les autorisait à céder leur réserve pour 20.041 livres à raison de 70 livres l'arpent.

» D'après cette conjecture, je crois, Monsieur, qu'il serait peut être prudent de n'homologuer ce traité que pour n'avoir d'effet que dans quinze années ; je ne sais s'il ne serait pas plus avantageux, pour ces habitants, de rester encore pendant ce temps soumis à la mainmorte que de risquer d'en payer beaucoup trop cher l'affranchissement, par un traité aussi éventuel ; ou bien, si l'on préfère d'y donner suite dès ce moment, on pourrait fixer les époques auxquelles chaque partie de la réserve serait exploitée quoi-qu'il me paraisse difficile d'en permettre la coupe dans un âge aussi jeune. »

L'Intendant répond en ce sens, le 11 avril 1788, et propose qu'il soit ordonné « qu'au moyen de ce que la communauté demeurera tenue de payer la somme de 20.041 livres à laquelle cette réserve a été évaluée par le traité, elle sera vendue à son profit en la forme de l'ordonnance, de cette manière le bénéfice qui pourra résulter de la vente tournera tout entier à son profit »⁽¹⁾.

Il est quasi certain que le traité n'avait pas encore reçu

(1) Arch. Haute-Saône. C. 38.

son exécution le 4 août 1789 ; dans leur cahier, qui fut rédigé en mars, les habitants de Borey se plaignent encore de ces tailles, poules et corvées dont « les frais de contrainte pour la perception surpassent de beaucoup le principal de la dette » et supplient « qu'il soit permis à tout mainmortable de racheter de la servitude ses domaines qui en seront affectés »⁽¹⁾.

De même, à propos de l'affranchissement de Vauchoux, convenu avec le prince de Bauffremont, moyennant la cession de huit fauchées et demie d'un pâtis communal, M. Caumartin écrit à son subdélégué à Vesoul, le 19 janvier 1788 :

« Il serait à désirer que l'on évitât d'aliéner un communal ou de constituer un cens. M. de Saint-Ferjeux ne manque pas de sentir les inconvénients qui résulteraient de l'un ou de l'autre de ces moyens ; les plus propres pour fournir le prix de l'affranchissement, qu'il est à propos de régler en une somme une fois payée, serait une vente de bois, un emprunt ou une répartition, sauf à prendre les précautions convenables pour assurer que les droits de mainmorte seront convenablement remplacés et qu'il ne se dissipera rien de cette somme » ; car la terre de Vauchoux dépendent de la baronnie de Scey, était grevée de substitution. L'Intendant paraît très embarrassé ; il prie M. de Saint-Ferjeux de prendre « les éclaircissements convenables sur la réalité et la valeur des droits »⁽²⁾.

La question n'était pas encore réglée en 1789. Dans leur cahier, les habitants font nettement allusion à l'échec de leur tentative, lorsqu'ils forment le vœu « qu'il sera enjoint aux seigneurs d'affranchir leurs sujets de la main-

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

(2) Arch. Haute-Saône, C. 45.

morte réelle et personnelle, moyennant le dédommagement qui sera fixé par estimation d'experts... et que toute communauté qui, par aliénation de fruits ou propriété de communaux; pourra payer cette indemnité sera de même forcée de recevoir son affranchissement »⁽¹⁾.

Les habitants de Grandecourt que M. Bocquet de Courbouzon, prieur dudit lieu, et les missionnaires de Beaupré avaient, en 1787, affranchis de la mainmorte réelle et personnelle, de la poule de Carnaval, ainsi que des corvées de bras, de charrues et de voitures moyennant 10.903 livres à prendre sur leur quart de réserve, n'avaient pas encore obtenu l'homologation demandée quand survint la Révolution. Comme ils s'étaient mis en refus de payer les droits en 1789, leur seigneur les assigna devant le Parlement et les fit condamner, par jugement du 20 mars 1790, à lui payer, outre les autres droits seigneuriaux, « la somme de 100 livres pour corvées de bras et de charrue, 40 livres pour celles de voiture et 36 livres pour les poules », c'est-à-dire la valeur des droits dont il les avait affranchis trois années auparavant ⁽²⁾.

L'autorisation d'aliéner fut parfois catégoriquement refusée :

Les habitants de Fedry, nous l'avons vu, avaient passé avec leur seigneur, le 11 février 1787, un traité qui les libérait de la mainmorte et de la plus grande partie des droits seigneuriaux, moyennant la somme de 8.000 livres à prendre sur leur quart de réserve et la cession de prés communaux estimés à 10.000 livres. Or, le 20 septem-

(1) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

(2) Arch. Doubs. B. 1636. En outre, deux délibérations des habitants de Grandecourt en corps de communauté, des 23 juillet et 24 décembre 1789, reçues par devant Verpy, notaire à Ray-sur-Saône. Les minutes de ces délibérations nous ont été très aimablement communiquées par M^e Robert, notaire à Lavoncourt.

bre 1788, le roi en son Conseil homologuait ledit traité « sans néanmoins qu'en vertu d'iceluy et pour le paiement d'aucune des sommes y contenues, il puisse être prélevé aucun denier sur le produit du quart mis en réserve dans les bois de la communauté de Fédry, laquelle à cet effet Sa Majesté a débouté et déboute de sa demande à cet égard, ordonne que ledit traité sera au surplus exécuté selon sa forme et teneur ». Le 19 novembre suivant, des lettres-patentes ordonnaient l'enregistrement de l'arrêt par le Parlement de Besançon. C'était mettre la communauté dans l'impuissance de se libérer. Or, qu'arriva-t-il ?

Le 22 juillet 1789, les habitants de Fédry, assemblés en corps de communauté, sommèrent leur seigneur d'avoir à considérer le traité comme nul et non avenu ; ils l'obligèrent en outre à leur abandonner divers droits seigneuriaux, à renoncer à diverses prérogatives ; s'étant rendus au château, ils forcèrent le seigneur et son épouse « à leur souscrire et délivrer une promesse de leur remettre dans quinzaine les originaux tant de l'arrêt du Conseil du 20 Septembre 1788, portant l'homologation du traité d'affranchissement desd. habitants et communauté passé devant le notaire Lescornel, que des lettres-patentes intervenues sur ledit arrêté le 19 novembre suivant ». Le même jour, ils se transportaient chez le notaire Lescornel et lui arrachaient la minute du traité ⁽¹⁾.

Ainsi donc, les habitants n'ayant pu se libérer faute de l'autorisation nécessaire, cherchèrent dans la violence un résultat qu'ils n'avaient pu se procurer par des moyens légaux.

(1) Arch. Doubs. E. 3662. Titres de familles. Premier suppl. En outre, délibération des habitants de Fédry, le 22 juillet 1789, par devant Verpy, notaire à Ray-sur-Saône. Minute communiquée par M^e Robert, de Lavoncourt.

Aussi, voit-on parfois le seigneur se prémunir contre l'éventualité d'un refus :

Dans l'affranchissement accordé le 31 mai 1787 aux habitants de Jalleranges, moyennant 17.000 livres, à prendre sur la vente de leur quart en réserve, les Bénédictins de Mont-Roland convinrent avec leurs sujets que « si, contre toute apparence, il ne leur était pas possible d'obtenir la permission de faire cette vente, le présent traité demeurera nul et sera regardé comme chose non avenue ⁽¹⁾ » montrant par là qu'ils faisaient peu de cas du crédit des habitants. L'affranchissement était précaire. Nous ignorons s'il fut homologué dans toute sa forme et teneur.

Nous avons montré plusieurs raisons susceptibles d'expliquer le retard ou le refus de l'homologation. Ajoutons celles tirées de la mauvaise volonté des seigneurs :

Le 30 novembre 1783, le Chapitre de Lure avait affranchi les habitants de Vouhenans « de la mainmorte réelle et personnelle et d'une rente de six-vingt quartes de blé », moyennant la cession de 22 arpents de bois et la somme de 19.000 livres. En 1789, l'homologation n'était pas encore obtenue : les seigneurs avaient simplement négligé de la demander ; c'est du moins l'explication donnée par le cahier de Vouhenans, qui nous paraît assez véridique : « En 1783, MM. de Lure ont affranchi les habitants de Vouhenans... MM. de Lure, dans le traité se sont obligés à toutes les démarches, à faire entériner le présent traité et en remettre la grosse auxd. habitants, ce qu'ils n'ont pas fait, quoique plusieurs fois requis. ⁽²⁾ »

En attendant, ils avaient perçu la majeure partie de

(1) Arch. Doubs, 32 H. 44.

(2) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

la rançon ; les habitants confessent leur devoir encore 2.300 livres. Ainsi donc, les chanoines avaient retiré tout le profit du contrat, en laissant ce dernier inopérant à l'égard des habitants.

Ailleurs, les bois de réserve avaient été vendus à un complice du seigneur qui en avait gardé le prix. Ainsi, les habitants de Cornot, affranchis de la servitude par traité conclu dès le 6 février 1783 avec l'abbé de Vermond, leur seigneur, étaient encore mainmortables en 1789. Dans leur cahier, ils dénoncent ainsi leur mésaventure : « Que les habitants ayant droit de percevoir le prix provenant de leur quart de réserve vendu pour le prix de cinquante mille livres et au delà, et à la faveur du sieur agent dudit Seigneur sous un *prétendu affranchissement*, lequel dit agent devait le mettre entre les mains desdits habitants, et ne s'étant pas exécuté (*sic*) »⁽¹⁾, allusion très nette au traité de 1783, resté lettre morte.

Nous croyons que, dans bien des cas, l'affranchissement ne fut qu'un leurre, un moyen dilatoire de calmer les impatiences en faisant escompter la libération prochaine ; les conditions acceptées, le traité conclu, le seigneur s'en désintéressa, déguisant mal, par son indifférence, l'espoir inavoué d'en paralyser les effets.

§ II. *Versement de l'indemnité*

Il fut aussi problématique que l'homologation.

La répartition de l'indemnité souleva déjà des difficultés lorsque toute la communauté ne participait pas dans la même mesure à l'affranchissement accordé : le cas n'était pas rare, vu la complexité de l'organisation féodale. Le 10 avril 1787, M. de Lampinet avait affranchi les habitants et communauté d'Aubertans de la taille et des quartes de

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

four ; en même temps, il avait libéré de la mainmorte et de la quarte de guet les mainmortables de sa directe, soit quatre ménages, ainsi que les fonds en dépendant, soit le quart du territoire. L'indemnité devait être prélevée sur la vente du quart en réserve. Mais le reste des habitants qui, bien que libérés de la taille, demeuraient mainmortables d'autres seigneurs, ne purent tolérer que M. de Lampinet affranchît ses sujets aux dépens de la collectivité ; ils formèrent opposition à la vente des bois, et se pourvurent au bailliage de Vesoul, afin d'obtenir une meilleure répartition. Leur demande était fort légitime, mais leur libération s'en trouva retardée ⁽¹⁾.

Voyons, à présent, si les communautés acquittèrent leur rançon :

Les communautés qui parvinrent à se libérer aux conditions imposées le proclamèrent dans leurs cahiers, mais avec une nuance de regret, estimant avoir payé trop cher la liberté reconquise.

Ainsi, les habitants de Bussières déclarent qu'ils ont « sacrifié en vertu d'un traité d'affranchissement une somme de 28.000 livres dans la vue de se rédimer de la macule odieuse de la mainmorte, quoiqu'elle n'ait jamais été générale dans le lieu » ⁽²⁾.

Les habitants de Bourguignon-les-Conflans, affranchis en 1783 par Mme de Pointes, estiment qu'ils ne doivent plus payer les autres droits seigneuriaux. « Ces mêmes habitants étaient mainmortables, lit-on dans leur cahier ; ils se sont affranchis de cette macule à la sollicitation des seigneurs, à qui ils ont payé plus de cinquante-cinq mille livres. » Mais ceux-ci s'étaient réservé « les lods de

(1) Arch. Doubs, E. 511. Communautés et confréries.

(2) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. I, p. 270.

douze l'un sur toutes les ventes, la dîme générale sur leurs champs et le droit de mainmorte (vraisemblablement une redevance) sur tous leurs censiers à perpétuité et à temps fixé... » Aussi, supplient-ils Sa Majesté « de les rédimer de ces charges qui sont plus que payées par les sommes nanties à leurs seigneurs qui sont propriétaires de moitié du territoire de Bourguignon...⁽¹⁾ »

Ailleurs, l'indemnité n'était que partiellement acquittée, quand survint la Révolution :

Les habitants de Calmoutiers s'étaient affranchis envers le Chapitre de Vesoul et M. de Lavie « de la mainmorte personnelle et quant à la réelle du droit de consentement et dissentement, retenue, échute, commise, tailles et poules », et ce moyennant les sommes de 24.000 et 12.000 livres respectivement payables aux intéressés, en trois termes égaux. Le traité avait dû être homologué en 1783. Or, en 1789, le Chapitre de Lure n'avait touché que 16.000 livres et M. de Lavie 8.000 livres, soit les deux tiers de l'indemnité. Le reste, soit 12.000 livres, devait échoir au 1^{er} novembre suivant. Les habitants supplient Sa Majesté « de leur accorder la remise entière du troisième et dernier paiement »⁽²⁾.

De même, la communauté de Vouhenans devait encore au Chapitre de Lure 2.300 livres sur la somme de 19.000 livres stipulée au contrat. MM. de Lure ne lui firent pas grâce du solde : le 8 juin 1789, ils réclamèrent le reliquat ⁽³⁾. Rappelons qu'il n'avaient pas encore demandé l'homologation du contrat passé en 1783 et que, par suite, les habitants de Vouhenans étaient restés mainmortables .

D'autre communautés, trop récemment affranchies, n'avaient encore rien versé sinon les faibles sommes

(1 et 2) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

(3) FINOT. *Affranchissements inédits*.

afférentes aux formalités mêmes du contrat. La Révolution leur valut quittance du principal. Les habitants auraient pu se féliciter de ce qu'un événement imprévu vint les décharger à bon compte de la partie la plus lourde et la plus vexatoire du régime féodal. Cependant, il en est qui voulurent pousser plus loin les résultats acquis, et qui manifestèrent des exigences particulières :

Les habitants de Trepot, affranchis au début de 1789, par M. Tinseau, leur seigneur, moyennant la somme de 27.000 livres, n'avaient encore acquitté, au moment de la Révolution « que les pots de vin de 360 francs, les frais de contrat au notaire Archeret, une chétive somme de 24 francs aux personnes attachées à la maison de leur ci-devant seigneur, et d'autres faux frais montant ensemble à 648 francs ». Non contents d'être quittes à si bon compte, ils adressèrent, en l'an VII, une requête au département, tendant à la restitution des 648 francs, qu'ils avaient nantis comme acompte. Un arrêté de l'Administration centrale du 7 Thermidor rejeta leur demande. Mais la communauté s'obstina : elle renouvela sa requête avec pièces et motifs à l'appui :

« En cherchant à s'affranchir, est-il dit, les habitants de Trepot ne faisaient qu'un acte très licite, et en étaient les maîtres, et s'ils avaient payé les 26.000 livres, ils n'auraient aucune action à exercer contre Tinseau, pour en obtenir la restitution, quoique les lois de la République les aient dégagé du paiement de tous les cens qu'ils supportaient ; ils ont seulement nanti les pots de vin par le fait des exposants ; ceux-ci doivent en obtenir la restitution... Il est de fait que les pots de vin entrent dans le prix principal de la vente, du bail ou du marché auquel ils sont relatifs ; c'est ainsi que vous l'avez toujours pensé, en liquidant les fermes dans lesquelles la République est intéressée ; donc, les 360 francs forment un acompte payé sur le prix de

l'affranchissement ; les pots de vin et les frais de contrat sont justifiés par la lettre même ci-jointe et la quittance du notaire Archeret de manière que l'on ne peut sans injustice refuser d'allouer aux exposants le montant des sommes portées dans leur compte. Ils demandent en outre 2 francs, pour façon de ce compte et papier, somme très modique.

» Ce considéré, citoyens, il vous plaise voir les pièces énoncées et jointes, rapportant votre Arrêté du 7 Thermidor an VII et confirmant l'avis de l'administration municipale d'Ornans du 5 Messidor même année, allouer aux exposants la somme de 650 francs comprise dans leur compte, vous ferez justice. »

Mais, le 25 Pluviôse de l'an VIII, le département rejeta définitivement ces prétentions.

« L'Administration centrale du département, lit-on en marge de la requête, considérant que les motifs qui ont dicté l'arrêté du département du 7 Thermidor an VII, ne sont aucunement détruits, persistant dans led. arrêté, ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur.⁽¹⁾ »

Nous avons terminé notre étude de l'Edit de 1779. Pour mieux nous convaincre de son échec, cherchons à donner quelque idée du nombre des mainmortables en Franche-Comté, au moment de la Révolution.

La mainmorte, croyons-nous, formait encore la condition générale des habitants des campagnes. Le nombre des communautés mainmortables était très élevé. MM. Godard et Abensour déclarent en avoir rencontré « plus de cent », dans le seul bailliage d'Amont, « sans parler des communautés qui renfermaient à la fois des hommes francs et des mainmortables ». Ces communautés relevaient, pour la plus grande partie, de seigneurs ecclésiastiques ; ainsi, le

(1) Archives communales de Trepot.

Chapitre de Saint-Claude conservait dans le Mont-Jura, 12.000 mainmortables répartis en 8 paroisses ; l'abbaye de Luxeuil et le prieuré de Fontaine retenaient sous leur directe 27 communautés totalisant 11.121 âmes.

D'après le cahier des communautés du Mont-Jura, la population mainmortable de la Comté s'élevait à 400.000 habitants, soit le cinquième du chiffre donné par Clerget pour l'ensemble du territoire français.

Que représentaient, dans la province, ces 400.000 mainmortables ?

Le dixième environ de la population, d'après le Parlement : « Nous pouvons assurer qu'il n'est pas un dixième de vos sujets dans cette province assujettis à ce droit », déclare-t-il au roi dans ses remontrances sur la mainmorte en 1780. Dans ce nombre même, plus des trois-quarts sont de la mainmorte des gens d'Eglise qui n'ont pu les affranchir. »

Perreciot, plus objectif, estime que la population mainmortable n'est pas loin d'égaler numériquement la population libre. En 1784, il écrit dans son *Etat Civil* :

« Je ne crois pas m'écarter en avançant que plus du tiers des habitants de nos campagnes sont mainmortables ; je n'en juge pas par les bailliages de Saint-Claude et de Luxeuil, où presque tout est encore serf, mais par celui de Besançon placé au centre de la province. La mainmorte est la condition générale d'une très grande partie des villages de ce bailliage, et il n'y en a presque point dans le reste qui n'en soit plus ou moins entaché.

» Encore, je ne parle point ici des mainmortes adoucies telles que celles de la vaste terre de Faucogney, celle de la terre de Lure, celle de Thoraise, et celle de tant d'autres endroits dont les habitants sont francs, tant qu'ils restent dans leurs seigneuries respectives, et deviennent mainmortables lorsqu'ils en sortent. Si je comptais les main-

mortes de cette espèce et beaucoup d'autres modifiées de différentes façons par les chartes, je trouverais peut-être qu'au lieu du tiers, plus de la moitié des habitants des campagnes restent mainmortables.⁽¹⁾ »

Ainsi, l'exemple royal avait fait peu de prosélytes. Mais la faiblesse du monarque est pour une large part responsable de cet échec ; une entreprise si hardie devait se soutenir par des mesures violentes, des « ordres positifs » capables de tenir les volontés en haleine, et non s'exprimer par un « vœu », formule adroite dont nos Assemblées de plénipotentiaires ont si souvent usé pour camoufler un échec. Dès la première résistance, devant le Parlement, le roi devait ordonner et contraindre ; au lieu que, laissant agir le temps et la bonne volonté, il donna, par son silence, l'impression de se désintéresser du mouvement. Sa faiblesse fit alors le jeu des seigneurs, comme elle fit plus tard celui de la Révolution.

Or, non seulement les communautés mainmortables ne purent parvenir à la liberté, mais plusieurs durent se défendre des entreprises de leur seigneur à l'effet de resserrer les liens de leur servitude. Certaines virent de ce chef leur condition s'aggraver dans le cours du xviii^e siècle, sous l'empire de circonstances que nous allons développer.

(1) PERRECIOT, *De l'état civil*, t. I, p. 503, note.

CHAPITRE VII

Résistance des communautés aux entreprises des seigneurs

Etudions les circonstances de l'intervention seigneuriale.

Dans la seconde partie du xviii^e siècle, les seigneurs appliquent toute leur vigilance à lutter contre un désir d'émancipation latent des communautés mainmortables. Celles-ci entrent même en guerre ouverte avec le seigneur; en 1768, les habitants des Bouchoux contestent le droit de mainmorte générale du Chapitre de Saint-Claude, mais en 1772, ils sont condamnés au bailliage. En 1770, six communautés du Mont-Jura se révoltent à leur tour contre la servitude ; un procès monstre s'ensuivit au Parlement de Besançon, où l'avocat Christin prit particulièrement à cœur la cause des communautés. Celles-ci en sortirent à la fois vaincues et ruinées, tandis que le Chapitre voyait préciser ses prérogatives et confirmer son droit séculaire de propriété ⁽¹⁾.

Donc, premier mobile de l'intervention seigneuriale : briser toute velléité d'émancipation formellement déclarée chez les mainmortables.

Mais surtout, à la faveur du temps, les communautés avaient insensiblement desserré l'étreinte féodale. Dans une terre en généralité de mainmorte, où tous les habitants et

(1) DOM BENOIT. *Histoire de l'Abbaye et de la terre de Saint-Claude*, t. II, p 776 et s.

leurs héritages relevaient de la même condition, les seigneurs avaient, de loin en loin, accordé quelques affranchissements individuels : certains habitants, ainsi que leurs héritages, jouissaient donc au XVIII^e siècle d'une franchise dont l'origine se perdait dans la nuit des temps ; par ailleurs, les affranchissements réels avaient fait tache d'huile, en attirant dans leur enceinte des lots de condition douteuse ; certains fonds jouissaient ainsi d'une possession d'état de franchise dont profitaient leurs tenanciers, mais cette condition n'était garantie par aucun titre ni corroborée par aucun terrier.

La franchise avait ainsi, au cours des siècles, empiété plus ou moins largement sur la mainmorte. À Villars-les-Blamont, en 1789, sur 89 ménages composant la localité, 18 seulement étaient mainmortables, pour un territoire jadis en généralité de cette condition ⁽¹⁾.

La seigneurie elle-même avait rarement conservé son identité : on l'avait démembrée en cédant certains droits y afférents, ou morcelée ; le même village, au XVIII^e siècle, pouvait relever de plusieurs seigneuries. Il s'ensuivait une grande incertitude sur la matière imposable, déjà si fuyante ; à l'occasion du renouvellement des terriers, il arrivait aux commissaires de comprendre le même fonds dans deux directes différentes, ce qui obligeait le tenancier à payer deux fois les lods, plutôt que de se ruiner à soutenir un procès. Par ailleurs, certains droits acquittés autrefois par la totalité des habitants n'étaient plus payés que par une partie d'entre eux, alors que les héritages, à la faveur des transactions et des partages, devenaient plus difficiles à identifier. Les redevables, on le conçoit, profitaient de la confusion générale pour se soustraire au paiement.

(1) Ch. MATHIOT. *Un village mainmortable : Villars-les-Blamont.*

Devant cet effritement insensible de leurs droits, les seigneurs réagissaient. Pour couper court à toute incertitude, à l'occasion de la rénovation de leurs terriers, ils imposaient des reconnaissances massives et actionnaient les communautés essayant de s'y soustraire. Peut-être dépassèrent-ils parfois les limites d'un redressement normal, ce qui donnait aux communautés l'impression d'un recul vers le passé. A leur tour, elles s'insurgèrent contre de pareilles interventions et combattirent vigoureusement les prétentions des seigneurs.

Donnons quelques exemples de ces procès, ainsi que des solutions qui furent adoptées.

En 1778, René-Marie Terrier, marquis de Monciel, seigneur de Vaudrey « en totalité dans la portion de Courlaoux ou Thoraise, et seigneur pour un quart dans la portion dite d'Usier », procédant à la réfection de son terrier, revendiqua un droit général de taille « sur les habitants dud. lieu et autres possesseurs de fonds taillables ». Soutenant par ailleurs que la communauté de Vaudrey possédait elle-même des fonds taillables, il prétendait la contraindre « comme il s'est pratiqué d'un temps immémorial » de faire par ses commis et préposés le rôle nécessaire à la perception de cette taille qu'il estimait s'élever à 122 livres, d'en faire le recouvrement et ensuite le paiement au seigneur aux peines portées dans ses terriers. Les termes de cette taille, qui n'était plus payée depuis des années, formaient un arriéré de 3.000 livres.

Les habitants de Vaudrey ne contestaient pas le droit de taille annuelle, mais soutenaient « qu'elle était due par les particuliers et sujets de M. de Monciel, en sa portion de seigneurie dite de Thoraise ou Courlaoux », sans être « obligés solidairement à ce paiement ». La communauté, par ailleurs, ne possédait « aucun fonds taillable »; partant elle n'était point obligée de faire le rôle ni la perception

demandée ; et même, « quand les particuliers débiteurs de lad. taille seraient obligés solidairement et que l'un d'eux serait obligé d'en faire le rôle et la perception, M. le Marquis de Monciel devrait commencer par lui fournir annuellement un état détaillé de ceux qui y sont sujets et des héritages taillables par eux-possédés ».

Le marquis ne bornait pas là ses prétentions ; il revendiquait d'autres droits bizarres, tels que celui « de prendre un porc de trois dans le nombre de ceux que les habitants mettent annuellement à la glandée... », celui d'exiger à la célébration de chaque mariage « une poule et un pain des nouveaux mariés », droits que les habitants soutenaient « n'être établis sur aucun titre solide et n'avoir jamais été exercés dans la terre et seigneurie de Vaudrey ». Ils ajoutaient en conséquence que « quand ces droits auraient jamais été dus, ils seraient éteints par la prescription ».

Mais surtout le seigneur prétendait à un droit de mainmorte générale sur tous les habitants et le territoire ; les habitants alléguaient en vain « que M. le marquis de Monciel n'avait au lieu et territoire de Vaudrey que des directes particulières en mainmorte avec droits de taille et corvée, mais aucun droit de mainmorte réelle et personnelle en généralité, qu'il n'établissait sa prétention sur aucune reconnaissance générale de la communauté, que le territoire était en franc-alleu, sauf à lui à se pourvoir contre les particuliers qu'il prétendait être ses sujets mainmortables ».

Quoi qu'il en fût, le 24 Novembre 1778, le marquis de Monciel faisait condamner au bailliage de Dôle les habitants de Vaudrey à lui passer une reconnaissance de droits seigneuriaux, dont la taille en question, et notamment « du droit de généralité de mainmorte réelle et personnelle sur tous les habitants, ainsi que sur tous les meix, maisons et héritages formant la seigneurie territoriale sous les quali-

fications de Thoraise, Courlaoux, Rabeur et d'Usier »
 ...toutes exceptions demeurant réservées à ceux qui justifieraient de la franchise par titre valable et ce dans huitaine, à dater de la signification de la sentence.

Ces prétentions fort précises en elles-mêmes étaient corroborées de titres non moins significatifs : dénombrement de 1407, arrêt contradictoire du Parlement de Dôle de 1461. On a l'impression que le seigneur du lieu avait autrefois possédé des prérogatives beaucoup plus étendues ; mais était-il logique d'exhumer de la cendre des droits dont nul n'avait conservé le souvenir, et que, s'ils avaient jamais existé, leurs possesseurs devaient s'incriminer d'avoir laissé périliter ?

Les habitants ne désarmèrent pas ; finalement, le 30 Janvier 1780, ils passèrent avec leur seigneur une transaction « à laquelle M. de Monciel s'est d'autant plus porté qu'il a été surtout excité par les vues de bienfaisance que le Roi a manifestées dans le dernier édit concernant la mainmorte ».

En voici l'essentiel :

Le marquis de Monciel renonçait à tous droits de taille et de corvées, ainsi qu'à ces autres redevances qu'il avait tenté d'extorquer une seconde fois.

Il renonçait au « droit de mainmorte réelle et personnelle tant en général qu'en particulier qu'il prétendait lui appartenir au lieu et territoire dud. Vaudrey ».

De leur côté, les habitants s'engageaient à lui livrer annuellement :

a) Un terrage consistant en une gerbe de trois pieds et demi de tour par chaque journal de terreensemencée et ce chaque année en temps de moissons.

b) Un cens de « 5 sols monnoie courante par chaque faux ou soiture de prel », à la Saint-Martin d'hiver, à peine de trois sols d'amende.

A l'instar du marquis de Monciel, les autres seigneurs de Vaudrey achevèrent d'affranchir la communauté :

Henry Sigismont de Marchand, détenteur de six parts de huit de la portion de seigneurie d'Usier, et François de Vers de Vaudrey, coseigneur audit lieu, affranchirent l'un et l'autre, le 12 février 1780, le reste des sujets de Vaudrey dans leur portion de seigneurie respective, et ce « sous les mêmes clauses, charges, conditions, droits, réserves et redevances » que celles portées dans la transaction passée par le marquis de Monciel avec ses propres sujets ⁽¹⁾.

Quelques années auparavant, le Prince de Montbéliard manifestait à Villars-les-Blamont, les mêmes intentions que le seigneur de Vaudrey ; en 1758, il extorquait à ses sujets une reconnaissance de généralité de mainmorte « sur tous les habitants, leurs hoirs nés et à naître, leurs meix, maisons, fins, finage et territoire, et la généralité des communaux », obligeant ceux qui se prétendraient francs à justifier par titre de cette condition.

C'est en 1777 que les habitants de Villars, sans doute après une malencontreuse application de la reconnaissance, ouvrirent une instance contre le prince. Le Parlement fut saisi.

En principe, le territoire de Villars était en généralité de mainmorte ; une lettre du conseiller Goguel aux avocats de Son Altesse, en 1779, rappelle que le dénombrement de 1407 affirmait la mainmorte générale « sans aucune chose exceptée », pour ce qui concernait Villars. Mais en fait, à la fin du XVIII^e siècle, les paysans libres étaient supérieurs en nombre aux mainmortables ; la plupart jouis-

(1) Arch. Doubs. E. 4010. Titres de familles Deuxième suppl. Terrier de Monciel.

saient depuis un temps immémorial d'une franchise incontestée. En vain, les habitants soutenaient-ils que la reconnaissance de 1758 ne pouvait étendre les droits du seigneur si elle n'était précédée ou suivie, à plusieurs années d'intervalle, d'une autre reconnaissance, absolument conforme, réalisant le « consentement géminé » requis en pareille circonstance. Mais le Conseil de Régence se retranchait derrière la possession immémoriale de la mainmorte sur le territoire.

Le procès mettait en jeu le sort d'un grand nombre de mainmortables. Les avocats du prince ne cachent pas que c'est « une affaire de la plus grande conséquence parce que, si S. A. S. y succombait, les autres communautés de la terre de Blamont ne tarderaient pas à réclamer contre leurs reconnaissances ; c'est ce qu'il faut prévenir, en atterrissant les premiers réfractaires et en les faisant servir d'exemple à leurs voisins ».

Nous ne connaissons pas l'issue de l'affaire. Nous apprenons incidemment que les habitants de Villars, en 1784, « ne poursuivent pas leur instance ». Il est fort probable que le prince, lui aussi, abandonna ses prétentions. Peut-être n'osa-t-il pas, par décence, prendre le contre-pied de l'édit royal.

A la veille de la Révolution, le procureur fiscal de la seigneurie de Blamont établit encore une différence entre « les particuliers qui sont, ainsi que leurs maisons, de franche condition, et dont l'origine de leur affranchissement se perd dans les siècles reculés », et ceux « affranchis depuis quelques années » acquittant « quelques cens pour raison de leur affranchissement », et le reste de condition mainmortable ⁽¹⁾.

Ainsi, en certains cas, la ferme résistance des sujets

(1) Ch. MATHIOT. *Un village mainmortable : Villars-les-Blamont.*

coupait court à l'ambition du seigneur. Mais plus fréquents étaient ceux où le seigneur parvenait à ses fins ; les habitants de Velleguindry en firent l'expérience.

De tous temps, les anciens seigneurs de ce lieu s'étaient contentés d'un terrage d'une demi-gerbe par journal, de trois boisseaux de blé pour droit de four et de lods au sixième denier sur deux cantons seulement du territoire, soit environ 40 journaux ; « tout le surplus était de franche et libre condition, sans aucune redevance aud. seigneur ».

Or, vers 1760, la terre de Velleguindry était vendue à M. Goux, avocat au Parlement ; prétextant avoir acheté la généralité de mainmorte, le nouvel acquéreur actionna la communauté ; le tribunal de bailliage de Vesoul le débouta de cette prétention et proclama tous les habitants « de franche et libre condition, sans aucune redevance que celles dites ci-dessus ».

M. Goux en appela au Parlement ; un arrêt de la Cour déclara les habitants « mainmortables général » (*sic*) et les condamna aux dépens. Les habitants se pourvurent en cassation au Conseil du roi. Ce fut en vain : déboutés, M. Goux les fit condamner à une amende de 200 livres. Il devait pousser plus loin l'exploitation du succès ; donnons la parole aux habitants :

« Led. seigneur, nous voyant sans ressources, pour payer les frais de ce procès qui avaient ruiné une pauvre communauté comme la nôtre, qui est sans aucun revenu, nous proposa un arrangement, disant qu'il voulait nous affranchir parce que nous ne pouvions pas payer tant de frais et qu'il ne nous poursuivrait plus ; il fut convenu qu'il nous affranchirait moyennant que nous lui payions annuellement et chaque jour de Saint-Martin les trois boisseaux de blé ci-dessus dus par chaque feu et ménage comme aussi 3 sols de cens par chaque terrain contenant un journal emplanté ou non, et même les friches, de plus une gerbe

par journal de toutes graines qui se trouvent emplantées dans le territoire comme aussi les lods sur toutes les ventes qui se font, même les maisons, le tout au 6^e denier, avec le droit de consentement et de retenue, même le droit de nous faire passer tous actes devant son tabellier.⁽¹⁾ »

Vis à vis des particuliers, les seigneurs n'étaient pas moins entreprenants qu'à l'égard des communautés. Les procédés mis en œuvre pour s'arrondir aux dépens des patrimoines individuels différaient selon le génie de chacun.

A l'occasion, l'impécuniosité d'un tenancier permettait à un seigneur voisin de lui offrir quelque argent, en échange de la liberté de ses fonds, qu'il incorporait incontinent dans sa directe. Le fait est relaté dans le cahier d'Arc-sous-Cicon :

« Un pauvre malheureux de ce voisinage se trouve avoir besoin d'argent pour satisfaire à ses impositions ; il s'adresse à un seigneur engagiste d'un domaine du roi, et, au moment que le roi déclare les hommes et les terres de son domaine francs, ce seigneur engagiste qui croit, ou du moins fait croire aux autres qu'il a un fief dans ce lieu, propose à ce malheureux d'asservir les fonds qu'il tient en franc alleu de Sa Majesté. Celui-ci qui ne peut trouver d'acquéreur pour ses fonds vend leur liberté au seigneur, les assujettit au cens, aux lods, à la retenue pour une somme modique qu'il reçoit ; le prétendu seigneur les unit à son prétendu fief, s'empare indignement du bien du roi, et a déjà dans dix ans reçu plusieurs fois la somme par le cens et les lods qu'il a perçus... ⁽²⁾ »

Plus fréquemment, le seigneur traduisait le récalcitrant devant les tribunaux ; l'issue du procès ne faisait guère

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II, p. 448.

(2) Arch. Dorbs, *Cahiers de doléances du bailliage de Pontarlier*.

de doute ; de par sa situation sociale, le seigneur avait par avance cause gagnée ; celui de Maizières, paraît-il, était connu pour réduire les paysans libres à l'état de mainmortables, disant « qu'il était assez fort au Parlement où il avait bon nombre de parents et d'alliés » (1). De plus, les moyens financiers du seigneur étaient largement supérieurs à ceux de son sujet, que les frais du procès mettaient vite en fâcheuse posture ; tôt ou tard, ce dernier demandait grâce :

Le 31 janvier 1759, Marie de Poutier, douairière du marquis d'Escoraille, dame de Trépot, assignait le sieur Ferjeux Morel, dudit Trepot, devant le bailliage de Besançon, pour le faire condamner à lui passer une reconnaissance de mainmorte personnelle et réelle, ainsi que de différents droits seigneuriaux dont ses fonds se trouvaient affectés comme dépendant de sa directe mainmorte en ce lieu. Le défendeur soutenait « qu'il n'était point sujet mainmorte de lad. dame, que sa maison était franche et ne dépendait point de sa directe », partant qu'il ne lui devait rien.

Le tribunal ordonna une expertise ; comme celle-ci ayant donné raison à la demanderesse, le défendeur en fit faire une nouvelle à ses frais. Enfin, le 4 juin 1760, sentence définitive fut rendue au bailliage ; le fonds sur lequel Morel avait construit sa maison ainsi que les dépendances de celle-ci, fut déclaré relever « de la directe et seigneurie mainmorte de Chassagne, appartenant à lad. dame d'Escoraille, affectée de la cense d'une poule payable annuellement... ladite cense portant lods, justice, retenue, seigneurie, amende, commise et la mainmorte le cas arrivant ».

Le 14 Juillet, Morel faisait appel au Parlement.

(1) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*. Introduction.

Trois jugements d'avant-dire droit et deux descentes consécutives avaient notablement affaibli sa résistance. Par ailleurs, la dame d'Escoraille étant décédée, la seigneurie de Trepot fut mise en vente et acquise par Marie-Nicolas Tinseau, seigneur de Gennes, Amondans et autres lieux, et... conseiller au Parlement de Franche-Comté. Saisi du procès, il se préparait « à le poursuivre, à rentrer en cause, aux lieux et place de lad. dame et obtenir arrêt confirmatif de lad. sentence » ; mais à ce moment Ferjeux Morel « après s'être consulté à des conseils éclairés » supplia led. seigneur de « suspendre les poursuites et de terminer à l'amiable leur différend, d'autant que lui led. Morel se verrait exposé à une ruine inévitable s'il venait à succomber ».

Le seigneur accepta. Le 31 Mars 1764, une transaction fut passée. C'était plutôt une capitulation, une reddition à la merci du seigneur, une soumission intégrale à toutes les clauses et conditions qu'il plairait à celui-ci d'imposer.

En voici l'essentiel :

Ferjeux Morel s'obligeait à passer dès le 20 Avril suivant aveu et reconnaissance qu'il est sujet originaire mainmortable de la seigneurie de Chassagne, et qu'à raison des fonds qu'il possède dans lad. seigneurie, il doit au seigneur « une poule bonne et suffisante par chaque feu qui se fera en sa maison..., la taille annuelle et perpétuelle de 5 francs 10 gros, ancienne monnaie et le cens aussi annuel et perpétuel de 69 hémines, un pénal et un coupot moitié froment et avoine comble mesure dud. Trepot », le tout payable au 26 décembre de chaque année. « Il acquittera par ailleurs une taille annuelle de 25 francs 5 gros ancienne monnaie, à raison d'autres fonds qu'il reconnaît mouvoir de la directe mainmortable dud. seigneur à cause de sa seigneurie de la Tour. »

Restent les dépens : ceux-ci s'élèvent à 486 livres, 16 sols,

9 deniers, sur lesquels le seigneur remet 164 livres, 16 sols, 9 deniers ; restent 322 livres que le sieur Morel s'engage à acquitter moitié le 26 décembre suivant, et l'autre moitié à pareil jour de l'année 1765 avec les intérêts ⁽¹⁾.

Il n'était donc pas prudent de s'opposer à la légère aux convoitises des seigneurs. Ceux-ci par ailleurs n'usaient pas toujours de moyens légaux ; l'on voyait parfois l'un d'eux négliger les étapes de la procédure, et, sans autre formalité, passer directement aux voies de fait ; on ne lit pas sans frémir le mémoire envoyé à l'Assemblée Nationale par la communauté de Nancray sur les exactions de Talbert, son ci-devant seigneur.

Quand ce dernier convoitait un héritage, il le revendiquait à titre d'échute mainmortable ; s'il rencontrait de la résistance, il faisait incarcérer le véritable propriétaire, et s'emparait de son bien ; « c'est ainsi que le nommé Baulie, héritier de Pierre-Joseph Baulie, son frère, est resté quatre-cent-vingt jours en prison, dans le cours de quelques années, sans parler de plusieurs autres habitants, qui n'ont pu en sortir qu'en passant des actes de renonciation entre les deux guichets ».

Mais voici le comble de l'iniquité :

« Jean-Pierre Dessirier possédait dans sa famille, par lui et ses auteurs, depuis près de trois siècles, un moulin situé sur une portion de communal... Cet héritage précieux était une concession primitive des habitants et payait cens au domaine du roi. Il composait toute la fortune de la famille Dessirier.

» Tout à coup, le sieur Talbert convoite ce moulin ; il se persuade qu'il est celui du fief ; il ne se donne pas la peine de faire des recherches. Il envoie, le 17 Mai 1786, ses domestiques accompagnés d'huissiers, recors et cava-

(1) Arch. communales de Trepot.

liers de maréchaussée, avec plein pouvoir d'expulser les propriétaires légitimes.

» L'exécution fut conforme au désir du sieur Talbert ; en un moment tous les meubles de l'infortuné Dessirier furent jetés sur le carreau ; les portes furent enfoncées ; les meilleurs effets brisés ou perdus ; les enfants et leur grand'mère chassés de leurs foyers et réduits à implorer la pitié des âmes charitables ; en un mot, pour complément de tant de barbarie, le père de cette malheureuse famille fut traîné dans une prison où il est resté cinq mois.

» Vainement la courageuse épouse du sieur Dessirier, abandonne son mari et ses enfants, vole à Paris, y reste cinq années, frappe à toutes les portes, importune les bureaux, le ministère, l'administration des domaines ; tout devient inutile contre l'opulence et le crédit du sieur Talbert...⁽¹⁾»

Tels étaient les rapports des seigneurs avec leurs sujets, sur la fin du xviii^e siècle. Nous n'avons rien avancé qui ne fût appuyé par des documents authentiques. Nous retirons l'impression d'une tension permanente, de frottements pénibles, procédant d'une opposition des tendances et des ambitions, envenimée par la différence de situation des parties. Aussi n'est-ce pas sans étonnement ni sans soulagement que l'on entend les habitants de Torpes, proclamer dans leur cahier « qu'ils n'ont jamais éprouvé de la part de leur illustre seigneur, ni de ses prédécesseurs, ni d'aucuns de ses agents, que des effets de bonté et de justice » ⁽²⁾. Une telle déclaration, dans des pages exclusivement consacrées à des griefs, nous prouve que le paysan savait, à l'occasion, reconnaître les égards dont il était l'objet et

(1) Arch. nat. D. XIV, 3.

(2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Quingey.

montrer qu'il s'en souvenait. Si pareil hommage est à ce point rare dans les cahiers, le fait ne serait-il pas lui-même unique en son genre, une exception à la règle de l'oppression féodale ?

Il reste à étudier si l'on avait, en 1789, d'autres motifs de se plaindre que par le passé, s'il existait des raisons nouvelles rendant plus intolérable que jamais un régime qui, depuis près de mille ans, régnait sur la France.

CHAPITRE VIII

Le fardeau féodal au XVIII^e siècle

Voyons d'abord si les charges avaient augmenté par rapport aux siècles antérieurs, ce qui justifierait que la féodalité fût plus malaisément supportée en 1789 qu'au temps passé ; recherchons ensuite si la rigueur dans la perception de ces redevances entraînait pour une part dans l'impopularité du régime, à la veille de son abolition.

SECTION I

LES REDEVANCES FEODALES ETAIENT-ELLES PLUS ELEVÉES EN 1789 QU'ÀUX SIÈCLES PRÉCÉDENTS ?

La réponse nous serait donnée par la comparaison des reconnaissances, tant générales que particulières, effectuées par les communautés ou les ressortissants d'une même seigneurie, à des époques différentes. Mais nous n'avons pu faire qu'une fois ce rapprochement, entre une reconnaissance passée en 1650 par les habitants de Montmartin, envers les seigneur et dame de Montmartin, Huanne, Romain, Trouvans, d'une part, et une autre reconnaissance que les habitants dudit Montmartin passèrent envers les successeurs desdits seigneur et dame, le 6 août 1788, d'autre

part, en vertu d'un jugement du bailliage de Vesoul du 5 avril précédent ⁽¹⁾.

Or, la reconnaissance de 1788 est à peu près la réédition de la précédente. Elle ne fait mention d'aucune redevance nouvelle, les anciennes ne subissent aucune augmentation.

Ainsi, aux termes de la reconnaissance de 1650, les sujets étaient tenus d'user du four seigneurial, moyennant l'abandon du seizième de leurs pâtes. Or, dès 1699, cette obligation avait été convertie en une redevance annuelle de deux quarts de froment. Nous la retrouvons telle dans la reconnaissance de 1788.

Les corvées n'ont pas varié :

Corvées de charrue : aux termes du terrier de 1650, les sujets possédant charrue et chevaux sont tenus de « faire annuellement à mesd. seigneur et dame et en leurs terres trois journaux, sçavoir Carême, sombre et vahin, le tout à peine de 60 sols estevenans et de tous intérêts, ou, pour l'exemption d'iceux qu'est pour un chacun journal 4 gros, le tout au choix desd. seigneur et dame ».

D'après la reconnaissance de 1788, tout tenant meix ayant charrue doit labourer par an 3 journaux de terre, « l'un pour le Carême, le second pour le sombre et le troisième pour le vahin, ou payer 4 gros par chaque journal de cette corvée, le tout au choix du seigneur ».

Corvées de bras : le terrier de 1650 porte « deulx courvées de bras à la saison des moissons... sçavoir une de froment et l'autre d'avoine, à peine de 60 sols estevenants d'amende, quant dehument leur sont commandées ou à déffaut d'icelle cinq blancs, scavoir pour celle de froment trois blancs et celle d'avoine deux blancs avec leurs nourritures raisonnables au choix dud. seigneur ».

Le projet de 1787 prévoit de même « deux corvées de bras,

(1) Arch. Haute-Saône. E. 784.

dont une aux moissons de froment et l'autre à celles d'avoine, ou à défaut d'icelle et au choix dud. seigneur 5 blancs dont 3 pour celles de froment et 2 pour celles d'avoine, à peine de 60 sols estevenants d'amende ».

Même observation pour les corvées de charrois, c'est-à-dire le transport du foin dans les granges du seigneur, après la fenaison ; les prés à faucher ont conservé la même contenance et les mêmes lieuxdits ; la rémunération des travailleurs reste inchangée.

Enfin, la reconnaissance de 1788 précise que les contrats de vente d'héritage doivent être « passés par devant le tabellion dud. seigneur et être présentés au consentement... soit pour user du droit de retenue, soit pour la perception des lods qui se payent au tiers-denier qui est la juste moitié du prix que reçoit le vendeur ainsi que led. seigneur et dame et les seigneurs leurs prédécesseurs ont usé de tous temps et qu'il est expliqué dans les reconnaissances du terrier Gaudot (lequel datait de 1589) titre primitif, à peine de commise » ; le procureur du seigneur déclarait en outre que celui-ci « n'entendait faire aucune innovation ».

Comme le terrier de 1650 est lui-même la reproduction d'un plus ancien, datant de 1589, l'on peut assurer que depuis près de deux siècles, les habitants de la baronnie de Montmartin étaient restés pareillement imposés et qu'il n'était nullement question de les assujettir à des charges nouvelles ; opposant, au cas particulier, un formel démenti à la légende du serf « taillable et corvéable à merci ».

En était-il partout de même ? Nous n'osons trop l'affirmer, vu la rareté des occasions où nous avons pu faire semblable constatation ; mais les documents retrouvés par ailleurs confirment notre première impression.

Un projet de reconnaissance dressé par le Chapitre métropolitain de Besançon, pour la prébende de Cussey-sur-l'Ognon, nous apprend incidemment, à l'art. 53, qu'en

1786 la communauté de Cussey est chargée d'une taille annuelle et perpétuelle de « 36 livres estevenants ancienne monnoye... dont les habitants et communauté de Cussey sont tenus de faire faire chaque année jets et répartition », de lods, « au feur de 4 blancs par franc », d'une dîme « de 40 l'un de tous les grains », et ce en conformité de « reconnaissances générales des habitants dud. Cussey, datant l'une de 1536, l'autre de 1706, cette dernière confirmée par un arrêt du Parlement de la même année » ⁽¹⁾.

Par ailleurs, en 1782, les Doyen et Chanoines du Chapitre Notre-Dame de Dole, prieur et seigneur de Marast, lors du renouvellement de leur terrier, assignent les habitants et communauté d'Esprels, en reconnaissance « des droits seigneuriaux et généraux » qui lui appartiennent en ce lieu, lesquels, précise le Chapitre, ne sont dus qu'en conformité des reconnaissances générales et des reconnaissances particulières « contenues dans les trois volumes des terriers dud. prieuré de Marast, reçues et signées de Tisserand, Clement, Renaud, Pelletier, Moirot et Vermot, notaires en 1657, 1628 et 1599 ».

Mais alors, si le Chapitre n'exige des habitants que la confirmation de ses droits séculaires, pourquoi les redevables refusent-ils d'y souscrire ? Donnons leurs conclusions :

Les habitants et communauté d'Esprels concluent *ab initio*, « à ce qu'il plaise à la Cour rejeter les prétendues reconnaissances tant générales que particulières, concernant Esprels et contenues dans les terriers de 1599, de 1628 et de 1657, défendre au Chapitre de Dôle... de se prévaloir en aucun temps ni en aucun cas desdites reconnaissances et desd. terriers... et le condamner à rendre et restituer les sommes et droits qu'il a perçus induement depuis 29 ans ».

(1) Arch. Doubs. B. 1633 et B. 1634. Arrêts de la Chambre des Requêtes des 1^{er} et 8 avril 1786.

Suivent leurs soumissions :

Les habitants d'Esprels concluent « à ce qu'il soit dit que, prononçant sur la demande en reconnaissance générale, moyennant la soumission de reconnaître la justice, haute moyenne et basse telle qu'elle leur (MM. du Chapitre) appartient avec le seigneur de Villersexel,... déclare qu'il est suffisamment pourvu ; prononçant sur les demandes formées par les particuliers, déclarer que moyennant la soumission qu'ils font de passer reconnaissance des droits particuliers dont leurs meix et fonds sont affectés relativement aux anciennes reconnaissances faites par leurs auteurs, les déclarer (MM. du Chapitre) suffisamment pourvus... »

Les habitants et communauté d'Esprels concluent à ce qu'il plaise « déclarer le Chapitre de Dôle non recevable de droits généraux, sauf à lui à se pourvoir contre les particuliers de sa directe s'il en est dont les auteurs ont pu reconnaître les droits qu'il prétend lui être dus » ⁽¹⁾.

Ainsi l'on s'insurge, non pas contre des charges nouvelles, mais contre celles-là mêmes que l'on acquittait depuis des siècles. Les droits généraux, c'est-à-dire ceux portés dans des reconnaissances générales, rencontrent une hostilité marquée ; le renouvellement des terriers donne l'occasion de lever le masque ; en ce siècle de scepticisme, on conteste leur légitimité, on n'admet plus que ces reconnaissances souscrites en des siècles d'obscurité, dans des conditions plus que suspectes, par une population crédule et contrainte, puissent enchaîner pour jamais la postérité ; dans l'exemple précité, les seules reconnaissances individuelles, souscrites par les auteurs mêmes des redevables, ont encore force probante pour chacun d'eux ; d'abord, leur authenticité fait moins de doute ; par ailleurs, elles

(1) Arch. Doubs. B. 1633. Arrêt des Requêtes du 24 mars 1786.

indiquent l'origine de la redevance, la concession primitive des fonds ; elles énoncent la contre-partie, la cause en vertu de laquelle les droits sont dus.

Conclusion : Nous croyons que les reconnaissances générales, même celles imposées par la force, au cours du XVIII^e siècle, ne comportaient ni augmentation des charges anciennes, ni stipulation de charges nouvelles sur les reconnaissances antérieures.

Mais les droits particuliers acquittés par les possesseurs d'héritages à raison de la concession primitive du fonds, droits consacrés par les reconnaissances particulières des tenanciers successifs, avaient-ils conservé le même taux que par le passé ?

En faveur de la négative, on peut invoquer la dépréciation monétaire, qui, pour être insensible, n'en était pas moins effective ; il est certain qu'un sol, à la fin de l'Ancien Régime, valait moins qu'un sol un ou deux siècles auparavant. Il est donc difficile de croire que le seigneur n'ait pas cherché à compenser cette altération par une élévation corrélative de la redevance.

Or, rien n'est moins certain.

Le 1^{er} avril 1786, le Chapitre métropolitain de Besançon fait condamner deux particuliers de Cussey, Antoine Maillot et Marie-Anne Buffeney son épouse, d'une part, Gabriel et Jean-Claude Bourgoin, d'autre part, à lui passer reconnaissance d'héritages par eux possédés au territoire de Cussey, et chargés envers le Chapitre des cens, tailles, prestations accoutumées, portant lods au douzième du prix, justice, seigneurie, consentement, retenue, commise et la mainmorte le cas arrivant.

Or, chaque fonds détaillé au projet est accompagné, pourrait-on dire, de son état civil, savoir : la désignation par le lieudit et l'indication de ses tenants et aboutissants,

la redevance dont il est affecté, la date des reconnaissances des tenanciers antérieurs, avec leurs références aux précédents terriers, datant respectivement de 1536 et 1706. Donnons un article au hasard :

« Art. 2. — De la reconnaissance de Pancras Bonvalot, art. 1^{er} au feuillet 266 dud. terrier (il s'agit du terrier de la prébende de Cussey, dressé en 1536), un autre (fonds) d'environ un tiers de faulx... situé au même lieu proche et au septentrion du précédent, touchant cette part de midi le même indivis entre led. Denisot et Adrien Demougeot... et de couchant sur le même ruisseau de la prairie de Cussey, lequel prel est chargé envers led. seigneur de son affiert de la cens annuelle et perpétuelle d'un sol 3 deniers tournois, payable à chacun jour de fête Saint-Michel Archange, conformément à la reconnaissance dud. Pancras-Bonvalot. » (1)

Nous sommes donc assuré que le fonds ci-dessus, au moment de la Révolution, acquittait le même cens que 250 années auparavant ; c'était sans doute encore le taux initial, celui stipulé dans l'acte primitif d'accensement, lequel pouvait remonter plus haut dans le passé. Nous sommes ainsi porté à croire qu'en 1789 l'on acquittait les mêmes redevances depuis un temps immémorial, à un taux uniforme fixé dès l'origine de la féodalité.

Nous voyons même Perreciot, énumérant les charges des mainmortables de la terre de Belvoir, en 1784, soutenir qu'elles étaient déjà telles sous les rois des deux premières races :

Les corvées dues par les habitants à raison de deux par semaine, sont, prétend-il, celles-là mêmes qui furent établies par Charlemagne pour les Lêtes du Maine, en vertu

(1) Arch. Doubs. B. 1633 et 1634. Chambre des Requêtes.

d'un règlement depuis étendu à la province de Franche-Comté.

Les habitants acquittent en outre un droit de terrage à la douzième gerbe « fixe dès sa constitution, pareil à celui des champs décimables de la Germanie ».

Les héritages doivent encore une redevance arbitraire, la taille : « C'est à cet égard seulement, continue l'auteur, que l'ancienne condition des Lètes de Belvoir a été tant soit peu altérée pendant la féodalité » ; mais le mal n'est pas grand, car « le journal paie à peine quelques deniers ». Et l'auteur de conclure : « J'ai cité presque toutes les charges des Lètes de la terre de Belvoir. Ce sont celles des Lètes qui vivaient sous les Mérovingiens et les Carliens ; on peut juger par là si ceux-ci étaient libres ou esclaves. » ⁽¹⁾

Nous venons de voir que la confrontation des reconnaissances n'attestait pas d'aggravation officielle de la féodalité. Notre assertion, cependant, concorde mal avec les déclarations des cahiers, unanimes à s'élever contre l'augmentation des charges dans les campagnes. Il convient donc d'examiner si certains facteurs ne venaient pas, à la fin du XVIII^e siècle, troubler l'économie séculaire du régime et contribuer, sinon à augmenter positivement les charges, du moins à les faire paraître plus lourdes ; si par ailleurs les redevances étaient toujours scrupuleusement perçues au taux porté dans les terriers, ou si le taux nominal n'était pas quelquefois inférieur au taux effectif, et nous aurons, croyons-nous, donné la solution d'une apparente contradiction.

Si la dépréciation monétaire avait, au cours des siècles insensiblement allégé le poids de redevances pécuniaires restées nominalement les mêmes, il n'en était pas ainsi

(1) PERRECIOT, *De l'état civil*, t. I, p. 382.

pour les redevances en nature. En quelques années, le prix des grains avait doublé ; un tableau dressé par le directoire du district de Baume, en exécution de la loi des 3 et 9 Mai 1790 sur le rachat des droits féodaux, atteste durant les quatorze années antérieures à la Révolution, une augmentation régulière du prix des consommables : ainsi, le boisseau de froment évalué à 2 livres, 17 sols, 5 deniers $\frac{3}{4}$, en 1777, atteignait 3 livres, 2 sols 2 deniers, en 1785, 4 livres 4 sols, 8 deniers, en 1787, et 5 livres, 15 sols, 4 deniers, en 1789. Pour l'avoine, la hausse était moins accusée, 2 livres, 7 sols, 3 deniers, en 1789, pour 1 livre, 9 sols, 11 deniers $\frac{5}{11}$, en 1777 ⁽¹⁾.

Par ailleurs, un manuel des cens afférents à la seigneurie de Grusse, dans le Jura, nous donne une courbe semblable, montrant qu'il s'agit là, non pas de variantes locales, mais des symptômes d'une économie générale déficiente : le froment et l'avoine sont respectivement cotés 2 livres, 14 sols, et 10 sols, en 1777 ; 4 livres, 8 sols et 1 livre, 2 sols, en 1789 ⁽²⁾.

Si l'on observe que les seigneurs percevaient, outre un cens en argent, un terrage qui pouvait atteindre le tiers, exceptionnellement la moitié de la récolte, que la dîme par ailleurs enlevait annuellement au cultivateur une notable partie de sa moisson, pouvant atteindre le sixième, comme à Hyémondans ou à Sénargent, l'on sera convaincu que les charges séculaires, au déclin du régime, pesaient plus lourdement que jamais sur les épaules du paysan.

Examinons à présent les redevances en elles-mêmes. Leur taux réel, c'est-à-dire celui auquel on les percevait en fait, concordait-il toujours avec celui porté dans les terriers ?

Les assertions des cahiers sont presque à cet égard notre

(1) Arch. Doubs. L. 864, f° 41. District de Baume-les-Dames. Correspondance envoyée et reçue

(2) Arch. Jura. E. 826. Titres de familles.

unique source de renseignements, malheureusement imprécise et sujette à caution ; il semble toutefois qu'à l'occasion le taux légal s'accommodait d'un certain arbitraire :

A Laissey, le comte de Lallemand percevait, au moment de la Révolution « un pénal de froment du poids de 25 livres » par chaque tête dès l'âge de trois ans ; il avait, quelques années auparavant, vainement prétendu l'exiger sur les enfants qui entraient dans leur troisième année, c'est-à-dire ayant deux ans révolus ; or, le 14 juin 1791, la commune de Laissey obtient du directoire du département l'autorisation de plaider contre son seigneur, pour soutenir « que le droit dont il s'agit est supprimé depuis 1790 et que pour 1789, il doit être réduit à un demi-pénal, conformément au terrier de 1726 »⁽¹⁾. Le seigneur aurait doublé d'autorité la redevance en question au cours du XVIII^e siècle.

Par ailleurs, les habitants de Grandfontaine déclarent « que les cens dont leurs fonds sont affectés ont été augmentés du temps des Pères Jésuites d'une coupe, tant froment qu'avoine, par journal »⁽²⁾, mais nous voudrions connaître le taux initial.

Les lods surtout donnaient matière à exaction : comme ils étaient le prix du consentement à la vente, que celui-ci était un droit essentiellement arbitraire, les lods dont il justifiait la perception participaient par réfraction, du même caractère ; le seigneur donnait libre cours à ses exigences. Les habitants de Flagey remontrent que leur seigneur, le Chapitre de Besançon, « ayant acquis récemment différentes directes qui ne payaient qu'au denier douze, il est maintenant question que, depuis que ce seigneur a fait ces différentes acquisitions de directes, il

(1) Arch. Doubs. L. 92, f^o 144. Arrêtés sur pétitions du district de Besançon.

(2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Quingey.

s'est arrogé (*sic*) le droit soi-disant de ne consentir aucun fonds en cas d'aliénation qu'au tiers denier; en ce cas, ces pauvres sujets n'osent réclamer contre ce seigneur qui veut, de vive voix, ne consentir aucune acquisition que sous condition d'en tirer le tiers montant »⁽¹⁾.

De même les habitants de Gouhelans payaient à leurs seigneurs les lods à la moitié du prix de la vente « au lieu du tiers comme il est reconnu par leur terrier »⁽²⁾.

Ailleurs, on se plaint de l'augmentation des corvées : « Dans le principe, remontrent les habitants d'Arc-et-Senans, ce droit n'était regardé que comme un service rendu au seigneur, et qui ne liait point le particulier... » il ne s'étendait « que sur quelques parties de terrain que les habitants allaient cultiver, en reconnaissance des bienfaits qu'ils recevaient de leur seigneur, et les jours qu'ils employaient à ces corvées, ils étaient nourris, ou dans le temps des récoltes, ils emportaient la treizième gerbe ; actuellement ce droit est étendu sur tous les fonds appartenant au seigneur, qui exige la somme de 30 sols par corvée de bras et de 4 livres par celle de charrue, ce qui vexé et charge considérablement les habitants de la communauté, principalement les plus indigents, qui, n'ayant pas de pain, sont obligés malgré cela d'aller faire leur corvée ⁽³⁾ ».

A Gouhelans, l'on se plaint d'être astreint, depuis 1753, à la banalité de four, moyennant le vingtième des pâtes ; à Onans, d'avoir été chargé « depuis 40 ans seulement » de la redevance annuelle « d'une quarte de blé pour guet au château » lequel est « totalement détruit » ⁽⁴⁾. Le fait

(1) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

(2) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II, p. 27.

(3) Arch. Doubs. *Cahiers de doléances du bailliage de Quingey*.

(4) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II, p. 27 et 254.

peut sembler étrange ; de telles redevances pouvaient survivre à la disparition de leur cause, mais difficilement ressusciter une fois qu'on avait cessé de les percevoir.

Citons encore une cause incidente d'aggravation des charges. Qu'une seigneurie vînt à être partagée, chacun des nouveaux seigneurs exigeait au même taux les mêmes prestations que par le passé :

Les habitants de Gouhelans remontrent qu'ils n'étaient sujets que d'un seul seigneur « la seigneurie duquel a repassé à deux qui l'ont partagée également ; ces sujets ne faisaient qu'une corvée de faux et une de faucille ainsi que trois corvées de charrue... et néanmoins aujourd'hui chaque seigneur oblige chaque sujet ayant charrue de faire les mêmes prestations, ce qui fait une double servitude et qui serait quadruple en cas de nouvelle division de ces deux seigneuries... » ⁽¹⁾

De toutes les redevances, la dîme accusait la plus nette tendance à l'accroissement. Limitée dès l'origine non seulement quant à son taux, mais quant à son assiette, elle offrait doublement prise à l'avidité et à l'usurpation.

Le taux variait suivant les régions : sur le territoire de Gouhelans, de la directe mainmorteable de l'Hôpital général de Besançon, les redevables l'acquittaient « au 80° du produit de leurs revenus, tant en vins qu'en grains » ⁽²⁾ ; c'est le taux le plus bas rencontré dans la province ; mais cette dîme, contrairement à l'usage général était portable et non quérable, ce qui en augmentait considérablement la charge ; à Grandrupt, le décimateur prélevait la septième gerbe, à Hyémondans, à Senargent, l'une et l'autre mainmorteables, la sixième gerbe.

Par contre, le taux de la dîme, si varié dans l'espace,

(1 et 2) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II, p. 27 et 254.

était généralement resté le même au XVIII^e siècle qu'au temps passé ; fixé depuis un temps immémorial, il était normalement invariable ; exceptionnellement pourtant les habitants de Grandfontaine signalent une aggravation au cours du XVIII^e siècle ; le prince de Montbéliard percevait en 1789, sur leur territoire « une dîme très considérable au feu d'onze gerbes ou monceaux l'un... ce qui ne se pratiquait pas ainsi il y a environ 35 ans, parce qu'ils étaient perçus (*sic*) par le curé au feu de 14 et de 15 »⁽¹⁾.

Mais l'assiette de la dîme avait invinciblement tendance à s'élargir ; la dîme, en effet, n'affectait pas indistinctement tous les produits de la récolte, mais certains d'entre eux limitativement déterminés par l'usage des lieux, la seule loi en la matière. Il était naturel que le décimateur cherchât insensiblement à étendre la dîme sur des produits jusqu'alors exempts :

Les révélations des cahiers sont assez précises à cet égard ; par des procédés détournés, l'on extorquait une reconnaissance aux habitants. La communauté d'Arcey réclame l'abolition des dîmes « sur les grains de mars, les blés de Turquie, les chanvres et les légumes, sans aucun dédommagement », comme étant « des innovations de la part des seigneurs, qui n'en jouissent qu'ensuite de reconnaissances surprises à quelques habitants séduits ou intimidés par leurs agents ». « Le seigneur d'Arcey, précise-t-elle, ne jouit que depuis 15 ans seulement de ces espèces de dîmes, la reconnaissance qui lui en a été passée n'a été souscrite que par la moindre partie des habitants de la communauté, et l'acte reçu par le tabellion du seigneur »⁽²⁾.

Les habitants se retranchaient-ils derrière l'exemption immémoriale des produits convoités ? Le décimateur

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(2) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. I, p. 71.

obtenait un arrêt du Parlement, pliant la localité à ses nouvelles exigences. Plusieurs cahiers dénoncent à ce sujet les entreprises de l'abbaye de Baume.

Le cahier de Vergranne fait observer que l'abbaye « n'avait droit de relever les grosses dîmes sur le territoire de Vergranne que sur le blé, l'avoine et l'engrain », mais que « depuis peu, elle s'est immiscée injustement sous les auspices du Parlement dans la perception de la dîme sur l'orge, l'orgier et le chanvre, objet essentiel à réprimer »⁽¹⁾

A Fontaine, l'abbaye prélevait la douzième gerbe sur le blé et l'avoine ; en 1789, elle se proposait en outre, de s'approprier une autre dîme sur les graines de Turquie, bien qu'elle n'en eût « jamais perçu aucune »⁽²⁾.

En 1758, l'abbaye ne prélevait encore, sur le territoire de Gouhelans, qu'une gerbe par chaque journal de graine de froment. En 1789, elle percevait outre cette dîme « un demi-boisseau d'orgier pour les graines de Carême ».

Par ailleurs, la dîme répondait de moins en moins à sa destination première ; accaparée par les gros décimateurs et le haut clergé, elle n'assurait plus une existence décente aux curés des campagnes, réduits à l'insignifiante portion congrue, et contraints de solliciter de leurs paroissiens un subside supplémentaire sous la forme de prestations variées, telles que quartes de paroisse, gerbes de Passion, bons deniers, dîme d'agneaux. Les communautés devaient en outre pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leur église. Toutes ces considérations, tous ces griefs sont clairement exprimés dans le cahier des habitants de Bourguignon, sous l'article 14 de leurs doléances, qui constituent le plus cinglant réquisitoire qu'on puisse imaginer sur la matière ; il mérite d'être reproduit :

« Art. 14. — La dîme, dans son origine, fut donnée

(1 et 2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

pour la subsistance des pasteurs qui travaillent au salut des âmes, l'entretien des saints-lieux et le soulagement des pauvres. Elle s'est accrue et s'accroît toujours par l'augmentation du prix des consommables, le défrichement des terres ; dans plusieurs endroits, elle ne fut accordée que d'une partie des grains ; il n'y a pas 60 ans qu'on dîme nos grains de Carême ; nous voulûmes nous y opposer, mais en vain ; le droit du plus fort a prévalu. Jamais on n'a dîmé nos légumes et nos racines, et déjà le fermier de l'abbaye de Baume dans les sous-baux, vient de se les réserver, et, s'il le veut, il l'aura ; notre bon Parlement a déjà rendu trois arrêts qui l'accordent ; dès lors tout est dit ; c'est jurisprudence, c'est loi ; en vain allèguera-t-on que jamais pareille dîme n'a eu lieu dans toute la province, que ce ne sont pas les fonds qui doivent la dîme, mais l'espèce de grains qu'ils produisent ; que la dîme est un droit onéreux qui doit plutôt se restreindre que s'étendre. Avez-vous, vous dira-t-on, d'autre titre d'exemption que de n'avoir jamais payé ? Non, eh bien vous payerez. La loi est faite, vous la suivez... Au moins si le produit de nos sueurs était employé à la subsistance de nos pasteurs, à la décoration de nos églises, au soulagement de nos pauvres, mais c'est pour les dames de Baume qui n'ont jamais donné 5 sols à nos pauvres. Pressons-les de nous fournir les ornements pour la célébration des saints mystères, nous en obtiendrons après bien des instances quatre chasubles de camelot en laine quand les anciennes seront toutes rapetassées qui leur coûteront au plus 18 livres pièce. Voulons-nous plus de décence ? Tirons de nos poches ; notre paroisse renferme tant villages, hameaux que métairies, 19 endroits assez épars ; notre pasteur est à portion congrue, il ne peut se passer d'un vicaire ; de quelle économie faut-il qu'il use pour exercer avec décence l'hospitalité dans le lieu de passage où il

est placé, et vivre avec 700 livres, tandis qu'à Baume ces dames font bonne chère et voient grande compagnie ; presque tous les décimateurs grossissent le revenu tant qu'ils peuvent et réduisent les charges à rien... »⁽¹⁾

Nous venons de voir qu'en certains endroits l'âpreté du seigneur ou du décimateur, avait, au cours du xviii^e siècle, sensiblement alourdi des charges restées jusqu'alors immuables.

En d'autres lieux, c'est exactement l'inverse ; la confrontation des documents révèle, à la fin du xviii^e siècle, un notable allègement des impositions par rapport au siècle précédent ; celles-ci ne sont plus payées à leur taux initial, mais à un taux considérablement inférieur ; rien ne peut expliquer un pareil changement.

La seigneurie de Châtillon-le-Duc, à ce sujet, offre matière aux plus troublantes constatations. Dépendance du domaine royal, elle ne comptait pas moins de douze communautés situées dans le voisinage immédiat de Besançon, savoir : Pouilley-les-Vignes, Ecole, Bonnay, Voray, Devecey, Cussey, Auxon-Dessous, Tallenay, Etuz, Bussièrès, Oiselay et Châtillon.

Comparons un « état des cens et redevances de la seigneurie de Châtillon-le-Duc, dont on faisait paiement à Jean-Claude Sani de Vouray, amodiateur de lad. seigneurie, dès le 1^{er} octobre 1626, jusqu'au dernier septembre 1632 », avec les censiers des années 1778, 1779 et 1780.

Prenons la communauté de Bonnay :

L'état de 1626-1632 porte, sous l'article correspondant à la localité :

« Les habitants de Bonnay doivent chacun an en corps à sad. Majesté à la Saint-Martin, scavoir :

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

» 10 bichots d'avoine, mesure dud. Châtillon...

cy 10 bichots.

» item 10 livres de cire.

cy 10 livres

» item vingt-quatre livres estevenans à raison de l'ouctroy à eux concédé de prendre bois mort et mort bois à Chailluz, selon que contiennent les lettres-patentes de l'an 1605 ;

» lesquelles redevances ils payent sans difficultés.

cy 24 livres. »

Reportons-nous, à présent à un « Carnet des cens et redevances du domaine de Châtillon-le-Duc, appartenant à Sa Majesté » de l'année 1777. On lit au même article :

« Les habitants et communauté de Bonnay doivent le cens de 33 livres et 10 livres de cire.

cy 33

» plus 60 mesures d'avoine à la mesure de Châtillon-le-Duc.

cy 60 mesures d'avoine.

En marge : « Reçu 60 mesures d'avoine. Reçu 33 livres en argent. »

On en conclut :

1) que le cens en argent, à raison du droit de bois mort et de mort bois, s'est augmenté de 9 livres,

2) que la redevance d'avoine est tombée de 10 bichots, soit de 240 mesures à 60 mesures.

En réalité, la redevance en argent n'a pas varié, la différence de 9 livres représente la prestation de cire, à présent perçue en argent ; on lit en effet sur un état des cens de 1778,

« Reçu de la communauté de Bonnay pour le cens de cire et argent

cy 33 livres

» Plus en avoine

cy 60 mesures. »

Mais la redevance d'avoine n'en accuse pas moins une

diminution de 180 mesures, sur le début du siècle précédent.

Nous n'en pouvons donner la raison, mais il apparaît que le dégrèvement était déjà chose faite en 1688. A cette époque, en effet, le fermier du domaine, Joseph Baizan, de Besançon, remit à la Chambre des Comptes de Dôle, un état de la seigneurie de Châtillon-le-Duc et de Cromary, sans doute afin d'en faire confronter la teneur avec les titres primitifs déposés aux archives. Or, la Cour observe à propos de Bonnay, « qu'il est dit par le 45^e article dud. état que lesd. habitants doivent soixante mesures d'avoine » alors que « les titres qui sont à la Chambre portent 10 bichots, que led. bichot est de 6 hémines et l'hémine de 2 penaux ».

Ainsi donc, dès 1688, la situation fiscale de la communauté de Bonnay, quoique sensiblement améliorée, n'était déjà plus conforme à ses titres primitifs. Cette opposition devait durer jusqu'à la Révolution.

Plusieurs communautés de la même seigneurie sont dans une situation voisine :

Prenons Devecey. On lit sur l'état de 1626 :

« Les habitants de Devecey doivent chascun an à sad. Majesté aud. jour de fête Saint-Martin, sept bichots et demy d'avoine, le bichot de six esmines mesure dud. Châtillon-le-Duc et rendable aud. lieu :

cy 7 bichots 1/2 avoine.

» Item deux setiers de vin rouge que disent (*sic*) trente-deux pintes à l'ancienne mesure dud. Châtillon, payable comme dessus :

cy 2 setiers.

» Item la cense de deux deniers estevenans, payable comme dessus appelé la cense du chappon :

cy 2 deniers est.

» Lesquelles redevances se paient sans difficultés par les échevins. »

Or, le carnet de 1777 porte :

« La communauté de Devecey doit 45 mesures d'avoine à la mesure de Châtillon, et trois mesures de plus pour deux septiers de vin, en tout 48 mesures.

cy 48 mesures. »

Différents censiers de l'époque attestent le paiement de ladite redevance pendant cinq années consécutives, de 1776 à 1780.

La Chambre de Dôle relève la contradiction, sans commentaire ; on lit dans ses observations :

« Devecey : Dans l'état (remis par le fermier), il est dit que lesd. habitants doivent quarante-cinq mesures d'avoine, et les titres à la Chambre portent sept bichots et trois émines d'avoine, qu'ils perçoivent autant sur les héritages des étrangers que des résidents et selon l'égalément qu'ils en font entre eux. »

De même, la communauté de Cussey, qui payait sans difficulté 5 bichots, soit 120 mesures d'avoine en 1626, ne payait plus que 36 mesures en 1778 ; c'était aussi ce que payait à la même époque la communauté de Tallenay, primitivement imposée à raison de 6 bichots. Par ailleurs, la communauté d'Auxon-Dessous voit sa contribution, autrefois de 28 pénaux et 1 coupot d'avoine, soit plus de 56 mesures, réduite à 14 mesures à la fin du XVIII^e siècle.

Le cas le plus remarquable semble être celui de Voray. Durant la ferme de Jean-Claude Sani, d'après l'état précédemment rapporté, les habitants devaient en corps 3 hémines de froment et autant d'avoine, une taille de 20 livres et un cens de 10 francs « à cause de la prairie de Vouray ». De toutes ces redevances, il ne subsiste, en 1777, qu'un cens annuel de 2 livres que la communauté acquittait ponctuellement entre les mains du fermier de l'époque.

De toute la seigneurie, deux communautés seulement sont restées imposées à leur taux initial, ce sont Ecole et Pouilley-les-Vignes :

Depuis 1626, les habitants de Pouilley doivent annuellement « dix livres de cire, dont sont chargés les meix, maisons et héritages de l'une des quatre prébendes dud. Pouilley ». Cette redevance est confirmée sur le carnet de 1777, où elle est estimée à une somme de 18 livres dont on certifie le paiement régulier.

Les habitants d'Ecole acquittaient en 1777 comme au siècle passé la somme de 7 livres, 5 sols, 8 deniers, représentative de la redevance originaire de deux livres de cire « pour une vaine pasture », et de cinq francs estevenans « pour un coupbage de bois mort »⁽¹⁾.

Ainsi, l'étude de la féodalité au XVIII^e siècle n'offre pas à coup sûr l'assurance d'une aggravation systématique sur les siècles précédents. Le régime, dans son ensemble, donne une impression de froide immobilité. Les charges et redevances officielles étaient restées à leur taux primitif. Sans doute, à l'occasion, un seigneur cupide cédait au désir d'exploiter quelque peu le paysan, et profitant de la situation, saisisait un prétexte futile pour l'imposer davantage ; d'où les variantes locales que nous avons signalées ; elles ne sont qu'un aspect de la lutte séculaire du redevable avec le fisc. Mais, à une époque où l'on se révoltait contre le principe même de l'imposition féodale, le seigneur, en maints endroits, devait avant tout s'employer à maintenir les droits préexistants ; c'était moins que jamais le moment d'innover.

Il reste à envisager si le caractère de la perception de ces droits n'en augmentait pas l'importunité, ou, éventuellement, n'en tempérait pas la rigueur.

(1) Arch. Doubs. E. 2592. Communautés et confréries.

SECTION II

CARACTERES DE LA PERCEPTION

Nous envisagerons successivement la perception par le seigneur lui-même ou par son régisseur, et la perception par les fermiers ou les engagistes.

I. *Perception par le seigneur ou son régisseur*

Nos seules sources de renseignements en la matière sont les censiers et les registres de droits seigneuriaux, et les jugements des tribunaux.

Le document le plus éloquent que nous ayons retrouvé est intitulé : « Censier et reconnaissances des tailles mainmortables, cens, prestations et redevances annuellement dues à M. de Champagne de Myon, par les sujets de sadite seigneurie ⁽¹⁾ ». Ce registre renferme les perceptions effectuées par les régisseurs du seigneur, depuis le début du XVIII^e siècle, jusqu'à la Révolution.

Pendant de longues années consécutives, jusqu'en 1775, la perception présente une régularité frappante : chaque terme est acquitté à l'échéance, année par année; si par hasard l'on y manque, l'on verse l'année suivante les deux termes échus.

Vers 1775, la perception devient irrégulière, les recouvrements sont plus espacés ; en 1779, le régisseur parvient encore à récupérer l'arriéré chez la majorité des redevables. De 1779 à 1785, les perceptions sont très clairsemées ; la majorité des redevables ne fait même aucun paiement.

En 1785, le régisseur presse les défaillants ; à grand

(1) Arch. Doubs. E. 2666. Titres de familles. Premier suppl.

peine, il obtient le terme de l'année courante et celui de l'année précédente, exceptionnellement trois années échues. Mercier et Pâris, qui n'ont rien payé depuis 1779, acquittent en 1785 le montant de deux années ; Marc Girard, les trois dernières années. En marge du nom de Simon Mourolin, on lit la mention suivante, écrite de la main du seigneur : « Richard, mon fermier, a reçu toutes les censes ci-dessus de Mourolin, jusques et y compris la Saint-Martin 1785 » ; signé « de Bancenel » ; cette attestation nous paraît très douteuse ; le seigneur n'a-t-il pas plutôt voulu faire une libéralité à l'un de ses sujets ? Sinon pourquoi le seigneur aurait-il lui-même mentionné au registre un fait qu'il appartenait seulement au fermier de consigner ?

De 1785 à 1788, soit pendant trois années consécutives, aucun paiement n'est effectué ; en 1789, deux censitaires seulement daignent payer ; ils acquittent tout l'arriéré.

En 1791, le régisseur se remet à l'œuvre ; le moment peut sembler mal choisi ; le relâchement constaté les années précédentes doit, logiquement, faire place à un refus catégorique. Pas du tout : Marc Girard, imposé pour 10 sols, qui n'a pas donné signe de vie, depuis 1785, verse 2 livres 10 sols, soit cinq années d'arriérés ; Jean Menet, dont le dernier versement remonte à 1766, acquitte un cens de 3 livres en 1791 ; la même année, le régisseur reçoit encore le tribut de dix censitaires et, — chose à peine croyable —, la poule mainmorte de plusieurs d'entre eux. L'année suivante, Bancenel émigra ; la Nation perçut dès lors le revenu de ses droits.

Ainsi, durant les dernières années avant la Révolution, une grande latitude est laissée aux redevables ; le régisseur à n'en pas douter, obéissait aux instructions conformes du seigneur, en vue de laisser à ses sujets le maximum de répit.

Lorsque le sujet négligeait de s'acquitter, le seigneur le traduisait en justice ; nous avons retrouvé plusieurs jugements condamnant à payer les droits seigneuriaux ; là encore, les seigneurs font preuve d'une large tolérance : ils n'exigent jamais moins de cinq années d'arriéré ; ils ne pouvaient faire un plus long crédit, sans perdre une partie de leur dû par l'effet de la prescription.

Ainsi, le 30 décembre 1786, M. Bocquet de Courbouzon, seigneur de Montmorot, Saint-Georges et autres lieux, fait condamner par le Parlement de Besançon, deux particuliers de Frébuans (Jura) à lui payer chacun « cinq derniers termes échus à la Saint-Martin de 1785 du droit de messerie, qui consiste en une gerbe de froment ou une demi-mesure de froment mesure de Saint-Georges, due par tous les possédants de la directe de la seigneurie de Saint-Georges, en conformité des terriers de 1669 et 1754 »⁽¹⁾.

Le 18 février précédent, il exigeait en plus de Christophe Aimey, vigneron à Vernantois (Jura), les cinq derniers termes du cens dont ses meix et héritage étaient affectés »⁽²⁾.

En 1786, Valentin Girod, de Champagney, devait à la princesse de Bauffremont « 50 coupes d'avoine, pour cinq années échues d'un cens perpétuel et indivisible », à raison de chaque pièce de terre comprise dans un acte d'accensement de 1768. Le 21 avril 1787, la princesse le fait condamner à lui délivrer les termes échus du cens en question, et, de plus, fait prononcer la commise des terrains accensés, « faute par ledit Girod d'avoir payé led. cens pendant plus de trois ans »⁽³⁾.

Le même jour, elle faisait prononcer dans des conditions identiques, la résiliation de l'accensement d'un cours d'eau, dont les bénéficiaires, à savoir les cessionnaires des mines

(1) Arch. Doubs. B. 1634. Chambre des Requêtes.

(2) Arch. Doubs. B. 1633. Chambre des Requêtes.

(3) Arch. Doubs. B. 1634. Chambre des Requêtes.

de Fresses, défaillants pendant cinq années, lui devaient 120 livres d'arriéré. Elle avait accordé, pour chaque cas, un délai de grâce de deux années.

A la fin de 1789, les sieurs Combe, père et fils, de la Chaux-Neuve, devaient à Mme Brancart, épouse séparée de M. de Montmorency, la somme de 45 livres, 15 sols, 6 deniers « pour dîmes et autres redevances qui sont des droits de four et de charrue par eux dus pour les années 1780 jusqu'à l'année 1788 ». Par l'intermédiaire de son régisseur Claude-François Cart, la créancière les traduisit devant le tribunal du district de Pontarlier, et les fit condamner, par défaut, le 21 août 1791, « moyennant le serment que prêterait son régisseur que la somme était justement due », au paiement de tout l'arriéré, aux intérêts dès le jour de la demande et aux dépens ⁽¹⁾.

Certains redevables en prenaient parfois trop à leur aise :

Le 8 février 1783, M. de Vezet, président à mortier au Parlement, fait saisir Nicolas Gollon, vigneron et boucher, demeurant à Thise, pour se faire payer la somme de 82 livres, 15 sols, représentant la moitié des termes échus depuis dix-sept années des quartes de four qu'il partageait avec le seigneur de Charentenay. En août 1786, le seigneur de Charentenay se porta partie intervenante et réclama en plus, le paiement des trois années échues depuis la saisie de 1783 « soit la moitié de 7 mesures et demie de froment à la mesure de Montfaucon ». Ainsi, le redevable n'avait pas payé ses quartes de fours depuis vingt ans.

Le 19 août 1786, la Cour joint l'intervention à la matière principale « pour être prononcé sur le tout par un seul et même jugement »⁽²⁾.

Dans certaines dépendances du domaine du roi, il arri-

(1) Arch. Doubs. L. 05. suppl. Tribunal du district de Pontarlier.

(2) Arch. Doubs. B. 1634. Chambre des Requêtes.

vait que les redevables, trompant la vigilance de l'administration, s'affranchissent complètement, pour un temps plus ou moins long, des cens et redevances qu'ils devaient à Sa Majesté :

Le 28 avril 1779, les administrateurs généraux des Domaines du roi adressent à M. Salafond, directeur à Besançon, un mémoire récemment soumis au Conseil dans lequel ils établissent :

« Qu'en 1617, la Chambre des Comptes de Dôle accensa :

1) au sieur Choquard de Voray, des terres en friches dépendantes du Domaine de Châtillon-le-Duc, pour les mettre en vigne, moyennant le cens de 8 sols estevenans emportant lods et vente aux mutations.

2) en 1687... à Michel Quegain, 30 ouvrées de vigne au même territoire, moyennant une rente annuelle de 20 livres et 2 deniers de cens.

3) à Etienne Bonnaventure Defasy, deux pièces de vignes en friche, contenant 11 ouvrées moyennant 4 livres de rente et 2 deniers de cens.

4) à Jean-Claude Morel, une autre vigne contenant trois ouvrées, moyennant 8 sols de rente et 2 deniers de cens, le cens emportant lods et vente aux mutations. »

On rappelle « que le Roi ayant jugé à propos de rentrer dans ses domaines engagés, il y a eu des commissaires nommés en Franche-Comté, pour en faire la réunion, mais qu'il paraît qu'ils n'ont pas été instruits des aliénations qu'on vient de rapporter et que ces possesseurs ont profité du silence des commissaires, pour se soustraire au paiement des cens et redevances, que cependant ces vignes ont dû rentrer au domaine, en exécution des arrêts des 20 novembre 1725 et 24 may 1739, et que les propriétaires n'en ont joui depuis ce temps qu'en fraude des droits du Roi ». Le directeur des Domaines est donc prié de se procurer des extraits de ces actes d'accensement, de recher-

cher les tenanciers actuels, et de donner tous les renseignements désirables au sujet du paiement des droits.

Il ressort de l'enquête que les possesseurs actuels des héritages mentionnés ne payent plus ni cens ni redevances, et ce « depuis très longtemps » ; que l'un des premiers censitaires, le sieur Defasy, a même, le 20 janvier 1764, vendu sa terre à un particulier de Tallenay, moyennant 3.120 livres, sans que l'Administration ait reçu les lods.

Des contraintes furent décernées contre tous les tenanciers; chacun d'eux se vit réclamer les cens de cinq années; les acquéreurs du sieur Defasy furent contraints d'acquitter à la fois cinq années d'arrérages, soit 22 livres, 10 sols, 10 deniers, les lods au douzième de leur acquisition, soit 130 livres ; 1 livre, 10 sols pour droit de quittance, et 4 livres, 10 sols pour ensaisinement. ⁽¹⁾

Tel est l'aspect général de la perception des droits par les seigneurs ; le redevable, on le voit, est l'objet d'appréciables ménagements. Sans doute, l'abus des moyens de contrainte eût occasionné des frais supérieurs au montant des droits à percevoir, mais, d'un autre côté, une attitude trop libérale entraînait fatalement des excès. Rendons cependant justice à certains seigneurs, d'avoir cherché la juste mesure, dans un net esprit de conciliation, à la différence de leurs fermiers, dont les agissements, on va le voir, ne procédaient pas de la même inspiration.

II. Perception par les fermiers ou les engagistes

Donnons, à titre d'entrée en matière, le tableau particulièrement suggestif de l'accroissement des revenus observés en quelques années dans les seigneuries de Joux. Pontarlier et Usiers, cédées à titre d'engagement à la fin du XVIII^e siècle.

(1) Arch. Doubs. E. 2592. Communautés et confréries.

En 1774, Jean-François Pion et Jean-Pierre Cabaud, originaires de Dampierre, obtenaient l'engagement des trois seigneuries de Joux, Pontarlier et Usiers, qui dépendaient du Domaine de Sa Majesté. Ils n'étaient du reste envoyés en possession que dix ans plus tard, en 1784 « par suite du retard des opérations de reconnaissance auxquelles ils étaient assujettis ».

Voyons quel était à cette époque le revenu annuel des trois seigneuries.

Ce revenu ne consistait pas uniquement en droits féodaux : ceux-ci en constituaient sans doute l'essentiel, mais, outre les cens, les banalités, les péages et les droits de messerie, les engagistes percevaient encore des dîmes et divers cens fonciers en argent, sur des terres amodiées. Bref, en 1784, les trois seigneuries réunies donnaient un revenu brut de 11.809 livres, 10 sols, 8 deniers, ainsi réparti :

1739 livres, 13 sols, 10 deniers pour la seigneurie d'Usiers,

4773 livres, 3 sols, 10 deniers pour la seigneurie de Pontarlier,

5296 livres, 13 sols pour la seigneurie de Joux.

Dès leur entrée en possession, les engagistes se mirent « à faire valoir les domaines de Sa Majesté », à réprimer « les abus qui amoindrissaient la perception des droits » ; ils durent soutenir plusieurs procès, qui témoignaient évidemment « que la loi des marchés n'était point régulièrement observée ».

Le succès couronna leurs efforts : quatre ans plus tard, soit en 1788, ils avaient porté les domaines « à leur plus haut degré de production », tandis qu'auparavant « le produit n'avait que faiblement suffi à balancer les charges ». Donnons quelques chiffres :

SEIGNEURIE D'USIERS

ARTICLES	Valeur lors de l'engagement	Valeur en 1790
Cens en blé sur le moulin de Chaffois..	34	72
Champs et prés amodiés.....	530	957
Cens fonciers en argent.....	134,1,4	134,1,4
(à Byans, Sombacour, Goux, Ouhans, le Bourg, les Granges, Houtaux).		
Dîmes de froment (à Septfontaine et Evillers)	898	1187,10
Droits de messerie et droits de four.....	143,12,6	191,10
Total.....	1739,13,10	2542,1,4

SEIGNEURIE DE JOUX

OBJETS	Valeur lors de l'engagement	Valeur en 1790
Prés terres, cens divers et moulins banaux (Oye)	1500	1200
Moulins banaux (les Fourgs, Morteau)....	{ 700 940	1950
Moulins banaux (les Verrières).....	52	32
Péage	850	2500
Champs et prés amodiés à différents par- ticuliers	493	1042
Dîmes d'avoine (les Verrières, les Fourgs, les Vorbes, les Huets, les Gauffres, Montpetot, le Creux).....	643,10	858
Cens en avoine.....	9	12
Cens en argent (sur champs, scieries, pa- peteries, moulins)	7,16,4	7,16,4
Droit sur le bétail aux Verrières.....	16	16
Tailles (les Fourgs).....	13,6,8	13,6,8
Pêche sur rivières et étangs.....	72	162
Total.....	5296,13	7793,3

SEIGNEURIE DE PONTARLIER

OBJETS	Valeur lors de l'engagement	Valeur en 1790
Eminage. Les 2/3 du 24° des grains....	3.000	7.165
Fours banaux : le 24° des pâtes	1.500	1.700
Péage : Sur les marchandises.....	250	1.666
Poid Le Roy : Deux blancs par %.....	12	100
Cens en argent : (sur scieries, papeteries, martinets)....	11,3,10	11,3,10
Total.....	4.773,3,10	10642,3,10

Les trois seigneuries donnaient donc, dès 1788, un revenu d'ensemble de 20.977 livres, 8 sols, 2 deniers, contre 11.809 livres, 10 sols, 8 deniers, en 1784, lorsque les engagistes en commencèrent effectivement l'exploitation ; ceux-ci, dans l'espace de quatre années, en avaient doublé le revenu ⁽¹⁾.

Donnons à présent quelques détails d'ordre général sur la méthode d'exploitation des fermiers et des engagistes, pour obtenir un pareil résultat.

Les redevances, quelle que soit leur nature, sont perçues avec la dernière rigueur, qu'il s'agisse des droits féodaux ordinaires, des dîmes, ou des amendes seigneuriales.

§ 1^{er}. *Redevances ordinaires.*

Elles sont exigées au terme prévu à leur taux intégral.
Point de remise :

Les particuliers d'Onans devaient annuellement deux quarts de blé froment, pour droit de four. « Il y en a même, rapporte le cahier, qui, outre lesdites deux quarts, paient en outre chacun une somme de 5 francs ; il y a même deux frères aud. Onans, qui ont pour tout bien une petite maisonnette formée d'une très petite cuisine et petit poêle, où ils font leur résidence faisant leur pain séparé, et qui ont payé au fermier pour l'an dernier 1788 chacun une somme de 14 livres, 17 sols, 3 deniers, sans que ce fermier ait voulu leur quitter un liard » ⁽²⁾.

Point d'atermoiement :

En 1784, plusieurs particuliers d'Esprels n'ayant pas acquitté leurs corvées de moissons, le fermier du prieuré de Marast, Simon Vuillier, les assigne devant le bailliage de Vesoul, dès le 3 août de la même année, pour les faire

(1) Arch. Doubs. Q. 31. Domaines nationaux.

(2) GODARD ET ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*.

condamner « à lui payer chacun la valeur de 3 journées, auxquelles ils ont été commandés, pour moissonner les grains dans les terres du domaine du prieuré de Marast, en ladite année 1784, et aux dommages-intérêts ressentis de leur refus... » il met en cause le Chapitre de Dôle auquel il demande de l'indemniser de sa non jouissance. La cause fut évoquée par devant la Chambre des Requêtes, qui condamna les corvéables en défaut à payer au demandeur la valeur de trois journées de travail et les dommages-intérêts à reconnaître et liquider en exécution ⁽¹⁾.

Aucun esprit de conciliation :

Les fermiers du four banal de Mouthier-Haute-Pierre dépendance de l'Hôpital général de Besançon, avaient accoutumé de percevoir le droit de fournage préalablement à la cuite, à raison du vingt-quatrième des pâtes, contrairement à la teneur des anciennes reconnaissances de 1545 et de 1713, stipulant le prélèvement après la cuisson « de 24 miches de pain l'une ». L'usage établi était nettement contraire « au bien et à l'avantage des habitants », car le prélèvement sur les pâtes, en l'absence de balances et de poids de dimensions suffisantes, ne laissait pas d'être « arbitraire, incertain, et le plus souvent d'une plus grande quantité valeur et quotité » que celui effectivement dû.

Après avoir vainement sollicité le placement de balances réglementaires en vue d'assurer une plus juste perception, les habitants proposèrent au fermier d'acquitter le droit de fournage en pains, plutôt qu'en pâtes, conformément au droit ; à cet effet, le 11 février 1774, ils se rendirent sur les lieux avec leurs balances et procédèrent à la pesée de leurs pains devant le fournier. Le fermier refusa ; après plusieurs sommations infructueuses, les habitants assignèrent le fermier.

(1) Arch. Doubs. B. 1634. Chambre des Requêtes.

Mais, le 30 août 1779, la Chambre des Requêtes condamna les habitants à payer au fermier le droit de fournage « en pâte et non en pains », comme par le passé ; comme aucune obligation n'était mise à la charge du fermier ou du seigneur, les habitants restaient voués aux mêmes exactions ; outre les dépens, la Cour mit à leur charge 60 écus d'épices sur l'arrêt ⁽¹⁾.

Les fermiers, par ailleurs, ne manquaient pas d'initiative :

Les seigneurs, avons-nous vu, négligeaient souvent d'élever le taux des impositions, en dépit des changements survenus dans les conditions économiques ; mais les fermiers n'hésitaient pas à modifier le taux des redevances proportionnellement à la dépréciation monétaire. Les habitants de Provenchère en firent l'expérience, pour la redevance de poule : « Lesd. poules, dit le cahier, ne se payaient ci-devant que 6 sols, 6 deniers depuis un temps immémorial, et depuis 15 ans que les revenus de lad. dame (Madame la princesse de Marsans, dame de Belvoir) sont afferchés, on les fait payer à 12 sols et quelquefois à 15. »

Par contre, s'il s'agissait de rajuster la rémunération des corvées au niveau des conditions nouvelles, les fermiers semblaient moins pressés : « Il y a, poursuit le cahier, trois ménages aud. lieu chargés de corvées, pour l'entretien du château de lad. dame à Belvoir et dont on ne leur paie que 4 sols par corvée, et que bien souvent lesd. charrois leur coûtent six francs de faire faire par autrui à celui qui ne le peut par lui-même, ce droit paraît injuste ayant été fixé dans un temps auquel lad. somme pouvait être suffisante pour la valeur desd. charrois ; ils demandent à se pouvoir rédimer de cette charge... » ⁽²⁾

(1) Arch. des Hospices civils de Besançon. GG. 56.

(2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

En certains endroits, les fermiers avaient réussi à faire revivre des prestations, dont les habitants avaient été autrefois affranchis :

Ainsi, les habitants des communautés de Cessey, Chouzelot, Lavans et Pessans, s'étonnent d'être soumis à une redevance bizarre, connue sous le nom de *meusons*. Voici ce que dit, à ce sujet, le cahier de Cessey :

« Ils (les habitants) sont forcés par le fermier ou engage du domaine de Quingey, à lui payer chaque année une redevance considérable en grains, appelée meusons, qu'ils sont persuadés ne pas devoir, parce que cette redevance et toutes autres avaient été rendues, remises et quittées auxd. habitants, ainsi qu'à ceux des autres communautés composant le domaine de Quingey par Othon, comte de Bourgogne qui affranchit, en 1300, moyennant une somme qu'il reçut comptant le domaine de Quingey et toute la chatellenie de lad. ville, dont Cessey fait partie, de la mainmorte ainsi que de toute redevance de quelle qu'espèce que ce soit... » Effectivement, la ville de Quingey et quelques communautés environnantes n'acquittaient plus cette redevance au fermier. Mais, poursuit le cahier, « ce qui oblige encore les habitants à se plaindre de ce procédé..., c'est que ce fermier, au lieu de se contenter actuellement de recevoir cette indue redevance, comme il a fait du passé, s'est avisé, en vertu d'un arrêt par lui surpris au Parlement depuis peu (depuis 1785, précise le cahier de Lavans) d'en exiger la perception au moins d'un bon tiers en sus, en se servant d'une mesure qu'il a fait faire exprès plus grande à cet effet, le tout au préjudice desd. habitants et au mépris de l'acte qui les en affranchit » ⁽¹⁾.

Ils ajoutent qu'ils ont essayé de se pourvoir au Conseil en cassation contre l'arrêt, mais qu'ils n'ont pu l'obtenir

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Quingey.

« faute d'avoir les moyens de fournir aux avances nécessaires à ce sujet ».

Les plaintes des habitants de Dasle (Doubs) contre la gestion des fermiers, quoique plus vagues, procèdent de la même inspiration :

« Les fermiers du seigneur de la terre de Blamont (c'est-à-dire du prince de Montbéliard), lit-on dans leur cahier, ne cessent de rechercher les habitants du village au paiement de plusieurs droits prétendus que lesdits habitants ne croient point devoir, mais qu'ils sont forcés de payer par la crainte qu'ils ont d'être poursuivis par la justice seigneuriale et pour n'être pas entraînés dans des procès qu'ils n'ont pas moyen de soutenir » (1).

Il y avait toutefois des exceptions à cette inexorable rapacité des fermiers :

Dans un état des particuliers du village d'Arcey, tiré du carnet des revenus de la baronnie de Granges, pour l'année 1781, M. Bouchot, receveur des revenus de lad. baronnie, constate « qu'il y a 51 particuliers qui ont payé la quarte de guet pour lad. année et trente-quatre qui n'ont pas payé et ont été quittés par M. le fermier ». Il fait observer au prince de Montbéliard que, si ce fermier « n'était pas aussi indulgent, il aurait pu se faire payer une partie du dû », mais, paraît-il, ce dernier a « toujours été persuadé qu'il n'était pas de l'honneur d'un grand prince d'avoir des fermiers qui ne soient pas fort charitables; il en a toujours agi de même, vis-à-vis tous les autres sujets des seigneuries » (2).

§ 2. *Perception de la dîme.*

Les fermiers de la dîme n'étaient pas les moins acharnés ; les habitants de Gilley se plaignent d'être « tyrannisés et

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

(2) Arch. Doubs. E. 371. Communautés et confréries.

vexés au dernier excès par les fermiers et sous-fermiers de lad. dixme, surtout par un de cette dernière qualité citoyen de leur communauté qui les a trahis au dernier point, en affermant leurs dixmes du fermier originaire, lequel au lieu de traiter favorablement ses concitoyens, au contraire, les mène encore plus durement et inhumainement que ne ferait un étranger, en trompant leur bonne foi par des conventions à son triple avantage à l'aide de plusieurs embaucheurs qui se vendent à lui pour un verre de vin. En un mot, ces fermiers et sous-fermiers font un usage indû de lad. dixme, ils font des abris sous la cheminée, à leur triple avantage à un prix exorbitant, suivant que leur cupidité les dicte, au taux desquels abris ceux qui sont dans l'impossibilité de rendre la dixme sont contraints de l'acquitter, ce qui leur fait contracter des dettes immenses qu'ils ne peuvent acquitter qu'en vendant leurs fonds et en se ruinant de fond et comble » ⁽¹⁾.

Pour augmenter le rapport des dîmes, le fermier ne reculait devant aucun procès, si lointaine et si douteuse qu'en parût l'issue :

Le Chapitre métropolitain et le prieuré de Courtefontaine possédaient, sur les territoires de Liesle, Buffard et Champagne, un droit général de dîme « de trois pintes de vin par chaque muid, et de deux bonnes gerbes de froment et d'avoine, par chaque journal de terre », droit qui leur avait été confirmé par un arrêt des Requêtes du Palais, le 15 mai 1737. Or, l'Hôpital général de Besançon possédait en ces parages plusieurs domaines dépendant de l'ancienne maladrerie de Quingey, lesquels jouissaient d'une exemption immémoriale en cette matière. Cependant en 1778, les fermiers du prieuré de Courtefontaine s'avisèrent de lever la dîme sur les terres de l'Hôpital ; les

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Pontarlier.

tenanciers protestèrent ; assignation leur fut donnée devant le Parlement.

Un fait était certain : les domaines de l'Hôpital n'avaient jamais payé la dîme en question ; les fermiers antérieurs et les plus anciens habitants déposèrent tous « n'avoir jamais payé aucune dîme pour lesdites terres » ; mais personne ne pouvait expliquer la source de cette exemption ; autrement dit, l'on ne pouvait « prouver à ce sujet qu'une exemption de quarante ans au plus, mais sans représenter aucun acte de contradiction ».

L'Hôpital pouvait-il davantage se soustraire au paiement ? M. Bassand, conseil de l'Hôpital, ne le pense pas :

« La dîme étant générale, dit-il dans son avis du 31 mars 1781, l'on ne serait pas recevable, suivant d'Héricourt, dans les lois ecclésiastiques, part. II num. 24, page 129, à proposer que l'on est en possession de ne pas payer la dîme qui a été perçue dans l'étendue du territoire parce qu'on présume alors que c'est par une espèce de tolérance que le particulier n'a pas été poursuivi, que le droit a été conservé en l'exerçant dans l'étendue du territoire, et qu'en admettant la preuve de la possession, l'on donnerait lieu à une infinité de difficultés. » Et le Conseil de conclure : « Le procès dont il s'agit pourrait entraîner des frais considérables, et il est prudent de ne pas s'y exposer dans l'incertitude d'un événement favorable. »

Mais l'Hôpital persiste dans son refus ; il rejette en ce qui le concerne l'arrêt de 1737 comme rendu ensuite d'une instance qui avait été pendante aux Requêtes du Palais, entre les habitants de Liesle, Buffard et Champagne, d'une part, et le décimateur, d'autre part ; arrêt d'expédient, prétend-il, intervenu sur une transaction entre les parties ; bref, un acte qui ne pouvait lui être opposé.

L'instance commencée se perdit dans le maquis de la procédure ; elle n'était pas encore terminée quand survint

la Révolution ; un état des avances et vacations du procureur de l'Hôpital signale encore des actes de procédure le 14 novembre 1789 ; à ce moment, les frais à la charge de l'Hôpital atteignaient la somme de 181 livres 14 sols 4 deniers. L'Hôpital eût vraisemblablement succombé si la loi du 14 avril suivant, abolissant les dîmes, n'avait mis subitement un terme au procès ⁽¹⁾.

§ 3. *Perception des amendes.*

La perception des amendes affermées n'était pas la source de moindres vexations. En elle-même l'amodiation des amendes était particulièrement indécente, les délinquants devenaient en propres termes la proie des fermiers ; « ce qui multiplie les amendes, rapportent les habitants de Leugney et Amance, c'est que les seigneurs les comprennent dans leurs baux pour en augmenter le produit, ce qui paraît odieux, les amendes n'étant pas décernées par les lois pour les enrichir, mais pour rendre les sujets plus vigilants et soigneux. Sa Majesté est instamment suppliée d'ordonner que dans la suite ils ne comprendront plus dans le canon des baux qu'ils feront de leurs terres les amendes » ⁽²⁾.

De fait, le fermier des revenus de la seigneurie d'Arpenans avait en moins d'un an, du 23 avril 1788 au 4 mars 1789, consigné au registre de la justice 336 rapports et porté à 1.253 livres 2 sols 5 deniers le montant des condamnations, sans compter les chefs renvoyés à la Maîtrise des Eaux et Forêts, « qu'on croit qui monteront au moins à 3.000 livres ». « On aurait peine à croire les faits, poursuivent les gens d'Arpenans, s'ils n'étaient consignés dans

(1) Arch. des Hospices civils de Besançon. GG. 39. Boîte 150.

(2) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

les registres de cette justice, mais ces faits prouvent l'abus de cette amodiation et que si l'on n'y apporte un prompt remède les remontrants seront forcés d'abandonner leurs propres foyers et d'aller chercher des asiles ailleurs » (1).

L'appât du gain poussait les fermiers et leurs gardes à dépasser les limites territoriales de leur compétence, et à entourer d'une égale vigilance les propriétés du seigneur et le territoire de la communauté, dont la garde incombait à d'autres agents désignés chaque année par les habitants.

Les rapports des gardes, en outre, n'avaient pas toujours en fait la force probante qu'on leur conférait en droit. Il nous souvient d'un garde forestier de la seigneurie de Granges, qui, après avoir convié quelques particuliers de Marvelise à une partie de chasse, les dénonça au retour à la justice seigneuriale (2). Aussi, les sujets réclament-ils instamment qu'il ne puisse être prononcé d'amende au-dessus de 3 sols sur le rapport d'un garde ou d'un forestier seul « lorsqu'ils n'auront ni consort ni voyant témoin du fait de leur rapport ».

Enfin, supposerait-on que l'on pût rechercher les délinquants plusieurs années après leur condamnation pour les obliger à en verser à nouveau le montant ? Le fait n'en est pas moins attesté dans un cahier :

« Il arrive tous les jours, précisent les habitants de Che-necey-Buillon, qu'on rappelle aux habitants des amendes prononcées par des sentences de dix, vingt et trente années, qui ont été payées sans quittance, ou dont la quittance se trouve perdue et ces poursuites qu'on leur fait en telle occasion les obligent à vendre leur bétail, dont ils ont besoin pour la culture de leurs terres, ou à vendre leurs

(1) GODARD ET ABENSOUR. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. I, p. 122.

(2) Arch. Doubs. E. 374. Communautés et confréries.

fonds à vil prix, pour éviter la discussion de leurs meubles ou la saisie réelle de leurs immeubles. ⁽¹⁾ »

Tels étaient les caractères de l'exploitation des fermiers et des engagistes ; celle-ci contraste sensiblement avec la gestion des seigneurs : en ce sens, le duc d'Aiguillon déclarait à l'Assemblée Constituante, au moment du rachat des droits féodaux : « Les propriétaires des fiefs, des terres seigneuriales, ne sont que bien rarement les auteurs des excès dont se plaignent leurs vassaux, mais leurs gens d'affaires sont souvent sans pitié. ⁽²⁾ » Les engagistes, dans cet ordre d'idées, ne le cédaient en rien aux fermiers ; la terre de Saint-Juan, dépendance du domaine du roi, avait été cédée en engagement, moyennant 50.000 livres, quelques années avant la Révolution ; les sujets du roi purent comparer l'horreur de leur condition nouvelle avec la quiétude dont ils jouissaient sous l'administration de Sa Majesté ; en 1789, révoltés par les excès des engagistes, ils proposaient au roi 15.000 livres pour reprendre le domaine et s'affranchir de leurs tyrans ⁽³⁾.

Au moment où le régime, dénoncé de toutes parts, entraînait dans une période décisive de son histoire, il eût fallu précisément pallier aux effets de cette subordination excessive, à la base même de l'organisation féodale, de manière à conformer le milieu à l'évolution des esprits. Une réadaptation s'imposait par la modération, le discernement, chez les intermédiaires obligés des seigneurs et du peuple des campagnes. Or, par leur avidité, leur ignorance et leur brutalité, ils rendirent impossible toute conciliation et précipitèrent le dénouement.

(1) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Quingey.

(2) Cité par ALLARD : *Esclaves, Serfs et Mainmortables*, p. 276.

(3) Arch. Doubs. Cahiers de doléances du bailliage de Baume.

CONCLUSION

Tel était l'aspect, en Franche-Comté, du régime féodal à la veille de son abolition. Figé depuis près de mille ans dans une impassible immobilité, il s'avérait incapable de se plier de lui-même aux conditions nouvelles de son existence, de satisfaire aux exigences les mieux fondées d'un milieu social en pleine évolution. Il fallait donc une secousse violente qui fît « table rase ». Ce n'est pas que toutes les prestations d'origine féodale fussent établies sur l'injustice ou l'usurpation. Une partie d'entre elles était la juste rémunération de concessions primitives dont le seigneur avait été autrefois l'auteur ; mais ces redevances légitimes se confondaient avec celles qui puisaient leur origine dans la servitude et la contrainte. Une dissociation s'avérait nécessaire, conformément au vœu des cahiers, entre les droits et devoirs sans cause, dont on demandait l'abolition sans indemnité, et ceux fondés sur des titres authentiques, qu'on eût déclarés rachetables. La Constituante l'entreprit, avec tout le tact et le discernement requis en la circonstance, où il s'agissait de concilier les exigences nouvelles avec le respect de la propriété : le 11 août 1789, elle abolit « tous les droits et devoirs tant féodaux que censuels qui tiennent à la mainmorte réelle et personnelle et à la servitude personnelle » et proclama les autres rachetables. Mais il fallait délimiter de façon plus précise la partie abolie d'avec la partie maintenue. Ce fut l'œuvre de lois successives, qui, chaque fois, sous prétexte de pré-

ciser les droits conservés, enlevèrent une pierre nouvelle à l'édifice, jusqu'au jour où la Convention Nationale, coupant court à toute difficulté, abolit le régime féodal jusqu'en ses derniers vestiges, le 17 juillet 1793.

Vu :

Le Président de thèse,

ROGER PICARD.

Vu :

Le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Archives et Bibliographie.....	7
Introduction	15
Aperçu général	17
CHAPITRE I. — Origine de la mainmorte et circonstances de son expansion.....	19
CHAPITRE II. — Mode d'acquisition de la servitude.....	25
CHAPITRE III. — Restrictions à la liberté et à la capacité des mainmortables	37
CHAPITRE IV. — Tempéraments pragmatiques à la rigueur initiale de la condition mainmorteable.....	67
CHAPITRE V. — Rapports entre la condition mainmorteable et la condition de droit commun.....	93
CHAPITRE VI. — L'Edit de 1779 et son exécution en Franche-Comté	127
CHAPITRE VII. — Résistance des communautés aux entreprises des seigneurs.....	183
CHAPITRE VIII. — Le fardeau féodal au XVIII ^e siècle.....	197
Conclusion	235

